Chapitre 6:

La Russie bolchevique et le monde

(1920-1980).

N.B. Le statut international de la Russie avant la Révolution bolchevique est traité dans le chapitre 1; le chapitre 2 aborde aussi bien les aspects extérieurs qu'intérieurs de la lutte entre les bolcheviks et leurs ennemis entre 1917 et 1920.

Dès avant 1917, la Russie était tenue pour une grande puissance, malgré ses retards économiques, l'ampleur de ses problèmes de communications et de climat, ses pesanteurs sociales et son archaïsme politique. Elle l'était d'abord du fait des opportunités qu'elle semblait offrir pour un développement futur: la Russie était un pays d'avenir — et l'est restée, ajoutent aujourd'hui les mauvais plaisants. À cause aussi tout simplement de sa taille, qui malgré les retards implique des chiffres absolus toujours impressionnants, en matière de production par exemple; à cause aussi de son importance stratégique et de sa capacité de nuisance: l'image de "l'ours russe" ne date pas de 1917.

Après la victoire des bolcheviks dans la guerre civile, la Russie acquit un nouveau statut: pour les anticommunistes, celui d'un pays animé d'une volonté agressive ouverte; pour les communistes, celui du pays qui défendait les opprimés du monde entier. Au-delà même de sa puissance économique et militaire réelle et de leur projection à l'étranger, la Russie devint une utopie, une extraordinaire utopie de chair en cours de construction dans laquelle on pouvait voyager, dont l'on pouvait ramener souvenirs et photographies: pour les anticommunistes, quelque chose comme l'Enfer sur terre; pour les communistes, la patrie des prolétaires, l'atelier du futur, le pays où l'on pouvait constater *de visu* qu'

> « Un jour pourtant un jour viendra couleur d'orange
> Un jour de palme un jour de feuillages au front
> Un jour d'épaule nue où les gens s'aimeront
> Un jour comme un oiseau sur la plus haute branche »
> (Aragon)

Du coup, elle acquit dans les relations internationales un statut exceptionnel, un statut qui dépassait de loin sa puissance réelle (consciencieusement exagérée par la C.I.A. durant toute la guerre froide), un statut mondial aussi au sens où elle avait des relais partout, était partout — dans les années 1950, lorsqu'un député communiste français montait à la tribune de la Chambre, la droite criait: "À Moscou!". Elle-même, déjà convaincue avant 1917 d'être le centre

de l'orthodoxie et du monde slave, s'habitua très vite, dès que la Révolution eut échoué en Europe occidentale, à se considérer comme le centre du monde, en tout cas du monde nouveau en gestation dont la science marxiste annonçait l'inéluctable avènement.

I-Le grand isolement: 1920-1933.

A) la Russie, puis l'U.R.S.S., en marge du concert des nations.

Lorsque la guerre civile russe s'acheva par la victoire des bolcheviks sur les blancs, au début 1920, la situation du nouveau régime était tout à fait inédite dans l'Histoire.

De son propre point de vue d'abord. **La Révolution avait réussi**, contrairement à toutes les tentatives qui avaient précédé, comme, selon les analyses rétrospectives des bolcheviks, la Commune de Paris; les forces contre-révolutionnaires, russes comme étrangères, avaient manifestement renoncé dans l'immédiat à réduire les "rouges" à merci: en septembre 1919, les Britanniques évacuèrent Arkhangelsk; en 1922, les Japonais à leur tour finirent par se décider à abandonner Vladivostok. Mais contrairement à toutes les prévisions de Marx, de Lénine et de Trotski, **la Révolution n'avait triomphé que dans un seul pays**: les révolutions de 1919 en Allemagne et en Hongrie, qui avaient été tentées plus ou moins sur le modèle des révolutions russes de 1917 mais pas à l'initiative des bolcheviks russes, avaient échoué; même dans certains anciens territoires russes, comme les anciennes provinces baltes, la Pologne et la Finlande, les "rouges" locaux avaient été écrasés (voyez au chapitre 5); après 1919, il n'y eut que des tentatives isolées et qui n'eurent pas le moindre début de chance de réussite, comme l'insurrection des communistes de Hambourg en 1923 (voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2), et la tentative de coup de main communiste en Estonie, en décembre 1924.

Il allait donc falloir vivre longtemps dans une situation dont personne avant 1920 n'avait imaginé qu'elle pût durer plus de quelques mois: la coexistence géographique du socialisme et du capitalisme, alors que leur relation avait toujours été envisagée en termes de succession; l'incarnation de la dictature du prolétariat mondial dans les frontières, quelque peu remaniées, de l'un des plus vieux États d'Europe, dont Lénine avait déclaré à un proche en octobre 1917 qu'il se moquait éperdument, car tout son intérêt allait à la Révolution européenne. Certains en Russie soutenaient que cette situation était intenable à terme et qu'il fallait y mettre fin le plus vite possible en relançant la dynamique révolutionnaire à l'étranger, d'autres étaient partisans de temporiser, de reconstruire en Russie une base solide pour la Révolution mondiale: ce fut l'une

des clefs de l'affrontement de Boukharine, de Staline et de Trotski après la mort de Lénine (voyez au chapitre 3).

Du point de vue des autres puissances, la situation était tout aussi difficile à penser. La nouvelle Russie, née d'une coup de force totalement illégitime et d'une guerre civile où le nouveau pouvoir avait abandonné toutes les règles d'une vie politique civilisée, était véritablement **un corps étranger dans le concert des nations**: elle n'avait pas les mêmes valeurs. Elle se proclamait révolutionnaire, subversive, elle était porteuse d'**un messianisme de portée mondiale**, beaucoup plus universel que le panslavisme de naguère; elle ne reconnaissait ni les principes d'organisation sociale du reste du monde, ni les principes qui fondaient les relations internationales; en décembre 1922, elle se reconstitua sous la forme d'un État de type totalement nouveau dans l'Histoire, l'U.R.S.S. (voyez aux chapitres 3 et 5). Elle refusait d'assumer les dettes du régime tsariste (au XIXe siècle ce genre de défaillance se terminait généralement par une expédition coloniale); elle avait publié toutes les annexes secrètes des traités diplomatiques signés avant 1914; lorsque cela devint techniquement possible, elle se mit à faire par radio une propagande hystérique en direction des différents peuples d'Europe, par-dessus la tête de leurs gouvernements…[1] Bien sûr, au début 1918 elle avait su envoyer à **Brest-Litovsk** une délégation de diplomates plus ou moins présentables[2], et signer un traité de paix en bonne et due forme; mais ce traité, en même temps, constituait **une rupture avec toutes les alliances conclues par l'ancien régime**, une véritable trahison du point de vue de l'Entente (voyez au chapitre 2), et après novembre 1918 la seule violence avait réglé les rapports de la Russie avec le reste du monde: à l'été 1920 encore il fallut l'intervention de conseillers militaires français pour stopper l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge — il est vrai que c'étaient les Polonais qui avaient lancé le conflit, en avril, dans l'espoir de s'emparer de l'Ukraine.

Il fallut cependant **apprendre à vivre ensemble**, donc fixer un minimum de règles. Ce furent les pays issus du démembrement de l'ancienne Russie, et ses anciens frontaliers, qui ressentirent les premiers le besoin de telles règles, ne fût-ce que pour voir reconnues leurs indépendances et leurs frontières. En février 1920, au **traité de Tartu**, l'Estonie fixa ses frontières avec la nouvelle Russie; celle-ci engrangeait ainsi une première forme de reconnaissance internationale. Les deux autres pays Baltes suivirent dans l'été, ainsi qu'en 1921 la Finlande, la Perse, l'Afghanistan et la Turquie; plus tard, ce fut le tour de la Pologne, car il fallait bien là aussi fixer les frontières; mais la Roumanie et la Tchécoslovaquie ne reconnurent

---

[1] Tout cela rappelait bien sûr la France révolutionnaire des années jacobines, mais avec un degré de radicalisme et de violence inconnu à la fin du XVIIIe siècle.

[2] Ils refusèrent quand même de se plier au rite des dîners diplomatiques, et en pleines négociations ils continuaient à distribuer de la propagande pacifiste aux soldats allemands!

l'U.R.S.S. qu'en 1934[1]. Les relations avec les pays frontaliers européens européens étaient évidemment plus que froides; en revanche, les trois voisins du Proche-Orient, la Turquie, la Perse (l'actuel Iran) et l'Afghanistan, inquiets de la subversion bolchevique et d'une éventuelle résurgence de la vieille attirance russe pour les mers chaudes, mais en même temps engagés dans des tentatives plus ou moins radicales de se moderniser pour éviter de se faire coloniser, jouèrent à l'occasion la Russie nouvelle contre les Britanniques, maîtres de la Méditerranée et de l'océan Indien, et s'intéressèrent de très près à la manière dont les bolcheviks tenaient leur pays d'une main de fer et lui imposaient des réformes radicales, notamment dans le sens d'une laïcisation de la société. La Turquie notamment choisit le parti unique, institution qu'elle emprunta à la fois à Lénine et à Mussolini. Tout cela n'alla quand même pas très loin (la Turquie interdisait toute activité communiste sur son sol), mais les relations étaient relativement cordiales; en Afghanistan notamment il y avait des coopérants techniques soviétiques.

Pour le reste la Russie bolchevique, puis l'U.R.S.S. à partir de 1923, était **un véritable paria**. Au début des années 1920 les Puissances occidentales ne prétendaient plus faire tomber le régime communiste, mais elles refusaient de reconnaître le nouveau régime (elles ne reconnaissaient que l'État russe)[2]. Surtout, inaugurant une politique qui dura tant que dura la communisme, elles firent tout pour limiter son extension. Elles concevaient le chapelet de petits pays apparus à sa frontière occidentale sur les ruines de la Russie tsariste et de l'Autriche-Hongrie comme un **"cordon sanitaire"**, selon une expression d'époque qui en dit long sur la perception du communisme dans les chancelleries; elles encouragèrent et soutinrent, aussi bien par le biais de l'aide économique que de la coopération militaire, tous les régimes qui s'y succédèrent, et dont le point commun essentiel était un anticommunisme obsessionnel. Ce qui précède vaut surtout pour les Puissances européennes; les États-Unis, à cette époque, n'étaient pas spécialement antisoviétiques — en tout cas ils ne faisaient pas de l'U.R.S.S. un ennemi privilégié comme après 1947. Même l'hystérie anti-"rouges" des années 1919-1921 n'était pas spécialement dirigée contre les communistes, contrairement au maccarthysme des débuts de la guerre froide, ni contre les Russes: Sacco et Vanzetti étaient des anarchistes italiens… J'ai raconté, dans le cours sur les États-Unis (au chapitre 2), comment le gouvernement américain alla jusqu'à renvoyer en Russie bolchevique des anarchistes juifs, sujets du tsar avant 1917. En fait, pour l'Amérique de ce temps, la Russie bolchevique n'était qu'une figure parmi d'autres de la lamentable et inquiétante anarchie européenne; il suffisait de lui tourner le dos, de s'isoler. Inversement, il n'y avait pas spécialement d'histérie antiaméricaine dans l'U.R.S.S. de cette époque: les États-Unis n'étaient pas intervenus dans la guerre civile, ils avaient aidé le nouveau

---

[1] Toutes ces frontières n'étaient que des lignes d'armistice, tracées au hasard des guerres et qui ne correspondaient pas aux anciennes provinces de l'Empire russe. En 1940-1945, l'U.R.S.S. redessina ces limites à son avantage, rétablissant, avec l'Estonie et la Lettonie, les anciennes limites, et rognant la Finlande historique au sud-est.

[2] En 1922, à la conférence de Cannes, les Européens fixèrent des règles pour une éventuelle reconnaissance: la nouvelle Russie devait au moins reprendre les dettes du régime tsariste et restituer ou indemniser les biens étrangers nationalisés. On voit qu'on n'était pas encore à l'âge des interventions humanitairement motivées! Seules les questions de gros sous étaient prises en compte, ce dont la propagande communiste faisait son miel.

régime lors de la famine de la Volga, ils étaient admirés pour leur performances industrielles et techniques.

Cependant **la Russie, puis l'U.R.S.S. tentait de sortir de son isolement par tous les moyens** depuis que Lénine, en 1920, lui avait fait prendre le tournant de la N.E.P. (voyez au chapitre 3): elle avait un besoin crucial de capitaux et d'ingénieurs étrangers pour réparer les dégâts de la guerre civile: plus généralement, elle avait besoin de durer, donc de s'insérer dans le concert des nations. Elle utilisa sans vergogne l'appât de son potentiel économique, notamment auprès des Anglo-Saxons — j'ai évoqué au chapitre 3 la figure d'Armand Hammer, cet Américain qui se mit à commercer avec la Russie soviétique à peu près au moment exact où l'hystérie anti-"rouges" atteignait des sommets dans son pays. Hammer avait des sympathies pour les bolcheviks; pour d'autres hommes d'affaires anglo-saxons, l'argent n'avait pas d'odeur, tout simplement. Ce fut ainsi qu'en mars 1921 le régime bolchevik conclut un accord commercial avec la Grande-Bretagne, aux termes duquel les capitalistes britanniques auraient pris en concession la gestion d'entreprises russes. Le premier ministre Lloyd George eut cette formule délicate qui résumait parfaitement l'état d'esprit des Occidentaux: **« nous trafiquons bien avec les cannibales »**. Il y en eut un autre avec l'Allemagne en juin. La France en revanche ne put suivre ce chemin, à cause des pressions des petits porteurs de titres russes; du reste, les bokcheviks ne s'essayèrent guère à négocier avec cette puissance devenue le principal centre de l'émigration blanche.

La nouvelle Russie participait aux rares rendez-vous internationaux où l'on voulait bien d'elle, le plus souvent des conférences techniques. Ainsi elle envoya à la conférence de **Gênes** (sur les problèmes monétaires, en avril-mai 1922) des diplomates fort civils et bien habillés, à l'étonnement général[1]; mais leur intransigeance sur les problèmes de la dette de la Russie tsariste et de l'indemnisation des propriétaires étrangers d'entreprises nationalisées empêcha tout accord, et la monnaie russe demeura à l'écart du nouveau système monétaire mondial (voyez le cours de Relations internationales, à la fiche E1). À partir de 1926, l'U.R.S.S., qui n'était toujours pas membre de la S.D.N., participa aux travaux de la commission de désarmement (elle y trouvait une tribune idéale pour sa propagande pacifiste); en 1928, elle s'associa au pacte Briand-Kellog.

Surtout, dans le cadre de la plus classique des diplomaties, **la nouvelle Russie se rapprocha de l'Allemagne**, l'autre paria de cette première après-guerre, mais aussi un pays qui avait des liens très anciens avec l'Empire tsariste, qui avait aidé les bolcheviks en leur

---

[1] Le chef de la délégation était un noble, fils de diplomate, Guéorgui Vassiliévitch Tchitchérine (1872-1936), un ancien S.R. puis menchevik, arrêté durant la guerre à Londres pour propagande pacifiste puis renvoyé chez lui en janvier 1918. Il prit la direction du commissariat au peuple aux Affaires étrangères (le Narkomindel) en mai 1918. Il reconstitua une diplomatie russe, essentiellement grâce à des hommes issus de l'*intelligentsia*. Mais, comme nous le verrons plus bas, le Narkomindel n'était pas une chancellerie "ordinaire"; dans son action les objectifs idéologiques étaient essentiels; considéré par les bolcheviks comme une concession à la nécessité d'entretenir des relations avec l'étranger, il était en marge des structures de pouvoir, placé sous une dépendance étroite vis-à-vis du Parti et du Komintern.

fournissant de l'argent dans l'été 1917, puis les avait tenus à bout de bras dans la guerre civile jusqu'en novembre 1918, et qui par ailleurs se trouvait à l'ouest de la Pologne et en conflit latent avec elle. Les fameux diplomates russes de la conférence de Gênes, si élégants, si polyglottes, profitèrent de la conférence pour signer avec le *Reich*, six jours seulement après le début des travaux, les **accords de Rapallo** (en avril 1922; Rapallo est une localité proche de Gênes)[1]: on imagine l'effet produit, en France et en Pologne notamment. Ces textes prévoyaient l'enterrement du problème des dettes, le rétablissement des relations diplomatiques et la reprise d'une coopération économique dans la meilleure tradition d'avant-guerre, ils étaient complétés par des accords militaires secrets qui permettaient notamment à la *Wehrmacht* d'expérimenter sur le territoire soviétique les armements qu'elle n'avait pas le droit de posséder aux termes du traité de Versailles, en échange de quoi l'Allemagne formerait les officiers d'état-major de la nouvelle Armée rouge, qui n'avaient pas spécialement brillé face à l'armée polonaise[2].

Il ne s'agissait aucunement d'un rapprochement idéologique: Boukharine expliqua aux communistes russes qu'il était légitime de s'appuyer sur une bourgeoisie capitaliste contre une autre; et aux communistes allemands (et européens en général) que dans ces conditions, il était de leur devoir d'aider l'alliée circonstancielle de la "patrie du socialisme" — ce fut évidemment l'une des clefs de l'opposition acharnée des communistes français et belges à l'occupation de la Ruhr en 1923 (voyez le cours sur la France, au chapitre 11). Mais **l'alliance dura**: les accords de Rapallo se prolongèrent par un traité de commerce en 1925 (en 1928, l'U.R.S.S. faisait 30% de son commerce extérieur avec l'Allemagne), puis par un traité de non-agression en 1926. C'était l'époque où l'U.R.S.S. dénonçait le traité de Versailles comme un acte de "brigandage impérialiste" contre l'Allemagne… Cette alliance (le mot est un peu fort) dura jusqu'aux premiers mois du régime nazi, inclus. Elle n'empêchait pas les tensions, notamment au moment du soulèvement des communistes de Hambourg en 1923 (ils avaient été encouragés par le Komintern à se soulever contre le gouvernement social-démocrate de Berlin, qui menaçait d'engager des négociations avec les occupants de la Ruhr — on voit que l'Internationale, organe très lié à la direction soviétique, continuait à mener une politique hostile à la république de Weimar, en contradiction avec l'action de la chancellerie de Moscou: la politique étrangère soviétique avait un versant pragmatique et un versant révolutionnaire, l'U.R.S.S. gardait deux fers au feu à tout hasard). Il y en eut d'autres au moment du plan Dawes (en août 1924). En fait, l'U.R.S.S. ne supportait pas les rares réussites de l'Allemagne dans ses efforts pour s'intégrer au concert des nations capitalistes.

Diviser pour survivre et pour l'emporter un jour: ce n'était pas si loin des stratégies que Staline reprit après 1934… J'y reviendrai. Trotski, Boukharine et plus

---

[1] Des contacts avaient été pris dès 1921. Les négociateurs de Rapallo furent Ioffé, l'ancien ambassadeur de la Russie révolutionnaire en Allemagne en 1918, et Rathenau, qui paya de sa vie cette compromission

[2] La *Wehrmacht* eut en U.R.S.S. une école de tankistes, une école d'aviateurs de chars, une école pour l'instruction sur la technique des gaz de combats et un laboratoire d'armes chimiques.

tard Staline attendaient une nouvelle guerre mondiale provoquée par les rivalités des puissances impérialistes; à cette époque ils la voyaient plutôt éclater entre la France et la Grande-Bretagne, ou entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. C'était, dans les discours des dignitaires bolcheviks, le thème des **"contradictions interimpérialistes"**.

Cette première brèche dans l'ostracisme général en entraîna d'autres: en août 1924, durant le bref premier passage au pouvoir du travailliste James Ramsay McDonald (1866-1937), **la Grande-Bretagne reconnut l'U.R.S.S.** (mais cela contribua à faire perdre aux travaillistes les élections de l'automne, et l'accord commercial négocié à cette occasion ne fut jamais ratifié). L'Italie de Mussolini suivit bientôt. La France du Cartel des gauches emboîta le pas en octobre, mais les négociations sur la dette russe n'aboutirent jamais (elles furent rompues en 1927); en 1925, ce fut le tour du Japon de reconnnaître le nouveau régime. Seuls les États-Unis, jusqu'en novembre 1933, se refusèrent à reconnaître l'U.R.S.S., non pas parce que c'était un pays communiste, mais parce qu'il refusait d'assumer "ses dettes". De nombreux hommes d'affaires occidentaux investissaient en U.RS.S.: on avait l'impression d'une normalisation, d'une sortie progressive de l'U.R.S.S. de son statut de paria. Mais c'était largement une illusion: les Occidentaux ne se rendaient pas compte que les ouvertures diplomatiques n'étaient que circonstancielles et tactiques, que **l'U.R.S.S. se percevait plus que jamais**, non comme un membre ordinaire du concert des nations, mais **comme la citadelle assiégée du socialisme**; elle ne parvenait à concevoir la politique extérieure qu'en termes de conflit, prêtait à ses adversaires la même mentalité et vivait dans la hantise d'une agression des puissances capitalistes. À la fin de la décennie, la montée progressive de Staline au sein du groupe dirigeant, et la fin progressive de la N.E.P., aboutirent à une reprise des tensions: en grande partie pour affermir sa position et le "socialisme dans un seul pays", il se mit à développer une vision du monde de plus en plus obsidionale, et notamment à voir partout des complots étrangers (voyez au chapitre 3). En mai 1927, le Royaume-Uni, lassé de liens qui ne rapportaient rien, sauf la présence à Londres d'un nid d'espions, rompit ses relations diplomatiques avec l'U.R.S.S.; elle les rétablit en octobre 1929. En octobre 1927, la France expulsa l'amabassadeur soviétique.

L'une des raisons de la méfiance persistante des Puissances, c'était évidemment les liens que la Russie, puis l'U.R.S.S. entretenaient même en pleine N.E.P., à l'intérieur des frontières des pays étrangers, avec des organisations ouvertement subversives — les diplomates russes, puis soviétiques soutenaient qu'il s'agissait d'organismes privés, mais ne parvenaient pas à convaincre vraiment. L'U.R.S.S., de ce point de vue-là non plus, ne fonctionnait pas du tout comme les autres pays: le gouvernement et la chancellerie de Moscou n'étaient que des acteurs parmi d'autres au sein d'**un "système" complexe**, peu institutionnalisé et fort opaque, fait de réseaux d'influence, d'organes subversifs dormants ou actifs selon les périodes, etc.

La partie émergée de cet iceberg, c'était bien sûr la **IIIe Internationale** (connue aussi sous l'acronyme russe de **Komintern**) qu'en mars 1919, pour coordonner l'action révolutionnaire au niveau mondial, les bolcheviks et leurs partisans européens avaient fondée. Elle était censée prendre la suite de la IIe, celle de 1889, qui s'était déconsidérée aux yeux de l'extrême-gauche pacifiste et révolutionnaire par le ralliement de ses membres à l'Union sacrée en 1914; mais, plus qu'une fédération de partis comme l'avait été l'Internationale de 1889, elle devait ête « un Parti mondial de la Révolution » (selon H. Carrère d'Encausse). Bien évidemment le congrès fondateur eut lieu à Moscou, en aucun autre pays que la Russie un tel rassemblement n'eût été autorisé; bien évidemment les Russes y jouèrent un rôle majeur, la Russie était le seul pays où l'extrême-gauche marxiste était parvenue à prendre le pouvoir… et les leaders de l'extrême-gauche allemande, les seuls dont le prestige eût pu mettre en balance celui de Lénine et de Trotski, étaient morts. En réalité, il y eut en tout et pour tout neuf délégués étrangers (un Allemand, deux Autrichiens, un Suédois et cinq Finlandais), dont seul le premier était mandaté par un parti: pour l'essentiel, ce fut une création des Russes; mais il ne faut pas imaginer ces milieux comme purement russes, on y trouvait de nombreux étrangers, dont les Français Boris Souvarine (d'origine russe, il est vrai) et Jacques Doriot. Ce ne fut que peu à peu que les intérêts de la Révolution tendirent à s'assimiler totalement, pour les kominterniens, aux intérêts de la Russie, "patrie des prolétaires".

Lénine avait évidemment l'intention d'appliquer au mouvement communiste mondial les principes qui lui avaient si bien réussi dans son pays. Au deuxième congrès, en juillet 1920, il imposa aux partis révolutionnaires candidats à l'adhésion **vingt et une conditions** draconiennes: entre autres, ils devaient adopter une organisation de type militaire, adaptée à la clandestinité (même là où ils n'étaient pas interdits), dans la perspective des guerres civiles que Lénine appelait de ses vœux; surtout, ils devaient s'engager à obéir sans discuter aux ordres du Komintern au nom de l'efficacité du mouvement révolutionnaire mondial, même lorsque ceux-ci étaient contraires en apparence aux intérêts du prolétariat national. La IIIe Internationale eut énormément de mal à se mettre à fonctionner[1]. Parfois comme en France les sections nationales parvinrent à se tailler une place importante dans les mouvements ouvriers locaux; mais elles demeurèrent longtemps très indisciplinées, bien moins extrémistes qu'en Russie à de petites minorités près, étrangères à l'ambition léniniste de militariser complètement le combat politique — ce qui ne voulait pas dire antibolcheviques. Pour en prendre le contrôle réel, il fallut tout un travail de **"bolchevisation des cadres"** qui s'intensifia vers 1928, mais ne s'acheva qu'au milieu des années 1930 avec l'expulsion des derniers "trotskystes", ou baptisés tels par les "orthodoxes"[2]. Ce travail se fit par le biais de purges internes, de l'envoi de cadres formés à

[1] Il apparut quand même, entre 1920 et 1922, une Internationale communiste de la Jeunesse, une Internationale syndicale rouge, un Secrétariat international féminin, une Internationale du Sport et un Secours rouge qui joua un rôle non négligeable durant la guerre d'Espagne.

[2] Les trostkystes fondèrent une IVe Internationale en 1934: cette date peut représenter commodément la fin du processus de prise de contrôle du Komintern par les bolcheviks au pouvoir en Russie.

Moscou — des étrangers dans certains cas, comme Fried en France (voyez le cours sur la France, aux chapitres 11 et 12). En Allemagne en 1928, Ernst Thälmann fut imposé au poste de secrétaire général par le représentant du Komintern contre le vote unanime du Comité central!

La IIIe Internationale ne parvint pas à empêcher le reflux de la vague révolutionnaire, déjà sur le déclin au printemps 1919. Elle mena une série d'**actions** au niveau européen, souvent de mobilisation des prolétariats mais parfois aussi de pur terrorisme[1], comme une tentative de déstabiliser la République allemande par des attentats en mars 1921; la lutte contre l'occupation de la Ruhr en France, en Belgique et en Allemagne en 1923 (avec pour appendice l'insurrection de Hanovre, déjà évoquée); la lutte contre la guerre du Maroc en France et en Espagne en 1921-1925 (voyez le cours sur la France, aux chapitres 11 et 14); le sanglant attentat d'avril 1924 contre la cathédrale de Sofia, capitale de la Bulgarie, qui fit cent quarante morts dont quatorze généraux (et dont Dimitrov, qu'on retrouva lors de l'affaire de l'incendie du *Reichstag* de Berlin, revendiqua publiquement l'organisation en 1948); le soutien financier à la grève générale des mineurs britanniques en mai 1926 (qui fut un échec). Hors d'Europe elle soutint aussi le Guomindang chinois, tout en construisant des structures indépendances de ce parti "bourgeois"; cela aussi fut un échec, en 1927 les communistes chinois se firent massacrer par les nationalistes (voyez le cours sur la Chine, au chapitre 1)[2].

On voit que l'un des axes de l'action internationale de l'U.R.S.S. était, déjà, l'anticolonialisme: elle jouait les peuples opprimés, victimes de l'impérialisme, contre leurs maîtres; ce fut ainsi que le Komintern forma toute une génération de futurs leaders du tiers-monde, comme le Vietnamien Hô Chi Minh (voyez le cours sur la France, au chapitre 14). Par cynisme révolutionnaire, dès le début le Komintern avait envisagé de s'allier aux bourgeoisies nationalistes des pays colonisés, ce qui, dès le congrès de 1920, avait provoqué des frictions entre Lénine et le socialiste indien Manabendra Nath Roy (rallié en principe au bolchevisme). Voyez aussi, au chapitre 5, le passage sur le congrès de Bakou, qui se tint quelques mois plus tard, en septembre 1920.

Mais à cette époque, pour les Soviétiques, l'essentiel se passait en Europe: contrairement à la Chine où elle acceptait de collaborer avec la bourgeoisie nationaliste, **dans le vieux monde la IIIe Internationale se posait en adversaire de l'ensemble des forces politiques**, y compris et surtout de la gauche social-démocrate et socialiste modérée dont elle redoutait la

---

[1] La K.P.D. et la S.F.I.C. avaient aussi des sections paramilitaires qui attaquaient les réunions des autres partis, selon des méthodes déjà employées par Mussolini en Italie. Ainsi, en avril 1925, une agression contre les Jeunesses patriotes de Pierre Taittinger (voyez le cours sur la France, au chapitre 11) fit trois morts dans les rangs de celle-ci. Plus tard, dans les années des Fronts populaires, les communistes prirent la posture de l'innocence persécutée par la violence de droite…

[2] Quelques semaines plus tôt, Staline avait défini sa vision des relations avec le Guomindang par la phrase suivante: « lorsque ces gens ne nous seront plus utiles, nous nous en débarrasserons; on les pressera comme un citron, et puis on les jettera ». Il trouva plus cynique et plus brutal que lui.

concurrence dans les cœurs des ouvriers — tout comme celle des mouvements de type faciste, qui chassaient eux aussi sur les mêmes terres, et en lesquels les communistes voyaient un danger du même ordre, mais moins immédiat: les droites populistes étaient moins puissantes et moins bien intégrées au jeu politique que les social-démocraties. Il y eut bien sûr des hésitations sur la ligne à suivre: ainsi en 1921, le troisième congrès de l'Internationale communiste adopta un slogan relativement conciliant, le **"front unique prolétarien"**, ouvert en principe à toutes les forces progressistes "y compris les syndicats chrétiens ou libéraux" — qui se révélèrent fort peu attirés par l'action commune avec ces groupuscules d'extrémistes prônant la violence et obéissant à une puissance étrangère, d'autant que ceux-ci leur demandaient essentiellement de leur obéir… le Komintern durcit peu à peu son attitude, et finalement dans l'été 1928, à l'occasion du **VIe congrès** et sous l'impulsion de Staline[1], il imposa la tactique dite **"classe contre classe"**, aux termes de laquelle la gauche socialiste modérée devenait officiellement "l'ennemi principal" de la classe ouvrière (en avril 1929, elle commença à être désignée officiellement du nom de "social-fascisme"[2]); tous les organes où les communistes coexistaient encore avec les socialistes réformistes (notamment certains syndicats britanniques) devaient être purgés, ou alors les communistes devaient faire scission et en créer d'autres.

Cette tactique affaiblit les mouvements ouvriers et les démocraties (voyez les cours sur la France et sur l'Allemagne), mais les bolcheviks de Russie et d'ailleurs n'en avaient cure: ils voulaient le triomphe de la Révolution, comme en Russie et par les mêmes méthodes. Lénine et ses compagnons avaient pris le pouvoir dans un pays dépourvu du moindre mouvement ouvrier; ils étaient hostiles au spontanéisme populaire, à l'action de masse (j'ai fait allusion plus haut à la grève générale des mineurs britanniques en 1926: en fait, les Soviétiques ne la soutinrent que mollement, pour le principe, et en sous-main ils firent tout pour qu'elle échouât).

B) L'image de l'U.R.S.S. à l'extérieur de ses frontières.

La Révolution bolchevique fut évidemment un choc pour le reste du monde. Dans *Le passé d'une illusion*, F. Furet insiste sur l'idée que **la "grande lueur venue de l'est"** « ramen[a] l'idée de Révolution au centre de la politique européenne »[3], alors qu'avant 1914, l'idée révolutionnaire reculait dans les esprits (« la révolution, chez Jaurès (…), n'[était] plus guère qu'un horizon ») — appréciation peut-être un peu optimiste: les théories de la violence

---

1 Il s'agissait largement de régler des problèmes internes, c'est-à-dire de prendre le dessus sur Boukharine, qui soutenait des positions plus modérées. Pour l'emporter, Staline dramatisa volontairement la situation internationale, peignant le monde à la veille d'une guerre entre les Puissances et l'U.R.S.S.

2 Vous noterez que dès les années 1920, le terme de "fasciste" était employé pour désigner à peu près n'importe quoi. Cet usage annonçait ceux des années 1930 et de l'après-guerre, sur lesquels je reviendrai.

3 Toutes les citations non créditées de cette sous-partie sont extraites de ce livre.

politique avaient connu un renouveau à la Belle Époque, en France notamment avec Sorel (voyez le cours sur la France, au chapitre 6). Révolution radicalement nouvelle à la fois car prolétarienne, mais où certains aussi croyaient retrouver leur Histoire: **en France notamment on assimilait volontiers les bolcheviks à de nouveaux jacobins**, « (…) comme si l'idée de la table rase et du recommencement absolu tirait bizarrement une partie de son pouvoir d'avoir déjà eu son jour dans l'Histoire »[1]. Et puis, comme l'affirma le socialiste français Boris Souvarine, que je présenterai un peu plus bas, devant la Ligue des Droits de l'Homme en novembre 1918, « les ennemis de la Révolution sont responsables de la Terreur »: une explication qui servait depuis longtemps pour expliquer une autre Terreur, celle de Robespierre, et qui allait servir longtemps pour expliquer ce qui se passait en U.R.S.S… D'autres, comme l'historien de la Révolution française Alphonse Aulard, justifiaient la dictature du prolétariat au nom de la vieille idée blanquiste qu'il faut "laisser naître le peuple" au progrès, et pour cela, pour son bien, le brutaliser un peu.

> Aulard n'était pas un marxiste: tout juste un homme qui croyait en la légitimité des dictatures de salut public en certaines circonstances et qui tenait Lénine pour un homme de son bord, celui du progrès et de l'émancipation sociale; que Lénine ne fût pas un démocrate était, pour ce notable radical de la IIIe République, un détail de l'Histoire[2], un accident dû aux circonstances. **La communauté des principes universels affichés l'emportait** largement, et pour le reste on bricolait à coups d'analogies approximatives: le parti bolchevik, ce n'était rien d'autre que le club des Jacobins. Rousseau, Robespierre, Lénine…[3] Toutes les complaisances futures envers l'horreur communiste, y compris et surtout dans la gauche modérée, découlent de cette sensibilité sur laquelle les communistes, excellents connaisseurs de l'Histoire, surent parfaitement jouer pour ramener ce qu'il y avait d'étrange, ce qu'il y avait d'inouï dans la Révolution de 1917, puis dans le régime qu'elle avait engendré, à des modèles connus, identifiés, rassurants, acceptables pour des démocrates (Clemenceau lui-même n'avait-il pas déclaré en 1891 que « la Révolution est un bloc », c'est-à-dire que Robespierre était au même titre que Mirabeau l'un des grands ancêtres de la démocratie française?), et pour susciter à l'occasion des réflexes de solidarité.

---

1 Les bolcheviks s'inscrivaient eux aussi dans le prolongement de l'épisode jacobin, dont Furet rappelle qu'il fut le seul moment où les révolutionnaires français mirent la Révolution au-dessus de la loi, proclamant une Constitution (celle de l'an III) pour aussitôt renoncer à l'appliquer.

2 Comme dirait l'autre.

3 Ces parallèles, insiste Furet, continuèrent longtemps: la N.E.P., c'était Thermidor; les purges staliniennes, c'était la liquidation des hébertistes et des dantonistes… Ils s'accompagnèrent, en France notamment, d'un "gauchissement" constant, jusqu'à Furet précisément (dont les premiers livres datent des années 1960), de l'historiographie de la Révolution de 1789, de plus en plus franchement confisquée par des admirateurs d'Octobre: Albert Mathiez dans les années 1920 à 1950, Albert Soboul à la génération suivante (les années 1950 et 1960). Tous deux étaient membres du P.C.F.; le second était un spécialiste des sans-culottes. La syntèse de Mathiez demeure nettement plus lisible que celle de Soboul.

À ces parallèles, bien plus forts en France évidemment, s'ajoutait, partout en Europe, l'admiration pour **un régime qui avait su mettre fin à la guerre**, signer une paix séparée, **et renverser la vieille aristocratie terrienne** — pour ce qui concerne le lien entre le pacifisme et le succès du léninisme, je vous renvoie au cours sur la France, au chapitre 11. En Allemagne, en Hongrie, en Italie, ce fut le sens essentiel que donnèrent à Octobre ceux qui tentèrent à leur tour de se soulever, fin 1918 et début 1919, puis ceux qui fondèrent les différents partis communistes: "plus jamais ça". Cela aussi conduisait à faire l'impasse sur le le caractère étrange de cette Révolution prolétarienne advenue dans le pays le moins ouvrier d'Europe, et si brutale envers le peuple russe: **le succès de la révolution bolchevique confirmait sa nécessité**. Comme elle avait réussi, cette Révolution, elle était forcément prolétarienne, puisque le prolétariat était la force de l'avenir. Le « charme irrésistible de la victoire », de « l'affirmation de la volonté dans l'Histoire », de « l'invention de l'homme par lui-même », revêtait les idées de Lénine d'un prestige immense et prêtait à excuser ses actes: n'oubliez pas que l'on sortait de la plus sinistre boucherie de l'Histoire (et que les gauches européennes n'étaient quand même pas très fières de leur comportement en juillet-août 1914): qu'étaient-ce que quelques centaines de milliers de paysans massacrés, et pour une "bonne" cause cette fois? Et puis les réactionnaires avaient eu si peur dOctobre, en disaient tant de mal! Enfin, qu'est-ce que le marxisme modéré, légaliste, d'avant 1914, avait à dire aux survivants de Verdun? La guerre avait brutalisé l'ensemble des esprits et des relations sociales.

Il y avait enfin **l'attrait de l'utopie**, politique (les admirateurs de l'U.R.S.S. insistaient sur la démocratie qui régnait dans les soviets, et faisaient silence sur le rôle du Parti et du Guépéou), sociale, culturelle, sexuelle… Bien sûr elle n'était qu'à ses commencements, mais n'était-ce pas normal puisque l'U.R.S.S. émergeait tout juste de la plus noire des tyrannies? de toute façon, l'idéaliste refuse de s'intéresser à la réalité dans son imperfection: il préfère rêver sur les plans d'un monde parfait, croire les prophètes et admirer les bâtisseurs d'un avenir meilleur, considérés *a priori* comme altruistes et sincères. Comme en témoigna plus tard Arthur Koestler, dans sa période de foi « [il] appri[t] à classer automatiquement tout ce qui [le] choquait comme "l'héritage du passé" et tout ce qu'['il] aimai[t] comme "les germes du futur" »[1].

Pourtant, **certains socialistes très vite critiquèrent Octobre**. En France, ce fut **Blum**: je vous renvoie au cours sur ce pays, au chapitre 11; je voudrais ici insister sur deux figures du marxisme allemand, le plus prestigieux dans l'Europe d'alors. En Allemagne, Rosa **Luxemburg**, dans les deux mois qui séparèrent sa sortie de prison (en novembre 1918) de son assassinat (en janvier 1919), eut le temps d'exprimer la plus grande méfiance envers l'inclination des bolcheviks à vouloir s'emparer du pouvoir dans n'importe quelles conditions, quitte à

[1] Un bon représentant de cette mentalité: le journaliste américain John Reed, dont l'on peut troujours trouver en librairie les livres sur les Révolutions russe et mexicaine. Sur la première, il écrivit en 1919 *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, livre qui imposa durablement en Occident l'idée que la révolution d'Octobre avait été faite par le prolétariat. Il mourut du typhus en Russie en 1920, alors qu'il était en train de perdre ses illusions sur le régime.

prendre le risque d'isoler l'avant-garde du prolétariat: une révolution sans les masses ouvrières courait le risque de cesser très vite d'être une révolution ouvrière. C'était l'essence du léninisme qu'elle critiquait là… En Autriche, le plus grand théoricien marxiste de l'avant-guerre, Karl **Kautski**, critiqua violemment les prétentions d'Octobre à l'universalisme, replaçant les événements de 1917 dans le contexte exceptionnel de la Russie en débâcle et niant que rien de semblable fût possible en Allemagne, ni *a fortiori* dans les pays vainqueurs[1]. Surtout, dans deux textes de 1918 et 1919, il s'attaqua très violemment à la conception bolchevique de la dictature du prolétariat, dont il montra qu'elle n'avait rien à voir avec ce que Marx avait écrit, dans une seule phrase d'ailleurs de la *Critique du programme de Gotha* (le reste n'était qu'interprétations posthumes, d'Engels notamment). La dictature d'une minorité n'avait aucune légitimité à représenter les intérês d'une classe sociale, d'ailleurs absente de Russie: derrière le masque du léninisme, ce n'était pas la première révolution prolétarienne qui avait éclaté en Russie, mais la dernière révolution bourgeoise — et il reprenait le parallèle avec Robespierre, pour dire que les bolcheviks ne parviendraient certainement à rien de mieux.

Tels étaient les débats vers 1918-1919; d'un point de vue théorique, les choses n'évoluèrent pas beaucoup par la suite. D'un côté, la filiation avec les combats révolutionnaires du XIXe siècle et l'« eschatologie socialiste » revigorée par les malheurs des temps, qui ne s'arrêtèrent pas le onze novembre 1918; l'espoir, le mythe et le symbole, et la justification à leur aune des actes des bolcheviks. De l'autre, des attaques venues de la gauche contre la pratique bolchevique au nom de la Révolution, de Marx et du socialisme, les seules audibles car les seules auxquelles les bolcheviks et leurs partisans étaient obligés de répondre, fût-ce par l'invective. En marge, **le grand silence de la droite**[2], frappée d'incapacité à tenir un discours légitime sur ces événements où se jouait l'avenir de l'humanité, puisque condamnée par l'Histoire à ses poubelles: qui allait écouter les arguments sur l'U.R.S.S. des descendants de monsieur Thiers, des actionnaires des usines Krupp, des anciens des corps francs meurtriers de Liebknecht et de Luxembourg? D'autant qu'effectivement la plupart d'entre eux alignaient d'énormes haineuses bêtises et refusaient de reconnaître qu'à l'origine du succès du communisme il y avait quelques problèmes sociaux bien réels… Entre gens de gauche les noms d'oiseaux volaient bas, mais s'insulter c'était encore échanger quelque chose, considérer que l'adversaire existait; le cas de la droite en revanche était réglé, il ne valait pas la peine d'y user encre ni salive: il n'y avait qu'à la combattre. Je parle, bien entendu, du débat intellectuel: les opinions publiques, en revanche, avaient fait leur religion en quelques mois — avant 1936, jamais aucun parti communiste ne parvint à gagner les cœurs de la majorité des prolétaires;

---

1 Nous avons vu au chapitre 5 qu'il était l'un des rares marxistes à ne pas sous-estimer le facteur national dans l'Histoire, fût-ce celle de la lutte des classes.

2 Silence non pas politique (on l'entendait beaucoup, car elle était au pouvoir à peu près partout) mais idéologique (elle était absente du débat intellectuel, faute de légitimité).

aucun ne fut en mesure de peser, électoralement ou non, dans la vie politique d'aucun pays hors de Russie, sauf bien sûr par ses capacités de nuisance.

Dans les années 1920, **le débat** s'enrichit cependant du fait qu'il ne **portait** plus seulement sur des principes et sur des méthodes de prise du pouvoir, mais **aussi sur une société réellement existante**. Et le plus frappant encore, c'est que **tout a été écrit dès les premières années**, mais ce qui fut écrit ne trouva pas de public, car pour la plupart les auteurs des témoignages n'étaient pas de gauche; et ceux qui l'étaient furent insultés, soupçonnés de traîtrise, accusés de faire le jeu du capital, notamment les anciens communistes. Dès 1920, le socialiste britannique (non marxiste) Bertrand **Russel** ramena d'un voyage en Russie un tableau cauchemardesque des conditions de vie du prolétariat et un démontage en règle du mythe de la démocratie directe des travailleurs. En 1930, Kautski publia un livre sur la famine en Ukraine; mais qui lisait encore Kautski à l'heure où la géniale pensée de Staline irriguait les cervelles progressistes? Les **premiers témoignages sur les camps de concentration** (plus précisément sur les Solovki) datent du début des années 1920! Ils furent recueillis auprès de prisonniers évadés réfugiés en Finlande; personne n'y prêta attention[1].

En même temps, **la Révolution bolchevique n'était pas close**: elle ne le fut jamais, même la Constitution brejnévienne de 1977 plaçait encore l'U.R.S.S. sur le chemin du communisme, à l'étape du "socialisme développé". **Il était donc toujours possible de tenir un discours sur les fins** et leur distance d'avec la situation présente, d'entretenir l'espoir utopique malgré la lugubre réalité, d'expliquer que le présent n'était pas rose mais qu'au moins on était sur le bon chemin; surtout, que le siège mené par les pays capitalistes avait remplacé la guerre civile menée par les blancs, et que cette agression excusait tout. La tension entre discours sur les réalités et sur les fins fut particulièrement sensible durant la N.E.P.: le nouveau cours économique était censé constituer un "repli tactique" pendant lequel les capitalistes, en aidant la Russie bolchevique, noueraient "la corde pour les pendre"; quant à l'ennuyeux repli de la dictature du prolétariat sur le seul territoire de la Russie, l'existence d'une IIIe Internationale permettait de soutenir que ce n'était que provisoire, que dans le reste du monde aussi des ferments existaient, que la Révolution demeurait universelle.

Cela ne convainquait quand même pas grand-monde hors des noyaux militants, sectaires, aveugles et sourds à tout ce qui ne venait pas de Moscou et de la presse du Parti[2]: si

---

[1] Il y eut de nombreux autres dans les années 1930, notamment sous la plume du Français Victor Serge, du Croate Ante Ciliga, et quelques passages très explicites dans *Retouches à mon retour de l'U.R.S.S.*, de Gide (sur cet ouvrage, voyez plus bas et dans le cours sur la France, au chapitre 12).

[2] Un beau passage du journal de Pierre Pascal, personnage que j'évoque au paragraphe suivant, illustre bien cet aveuglement des croyants: il date de 1927. « Nul régime n'a jamais été à ce point le régime du mensonge. Le résultat est brillant: un jeune Français vient visiter l'Institut; c'est un "intellectuel" enthousiaste, qui rappelle les "héros" Sadoul, Guillebaud, Pascal! et qui me regarde avec admiration. Il vient étudier l'édification socialiste à l'Académie communiste! Il est ici depuis deux mois. Il est persuadé dur comme fer qu'on est sur la voie socialiste: les maisons ouvrières, les fabriques de l'État… Il ne voit rien, rien des réalités. Un communiste de la Prombank lui a dit

certains partis communistes occidentaux malgré tout dépassaient la taille de groupuscules, c'était à vrai dire surtout parce qu'ils menaient des combats locaux populaires dans une partie de la classe ouvrière, combat pacifiste contre la guerre du Maroc et l'occupation de la Ruhr en France par exemple, grèves dont le message messianique et l'orientation internationaliste importait sans doute moins aux grévistes que les résultats concrets sur place — mais les communistes, militants dévoués et disciplinés, étaient efficaces. Déjà avant 1914, les syndicats français avaient été obligés, à côté de leur phraséologie révolutionnaire, de ménager un espace à l'action réformiste à court terme, et c'était cette action qui avait fait leur popularité…

Furet prend un certain nombre d'exemples de "croyants" qui s'éloignèrent dans les années 1920: j'en retiens trois. Le Français Pierre **Pascal** (1890-1983), normalien, proche du catholicisme social de Sangnier avant 1914, en poste à l'ambassade de France à Moscou en 1917, choisit, par enthousiasme pour Octobre, de demeurer en Russie contre les ordres de Paris, et joua un rôle essentiel, avec son beau-frère Jacques Sadoul, dans la naissance de la S.F.I.C.; mais dès 1921 la N.E.P. et l'institutionnalisation de la Révolution sociale, la glaciation de l'ardeur messianique en un pouvoir oppressif eurent raison de sa foi communiste. Cependant il ne rentra en France qu'en 1933: pendant dix ans il s'obstina à continuer à croire à la Révolution et au léninisme — simplement, Lénine avait échoué; les bolcheviks avaient rétabli l'ordre ancien, que Pascal détestait toujours autant; il ne restait plus qu'à recommencer Octobre. À la fin de sa vie Pascal revint à la foi religieuse, et devint notamment un spécialiste universitaire reconnu de l'Histoire de l'orhtodoxie.

Français aussi mais d'origine russe, Boris **Souvarine** (Boris Lifschitz, 1895-1984 — le pseudonyme vient de *Germinal*) était issu, lui, des milieux socialistes; proche de Gorki, il fut contacté par les bolcheviks en 1919, et devint l'un des premiers dirigeants de la S.F.I.C., puis du Komintern à partir de 1922. Mais il refusait l'élimination systématique des "factions" et plaidait pour la conciliation: lorsque s'ouvrit la grande lutte pour le pouvoir à partir de 1923, il se trouva broyé entre les forces qui s'affrontaient et personne ne le défendit, surtout pas Trotski derrière lequel il s'était rangé, lorsqu'il fut exclu de l'Internationale en 1924, puis de la S.F.I.C. en 1925. Lui aussi eut du mal à se dépouiller de sa foi communiste, mais vers 1928 il finit par refuser de s'engager dans l'aventure du trotskysme, contrairement à tant de léninistes occidentaux déçus par les successeurs de Lénine, mais réticents à renoncer aux acquis d'Octobre. Dans les années 1930, il développa une théorie du retour à un "capitalisme d'État" en U.R.S.S.; en 1935, il fit paraître la première biographie critique de Staline.

---

que notre accumulation annuelle dépasse celle des États-Unis, et cela lui suffit. Il assure qu'il y a une formidable persécution du communisme en France, et il le croit. Il le compare à la liberté dont on jouit ici, et il le croit! ».

Le Juif de Hongrie Georges **Lukács** (1885-1971) était un personnage très différent. Ce jeune esthète cultivé, très germanisé, peu intéressé par la politique, ce fut l'épisode Béla Kun qui le convertit au bolchevisme, fin 1918: une conversion aussi profonde que tardive — Furet parle d'une « illumination » par laquelle « le soin de son âme ne se trouv[ait] plus dans la grandeur morale et dans l'art, mais dans l'Histoire et dans la politique »; le communisme constitua « une issue à sa misère philosophique » et donna « une forme positive à son désespoir d'exister ». D'autres auraient choisi la foi dans le *Volk*; les origines de Lukács le lui interdisaient. Après la défaite de la République des Conseils hongrois, dont il fut commissaire du peuple adjoint à l'éducation, il se réfugia à Moscou, où il demeura jusqu'en 1945; mais on le tint en lisière, dans les années 1930 on le força même à renier son grand livre, *Histoire et conscience de classe*, paru en 1923. Dans une solitude croissante, il ne cessa de réinterroger le marxisme dans un sens fort éloigné de la vulgate en cours à Moscou; mais il refusa toujours de s'interroger sur l'essence du bolchevisme. En 1956, il accepta un poste ministériel dans le gouvernement d'Imre Nagy; il démissionna au bout de quelques jours, fut arrêté après l'écrasement de la révolution, refusa de témoigner au procès secret contre Nagy. Mais il demeura marxiste-léniniste, jusqu'à sa mort attaché à l'idée que « le pire des régimes communistes vaut mieux que le meilleur des régimes capitalistes »: il demeura toujours, selon l'expression de Victor Serge, un « bien-pensant » — aucune interprétation de Marx, aucun examen de la réalité n'avaient à remettre en cause le rôle du Parti dans l'émancipation du prolétariat mondial.

Cela dit, **de plus en plus la cause du communisme s'associait à celle de l'U.R.S.S.**: les deux étapes-clefs de ce processus furent la défaite définitive de la Révolution en Allemagne, en 1923, puis le triomphe de Staline et de la théorie du "socialisme dans un seul pays", vers 1928, avec la (re)prise en main définitive des sections nationales du Komintern. Ce fut cette année-là que Staline déclara pour la première fois: « est authentiquement révolutionnaire celui qui est prêt à défendre l'Union soviétique sans réserve, ouvertement, inconditionnellement ». Même si l'U.R.S.S. n'était plus exactement la Russie, même si elle était censée être devenue un État de classe, la patrie des prolétaires, ce n'était pas fait pour servir la popularité de la Révolution auprès des prolétariats occidentaux: elle reculait en direction des brumes steppiques de l'Asie.

En revanche, **certains policitiens occidentaux**, incapables de « jauger et juger l'inédit », **crurent retrouver la vieille Russie** dans l'U.R.S.S., simplement un peu plus éxotique, un peu plus éloignée de l'Occident qu'au temps des popes et des tsars, et agirent en conséquence: ce fut le sens notamment du fameux voyage de l'ancien président du conseil français, Édouard **Herriot**, en U.R.S.S. en août 1933 (déjà évoqué au chapitre 3), tentative de retour à la politique

d'alliances de revers antiallemandes d'avant 1914 — sans aucun lien avec la situation politique intérieure française, car à cette date la S.F.I.C. était extrêmement affaiblie. Mais au passage, Herriot accorda à l'U.R.S.S. de Staline quelque chose de bien plus précieux que le traité d'assistance mutuelle, dirigé essentiellement contre l'Allemagne, que les deux pays signèrent en novembre 1932, le pacte de non-agression de mai 1933, l'accord commercial de janvier 1934: une reconnaissance, de la part d'un homme de la gauche modérée, de la Révolution "qui est un tout" et de la République des droits de l'homme, de l'héritier de Clemenceau et de Gambetta. À son retour dde l'Ukraine en pleine famine, il déclara: « j'ai traversé l'Ukraine. Eh bien! Je vous affirme que je l'ai vue telle un jardin en plein rendement. (…) Pourtant, je me suis fait conduire dans des endroits éprouvés. Or je n'ai constaté que la prospérité ».

"Je me suis fait conduire"…

II-1933-1941: du "tournant antifasciste" à l'alliance avec Hitler.

A) L'U.R.S.S. dans le concert des nations.

Le **grand tournant de la politique étrangère** soviétique date du printemps **1934**: il est directement lié à la victoire des nazis en Allemagne, dont Staline finit par comprendre, avec une bonne année de retard[1], qu'elle était définitive, et surtout qu'elle était en bonne partie la conséquence d'une erreur stratégique majeure de sa part: depuis la fin des années 1920, suivant les consignes données par le Komintern, la K.P.D. allemande s'était refusée à soutenir le régime de Weimar contre la montée du nazisme, elle s'était réjouie de l'effondrement progressif de la démocratie allemande et y avait aidé en ajoutant de l'agitation communiste à l'agitation nazie; il y avait même eu des cas de collaboration entre communistes et nazis lors de grèves, ou, plus discrètement, sous forme de consignes de vote (voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2). Le moustachu ne voyait pas très bien ce qui distinguait un capitaliste démocrate d'un capitaliste ultranationaliste et raciste, si ce n'était que le second lui paraissait plus facile à combattre: le

[1] La dégradation des relations avec la nouvelle Allemagne nazie fut rapide; la collaboration militaire cessa pour l'essentiel en septembre 1933. Mais il fallut six mois de plus à Staline pour en tirer les conséquences logiques. En janvier 1934, au XVIIe congrès du P.C.U.S., il affirmait encore que l'U.R.S.S. n'avait aucune raison de modifier ses relations avec l'Allemagne: « le fascisme en Italie (…) n'a pas empêché l'U.R.S.S. d'établir d'excellentes relations avec ce pays ». Il faut dire que Trotski, qui était en train de fonder sa propre Internationale, multipliait les appels à la formation de fronts communs entre socialistes et communistes et dénonçait la politique « criminelle » de Staline envers le fascisme… Ce fut en bonne partie l'accord germano-polonais de 1934 qui fit réfléchir le moustachu (voyez le cours de Relations internationales, à la fiche P4).

prolétariat verrait mieux où était l'ennemi, après l'effondrement des promesses fallacieuses des sociaux-démocrates notamment.

Or ce n'était pas "bonnet blanc et blanc bonnet"[1], ne fût-ce que parce que Hitler n'avait pas les mêmes projets envers l'U.R.S.S. que les politiciens de Weimar. **Une nouvelle puissance très agressive était apparue en Europe, qui se proposait de détruire l'U.R.S.S.**, et qui s'en donnait les moyens: peu importait si la raison n'en était pas exactement la "haine de classe" (pour Hitler le communisme était d'abord un phénomène slave et juif; il ne voulait pas attaquer l'U.R.S.S. pour en extirper le communisme, mais dans une logique raciste et colonialiste). Par ailleurs, à l'est de l'U.R.S.S., une autre puissance devenait de plus en plus agressive: le Japon, qui avait des visées, entre autres, sur la Sibérie, ses richesses naturelles et ses grands espaces vides d'hommes. Juste au sud, il avait occupé la Mandchourie en 1931. De l'été 1938 à l'été 1939, des combats firent rage entre troupes soviétiques et japonaises en Sibérie orientale et en Mongolie, sans que jamais la guerre fût déclarée — en revanche l'U.R.S.S. se rapprocha de la Chine de Jiang Jieshi, avec laquelle elle signa un traité de non-agression en août 1937, sans pour autant cesser de soutenir les communistes chinois repliés autour de Yen'an (voyez le cours sur la Chine, au chapitre 1). En novembre 1936, le Japon et l'Allemagne signèrent un **"pacte antikominternien"** auquel plus tard se joignirent l'Italie fasciste et l'Espagne franquiste: Staline eut l'impression d'être encerclé.

Au-delà de ces considérations générales, il existe deux interprétations du tournant de Staline en 1934. Selon la première, il aurait considéré désormais qu'il y avait dans le monde capitaliste des tendances idéologiques, des mouvances politiques, des personnalités plus dangereuses que d'autres, des partis et des pays plus proches de l'U.R.S.S. et de ses idéaux; il aurait alors recherché l'alliance avec les pays et les partis "démocrates", qu'il aurait considéré comme "appartenant au même camp", celui du progrès, et susceptibles d'évoluer vers le socialisme, contre les "fascistes" réactionnaires, expression caricaturale des intérêts de la classe bourgeoise. Telle est l'interprétation que la propagande soviétique et ses relais à l'étranger cherchèrent à imposer dans les années 1930: elle a beaucoup resservi après 1945. Mais l'on peut douter de la sincérité d'une aussi brutale conversion de la part de ces bolcheviks qui n'avaient eu de cesse de confisquer le processus révolutionnaire russe à leur seul profit, d'éliminer tous les autres courants de la gauche, et qui n'avaient jamais eu qui mépris pour les modérés, les Kerenski et le "social-fascisme". En fait, adopter cette explication du comportement de Staline équivaut à se placer dans l'univers mental d'un Aulard ou d'un Herriot, dans un monde où les communistes représentent une force de progrès, une force de gauche, héritière des combats du XIXe siècle et descendante du "bloc" révolutionnaire au même titre que les républicains progressistes et les socialistes modérés. Cette mentalité naïve fut cyniquement instrumentalisée

[1] Espression (contractée) de Georges Marchais, secrétaire du P.C.F., au moment du second tour des élections présidentielles de 1969 en France, qui opposa deux hommes de droite, Alain Poher et Georges Pompidou (voyez le cours sur la France, au chapitre 16).

par les propagandistes de l'U.R.S.S. pour expliquer le grand revirement, puis elle se trouva en quelque sorte "validée" par l'engagement à gauche des communistes à partir de 1935. Il me semble donc que cette première explication ne présente qu'un intérêt historique, dans le cadre d'un effort pour comprendre l'évolution de la perception du communisme en Occident; c'est pourquoi j'y reviendrai à la sous-partie suivante.

L'autre interpétation cadre davantage avec le caractère révolutionnaire du communisme, avec le cynisme dont Staline fit preuve en toutes matières dès les années 1920, et dont le régime bolchevik dans son ensemble avait donné l'exemple à Rapallo déjà: **puisqu'il y avait désormais deux camps opposés au sein du monde capitaliste, Moscou était bien décidé à en tirer avantage** en s'alliant avec l'un contre l'autre — évidemment, à court terme elle choisirait le moins agressif, mais cela ne signifiait absolument pas que pour Staline c'était "le meilleur" ni "le plus proche". Par ailleurs, cette interprétation est seule en mesure d'expliquer le brutal retournement d'alliance d'août 1939, le pacte germano-soviétique, qui se fit exactement pour les mêmes raisons — elle l'explique beaucoup mieux, en tout cas, qu'un prétendu sentiment de trahison éprouvé par Staline envers les démocraties après Munich, autre mythe créé pour les besoins de la cause: Staline découvrant plus cynique que lui à Londres et à Paris et s'en indignant vertueusement, c'est un joli conte de fées pour enfants sages de gauche (voyez un peu plus bas). En revanche, que les démocraties fussent faibles et hésitantes et qu'il ne fallût pas forcément compter sur elles au moment critique, il n'y avait pas besoin d'être Staline pour le comprendre.

> Attention: cette interprétation par le cynisme ne doit pas vous faire oublier qu'il s'agissait toujours d'**un cynisme *révolutionnaire***. Staline n'était pas redevenu un simple dictateur, encore moins un Tsar; son but final demeurait bien le triomphe du socialisme. De ce cynisme érigé en système mais jamais délié de la volonté utopique, Lénine avait donné moult exemple entre 1917 et 1921. Staline, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, n'était que son successeur, son disciple fidèle; il ne trahissait par le bolchevisme, bien au contraire il appliquait à la politique mondiale ce principe même qui avait si bien réussi en Russie: "la fin justifie les moyens". Il se trouve qu'entre 1934 et 1939, puis entre 1941 et 1945 ce principe amena Staline et l'U.R.S.S. dans le bon camp; cela, pour le coup, fut un accident — un accident bénéfique, au moins pour l'Occident (on ne me fera pas écrire qu'il le fut aussi pour les Polonais et pour les Baltes).

À ce choix de s'allier à certaines puissances capitalistes contre d'autres pour affaiblir le capitalisme tout entier, s'ajoutait **le désir de rompre un isolement diplomatique** encore oppressant, qui pouvait se révéler dangereux en cas de grave crise intérieure ou extérieure: à l'évidence, il valait mieux avoir des alliés en cas d'attaque allemande, même des alliés capitalistes… À l'évidence? pas tant que cela dans une logique bolchevique: c'était raisonner en

termes d'États et non plus de classes! Mais cela correspondait à des évolutions internes profondes, liées largement au triomphe de la doctrine du "socialisme dans un seul pays", et en ce domaine Staline n'était pas simplement l'héritier de Lénine[1]: **l'U.R.S.S. se "territorialisait" de plus en plus**, se percevait de plus en plus non pas comme la Révolution mondiale en lutte contre la bourgeoisie mondiale, mais comme la "patrie du socialisme" en lutte contre les puissances capitalistes. Le phénomène était en cours depuis les années 1920; mais ce fut après 1934 que les bolcheviks redécouvrirent le patriotisme, et avec lui le nationalisme russe (sur ces points, voyez les chapitres 3 et 5).

Dans ce cadre conceptuel nouveau, les États, leurs alliances et leurs disputes prenaient toujours plus d'importance; les nuances entre les différents types de régimes non communistes aussi, et ce fut très naturellement que l'**on assista à un retour à certains comportements diplomatiques traditionnels de l'Empire russe**, dont l'U.R.S.S., qu'elle le voulût ou non, avait hérité le territoire et donc les grandes logiques géopolitiques. Ainsi la Russie a toujours cherché à s'allier avec les puissances situées à l'ouest de l'Allemagne… sauf quand il s'est agi d'exploiter la puissance économique allemande (alors la Russie fait alliance avec ce pays qui est le cœur de l'Europe industrielle), ou de se partager la Pologne.

De 1934 à août 1939, la politique extérieure de l'U.R.S.S. se caractérisa donc par une certaine décrispation, et par un rapprochement avec les puissances démocratiques. En septembre 1934, l'U.R.S.S. sollicita et obtint son **admission à la S.D.N.**, institution jusque-là haïe et brocardée; elle obtint un siège permanent au Conseil (on fit semblant d'oublier le problème des dettes de la Russie tsariste). Elle développa une activité diplomatique débordante et de plus en plus "respectable": ainsi elle signa **un traité d'assistance mutuelle avec la France** en mai 1935, sans clause militaire cependant (juste après, Pierre Laval, qui était alors président du Conseil, fit à son tour une visite officielle en U.R.S.S. — mais le Parlement mit neuf mois à ratifier le traité). Elle mit en sourdine les aspects les plus ouvertement subversifs de sa politique extérieure: ainsi **le Komintern s'effaça** — le VIIe et dernier congrès eut lieu en 1935, il mit l'accent sur la nouvelle stratégie des "fronts communs" antifascistes[2]; la IIIe Internationale finit par être dissoute en mai 1943. Bien entendu, les hommes de Moscou continuaient à contrôler les partis communistes du monde capitaliste, comme Fried en France; mais c'était bien plus discrètement qu'avant 1934, et ces partis jouaient désormais sur le registre national, voire

---

1 L'adverbe restrictif tente de rendre compte du fait que la N.E.P., lancée par Lénine, était déjà une forme de reconaissance que la Révolution, pour un certain temps au moins, était condamnée à évoluer dans le cadre de la seule Russie; mais à l'évidence Staline alla bien plus loin sur ce chemin. Sur ces points, voyez au chapitre 3.

2 En insistant quand même sur le fait qu'il ne fallait pas aller au secours des "soi-disant démocraties malades", ni « diminuer l'acuité des contradictions interimpérialistes, qui rendaient plus difficile la formation d'un front uni contre l'Union soviétique ». Depuis 1934, le président du Komintern était le Bulgare Gueorgui Dimitrov, que Hitler avait accusé de l'incendie du Reichstag (voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 3). Par la suite, le Komintern fut lui aussi durement touché par les purges.

cocardier, bien plus que sur le messianisme internationaliste. L'U.R.S.S. apporta sa bénédiction aux **Fronts populaires**, unions de toute la gauche pour gouverner face au danger fasciste, qui naquirent en 1935-1936 en France, en Espagne et au Chili (voyez le cours sur la France, au chapitre 12), mais avortèrent en Grande-Bretagne et en Belgique.

Parmi les autres instruments d'action de l'U.R.S.S. en Occident à cette époque, il faut évoquer les **structures culturelles** destinées à mobiliser les intellectuels de gauche au service des Fronts populaires et si possible de la propagande stalinienne. En France, dès 1923 la revue *Europe*, dirigée par Romain Rolland (elle existe toujours) faisait de la propagande pro-soviétique sous couvert de pacifisme. En 1932, ce fut le congrès d'Amsterdam contre la Guerre, une tentative d'organiser un mouvement pacifiste européen, dans un esprit encore assez "classe contre classe"; en 1935, il y eut un autre congrès du même type à la Mutualité, à Paris (voyez aussi le cours sur la France, au chapitre 12). L'ensemble était habilement et discrètement orchestré par Willi Munzenberg, l'un des premiers experts soviétiques en manipulation de ces "fronts" et des "compagnons de route", c'est-à-dire des progressistes non communistes de bonne volonté, les "idiots utiles". Munzenberg avait connu Lénine en Suisse avant 1917; depuis le début des années 1920 il s'était spécialisé dans la popagande en Occident, mais ce fut à l'époque des Fronts populaires qu'il donna toute sa mesure.

Ce fut également à cette époque que les services d'**espionnage** soviétiques recrutèrent les fameux *magnificent five*, cinq espions britanniques, tous brillants produits de l'université de Cambrigde: Guy Burgess, Donald McLean, Kim Philby (Harold Adrian Russell Philby, 1912-1988), découverts dans les années 1950 et 1960; Anthony Blunt (1907-1983), par ailleurs brillant critique d'art, qui avait avoué dès 1964 mais dont l'opinion ne sut le passé d'espion qu'en 1979, et John Cairncross (1913-1995), le longtemps mystérieux "cinquième homme" dont on ne sut l'identité qu'en 1991[1]. Ils jouèrent un grand rôle dans l'Histoire de l'espionnage: ils furent les premières figures d'espions "idéologues" et non mercenaires.

La **guerre d'Espagne** compliqua beaucoup le jeu diplomatique. Dans un premier temps, comme toutes les autres puissances, l'U.R.S.S. s'employa à limiter son engagement — elle avait une raison supplémentaire pour cela: Staline était très occupé à purger son propre pays. Mais l'intervention de plus en plus ouverte de l'Italie et de l'Allemagne aux côtés des franquistes força l'U.R.S.S. à choisir son camp, non tant pour éviter l'apparition d'une nouvelle puissance fasciste (l'Espagne était lointaine et faible) que pour demeurer crédible auprès des gauches européennes;

---

[1] Voyez notamment *La taupe* de John Le Carré (John Moore Cornwell, né en 1931), roman publié en 1974, inspiré du cas Philby. Ce dernier, qui avait représenté l'*Intelligence service* auprès de la C.I.A. au plus fort de la guerre froide, se réfugia en 1963 à Moscou où il finit sa vie, avec le grade de général du K.G.B.

ce d'autant plus que les trotskystes profitaient de la situation pour redoubler de propagande antistalinienne, et que les anarchistes, particulièrement puissants en Espagne depuis le XIXe siècle, occupaient le premier rang dans la défense de la République à Barcelone notamment, avec les dissidents socialistes révolutionnaires du P.O.U.M.

L'intervention soviétique en Espagne fut soigneusement dosée: les communistes occidentaux, français notamment, furent encouragés à se lancer dans l'aventure des **brigades internationales**, où leurs dons d'organisateurs trouvèrent à s'employer (ce fut une réunion du Komintern qui décida l'envoi d'un premier contingent en septembre 1936[1]); mais l'aide militaire fut limitée (elle représenta le dixième de l'aide fournie à Franco par les puissances fascistes — il faut dire que les armes soviétiques avaient du mal à arriver à destination, la France notamment refusait de les laisser transiter par son territoire), facturée à un prix très élevé (la République espagnole dut livrer la plus grande partie de son or, que Moscou n'a jamais rendu); et surtout les deux mille "conseillers" soviétiques et un certain nombre de kominterniens étrangers engagés dans les brigades passèrent plus de temps à liquider les trotskystes et les anarchistes qu'à combattre les franquistes. De ce fait, à partir de la mi-1937 la République espagnole passa progressivement sous un contrôle communiste discret mais effectif[2]; ce noyautage, qui annonçait les méthodes employées en Europe centrale après-guerre, n'empêcha pas la défaite. Au total, l'aide soviétique permit aux républicains espagnols de repousser la première attaque des franquistes sur Madrid, fin 1936. Mais la disproportion des forces en présence était trop importante grâce à l'engagement massif des Italiens et des Allemands; et puis l'U.R.S.S était loin de l'Espagne, les pays situés sur le chemin bien trop méfiants envers les communistes, et Staline, bien trop occupé aux grandes purges pour faire de l'Espagne une priorité.

L'intégration de l'U.R.S.S. au concert des nations avait quand même d'étroites limites. Il n'y avait toujours **aucune relation économique suivie** avec les autres puissances, à l'exception de quelques opérations de troc de type matières premières contre machines-outils, qui passaient par des individus "bien en cour" à Moscou (y compris, toujours, des Américains). Staline tenait avant tout à l'autarcie, et à l'autonomie qu'elle autorisait vis-à-vis des alliés comme des ennemis potentiels; et puis, ce qui se produisait en U.R.S.S. dans les années 1930 se passait de témoins.

Surtout, évidemment, on mesura le caractère tout tactique du tournant de 1934 avec le **parte germano-soviétique**, signé le **23 août 1939** par Molotov et Ribentropp, les deux ministres des Affaires étrangères. C'était essentiellement un pacte de non-agression; mais un **protocole secret** y était annexé, dans la meilleure tradition du XIXe siècle, qui en faisait une

---

1 Pour plus de détails sour les brigades internationales, voyez le cours sur la France, au chapitre 12.

2 Sur ce point encore délicat, voyez le chapitre espagnol du *Livre noir*; Furet, *Le passé d'une illusion*, pp. 296 sqq., et éventuellement la bibliographie qu'il donne en note p. 296. Voyez aussi le cours de Relations internationales, à la fiche P4.

véritable alliance, et qui prévoyait le partage de la Pologne et du littoral oriental de la Baltique (Finlande comprise) en "zones d'influence". Ce protocole, l'U.R.S.S. n'en a reconnu l'existence qu'en 1988, à la suite d'une série de manifestations dans les R.S.S. baltes.

Cette brutale rupture avec les démocraties, cette alliance avec la puissance dénoncée depuis cinq ans comme le danger suprême, fut un coup de tonnerre pour les opinions publiques: personne en Occident ne s'y attendait (il y avait pourtant eu des signes avant-coureurs, notamment de nouveaux accords commerciaux avec l'Allemagne en mars 1938, et, le même mois, d'inquiétants appels à une conférence internationale sur la paix par lesquels Staline semblait mettre à nouveau les démocraties sur le même plan que les forces de l'Axe; en mars 1939, Staline avait traité les Britanniques et les Français de « provocateurs de guerre »). Et puis les diplomates des deux grandes démocraties européennes savaient bien que depuis mai, les Soviétiques menaient des négociations avec l'Allemagne, mais ils les avaient interprétées comme des gesticulations destinées à faire monter les enchères pour une alliance à trois qui était en chantier depuis Munich. En revanche, lorsque le 24 août au matin la presse et les radios diffusèrent la nouvelle, tout le monde comprit que le pacte Molotov-Ribbentropp ouvrait une nouvelle ère de conflit armé, et effectivement la seconde guerre mondiale éclata une semaine après.

Le pacte Molotov-Ribbentropp est une affaire assez embarassante, qui a fait l'objet de toute une série de tentatives de justifications après-guerre; le moins qu'on puisse dire qu'elles sont peu convaincantes, et pourtant elles ont été reprises sans réflexion par toute une génération, et on les entend encore à l'occasion aujourd'hui, ou l'on en entend des fragments. En gros, Staline aurait été forcé de prendre des garanties auprès de Hitler car après Munich les démocraties ne lui semblaient plus des alliées fiables. Le moustachu se serait senti encerclé par les puissances capitalistes en voie de réconciliation: la reculade de Daladier et de Chamberlain aurait été perçue à Moscou comme une "carte blanche" laissée à Hitler en Europe orientale. Il aurait ainsi gagné deux ans, calcul astucieux qui lui aurait permis d'affronter l'Allemagne dans de meilleures conditions; en fin de compte, cette statégie aurait permis au "camp des démocraties" de gagner la guerre. De là à soutenir que Staline a sauvé la démocratie contre les politiciens bourgeois de Paris et de Londres, il n'y a qu'un pas…

La faiblesse et le manque de fiabilité des démocraties ont indéniablement joué un rôle dans le brutal changement d'alliance de l'U.R.S.S.: Staline pouvait craindre de ne rien pouvoir en attendre en cas de crise grave. Mais il ne faut pas aller jusqu'à en faire une conséquence du cynisme des Occidentaux, même si Staline a pu leur prêter sa propre mentalité. En août 1939 il y avait quelques mois déjà que les Occidentaux étaient sortis de la logique de Munich et avaient commmencé à adopter une attitude de fermeté envers l'Allemagne, au moins depuis le démembrement de la Tchécoslovaquie au printemps (voyez le cours de Relations internationales, à la fiche P4); il n'y avait aucun signe de réconciliation entre puissances capitalistes, bien au

contraire! En fait, à cette date l'homme à la moustache devait surtout constater avec délices les progrès des "contradictions interimpérialistes", comme on disait à Moscou avant 1934. Et puis, l'histoire de la prise de gages face au risque d'une entente des capitalistes aux dépens de l'U.R.S.S. ne tient pas. Un nouveau Munich aux dépens de la Pologne et le *Reich* étendant ses tentacules à l'est, frontalier désormais de l'U.R.S.S. et libre de s'y attaquer, c'était peut-être une intention que Staline prêtait aux Occidentaux; mais force est de constater que ce fut exactement la situation à laquelle aboutit… le pacte germano-soviétique.

Surtout, et je ne saurais trop insister sur ce point, **on ne peut plus décemment aujourd'hui évoquer un repli tactique destiné à mieux préparer la guerre contre le fascisme, un geste qui, en gagnant deux ans, aurait permis de sauver la démocratie** — ce qui d'ailleurs présuppose un problématique intérêt de Staline pour celle-ci. En tout cas, n'essayez jamais d'expliquer cela en Europe de l'est, où le pacte a ouvert une ère de cinquante ans d'horreur! (De manière générale, toute considération de grande politique internationale qui oublie le malheur des populations livrées par le pacte à Staline et à Hitler, est à éviter). Les premiers gestes du grêlé moustachu furent d'agresser la Pologne et d'en manger la moitié, puis d'annexer les trois pays Baltes et de tenter de remettre la main sur la Finlande (voyez au chapitre 5): bref, il s'agissait de remettre la main sur les territoires anciennement russes[1], ce qui n'avait pas beaucoup à voir, ce me semble, avec la cause de la liberté. Par ailleurs, **laisser la France et la Grande-Bretagne seules face à Hitler**, permettre à celui-ci de mener la guerre sur un seul front au lieu de deux, **était-ce vraiment rendre un service au camp antifasciste**?

Enfin, le calcul de Staline n'avait rien de très astucieux. Une fois débarrassé des Occidentaux, Hitler risquait de se retourner vers l'est: que se serait-il passé si la Grande-Bretagne avait été vaincue à l'été 1940, si l'Allemagne avait eu ensuite tout un hiver pour préparer une offensive contre la seule U.R.S.S.? Enfin **juin 1941 trouva l'U.R.S.S. aussi mal préparée qu'en septembre 1939**, et la victoire finale, où l'Union soviétique eut indéniablement le premier rang en Europe, eut plus à voir avec l'héroïsme de ses peuples, menacés d'esclavage

[1] Au départ, le protocole secret prévoyait que la Lituanie irait à l'Allemagne, en revanche l'U.R.S.S. devait recevoir la plus grande partie de la Pologne, celle qui correspondait à peu près à l'ancien grand-duché russe de Varsovie. À la fin du mois de septembre, l'Allemagne obtint un partage plus avantageux de la Pologne; en échange, elle céda la Lituanie. La frontière entre les deux morceaux de Pologne correspondait à peu près à la ligne Curzon, celle que les diplomates britanniques avaient tracée en 1918 entre la Pologne "historique" et les territoires peuplés surtout de Slaves de l'est; mais la guerre de 1920 avait repoussé la frontière polono-soviétique bien plus à l'est. Détail intéressant: l'Armée rouge, en septembre 1939, entra en Pologne sous le prétexte fort peu prolétarien de défendre les "frères de sang ukrainiens et biélorusses" menacés par "la désagrégation de l'État polonais"… processus, soit dit en passant, auquel l'U.R.S.S. n'était pas spécialement étrangère. Par ailleurs, l'U.R.S.S. s'était fait reconnaître aussi des droits sur la Bessarabie (l'actuelle Moldavie, en gros), un ensemble de territoires anciennement russes annexés par la Roumanie en 1918: à la suite d'un ultimatum, la Roumanie, lâchée par l'Allemagne qu'elle tenait pour son alliée, dut céder ces territoires, en juillet 1940 également, et aussi la Bucovine, plus au nord, qui n'avait jamais été russe (et se trouve aujourd'hui en Ukraine).

par les nazis, et aux erreurs de Hitler, qu'avec le génie tactique ou militaire de Staline, sans parler d'une quelconque popularité du communisme[1].

> Les autres arguments, plus circonstanciels, avancés pour justifier ou excuser le pacte germano-soviétique sont tout aussi douteux. Staline aurait voulu éviter que les pays Baltes et la Pologne tombassent aux mains des Allemands: mais qu'est-ce que ceux-ci auraient fait d'une frontière aussi longue avec l'U.R.S.S. en temps de paix, étaient-ils assez idiots pour s'user à contrôler péniblement une zone de deux cent kilomètres de large d'est en ouest et de plus de deux mille du nord au sud, sans aucune profondeur stratégique, avec des populations hostiles? Les Polonais et les Baltes refusaient de laisser passer les troupes soviétiques par leurs territoires en cas de guerre: outre qu'on les comprend un peu au vu des événements de 1918-1920 et de ceux qui suivirent le pacte, cela valait aussi pour les troupes allemandes — et en tout état de cause cela ne justifiait pas des annexions: retenir ces arguments est faire preuve de la plus totale mauvaise foi. Quant à l'argument selon lequel l'U.R.S.S. était plus puissante avec vingt-trois millions d'esclaves de plus, et que cela était bon pour la démocratie, il ne mérite que le mépris: ces régions furent purement et simplement ravagées durant la première occupation soviétique en 1939-1941, et l'on voit mal en quoi la Pologne était plus à même à prendre part à la lutte contre le nazisme après le massacre de ses officiers qu'auparavant[2].

L'essentiel, c'est qu'**au moment où la guerre éclata Staline était l'allié de Hitler contre les démocraties**, et que cette alliance précipita son éclatement: j'insiste sur les mots "allié" et "alliance". Il s'agissait d'un choix circonstanciel, comme les précédents. La logique de Staline était en partie géopolitique (récupérer les territoires perdus par la Russie en 1918-1920), en partie idéologique: recréer les conditions d'une guerre entre capitalistes, comme en 1914 — la dernière n'avait pas si mal réussi aux bolcheviks. Il n'y avait pas pour lui de "camp fasciste" et de "camp antifasciste", mais un monde capitaliste qu'il était ravi de voir s'entredéchirer, trouvant

---

[1] J'évoque, au chapitre 3, la génération des combattants de la "grande guerre patriotique" comme la seule où un patriotisme soviétique, une fierté d'être soviétique ont réellement existé. Mais il s'est agi d'une fierté *a posteriori*, fierté d'avoir remporté la victoire, d'avoir sauvé la patrie (et pas les démocraties capitalistes!); enfin, d'une fierté *nationale* indépendante des opinions sur le régime, d'ailleurs parfaitement impossibles à déterminer dans un État totalitaire.

[2] C'est d'avril 1940 que date le massacre de douze à quinze mille officiers et policiers polonais, faits prisonniers par les Soviétiques. Les nazis découvrirent les premières fosses communes en avril 1943 à **Katyn** en Biélorussie; il y déterrèrent quatre ou cinq mille corps (tous les autres n'ont pas encore été retrouvés; le régime biélorusse d'aujourd'hui ne s'y occupe guère). Ils s'en servirent abondamment pour leur propagande, ce qui contribua à décrédibiliser tous ceux qui, dans l'après-guerre, tentèrent d'évoquer cet épisode, que tout le monde pourtant connaissait en Pologne. Au moment du procès de Nuremberg, les Soviétiques cherchèrent à faire inscrire le massacre de Katyn sur la liste des crimes nazis, mais des témoignages d'officiers polonais rescapés firent annuler ce chef d'accusation; pourtant, on n'alla pas plus loin — la seule finalité des procès de Nuremberg, justice de vainqueurs, était de juger les nazis. Malgré de nombreux témoignages, les Soviétiques nièrent jusqu'au bout la paternité des massacres, qu'ils attribuaient aux nazis; dans les années 1970 ils faisaient visiter un endroit du nom de Khatyn, dans la même région, où effectivement les nazis avaient commis des massacres… Il revint à Boris Eltsine, en octobre 1992, de faire publier la décision du Bureau politique du P.C.U.S. ordonnant de fusiller les vingt-six mille prisonniers de guerre polonais.

très astucieux de changer d'alliance par surprise pour prendre les gages qu'il pouvait en attendant d'étendre son Empire sur une Europe en ruines — ce à quoi il faillit bien parvenir en 1945. Mais au passage, **le parte Moltov-Ribentropp faillit faire gagner la guerre à Hitler**.

L'attaque contre la Finlande entraîna, début décembre, l'expulsion de l'U.R.S.S. de la S.D.N.: l'Union soviétique était revenue à son statut de pestiférée des années 1920, sauf auprès de ses nouveaux amis nazis. Staline n'en avait rien à faire: il n'avait jamais vraiment accepté les règles du jeu diplomatique, s'était contenté de s'en servir à l'occasion, et s'attendait sans doute à une défaite rapide des démocraties dans le nouveau conflit. En février 1940, un accord économique prolongea le pacte germano-soviétique: jusqu'à la veille de l'invasion allemande, l'U.R.S.S., fidèle alliée, fournit au IIIe *Reich* des armes, des produits agricoles et des minerais. On échangea des prisonniers politiques — dont Margarethe Buber-Neumann (voyez au chapitre 3).

B) L'image de l'U.R.S.S. à l'extérieur de ses frontières.

> « Vous ne pouvez aimer la vérité et le monde ».
> Michel Houellebecq, *Rester vivant*.

Ce qui précède vaut pour les Soviétiques et leurs relais en Occident, les hommes du Komintern; pas forcément pour les militants communistes ni pour les "compagnons de route". L'Histoire du communisme, comme le dit très bien le titre du livre de Furet, est celle d'**une immense illusion**, à laquelle se laissèrent prendre des femmes et des hommes sincères, généreux, progressistes; et ce fut précisément avec l'épopée des Fronts populaires que cette illusion commença à prendre son essor, bien au-delà des étroits milieux léninistes et des quelques jacobins égarés des années 1920.

J'ai tenté de le dire autrement ailleurs dans mes cours, notamment dans l'étude des origines du premier conflit mondial (voyez le cours sur la France, aux chapitres 6 et 9), et je le redis ici en usant d'une formule plus brutale que celle de Furet, une formule démarquée d'une boutade de Raymond Aron[1]: **la bêtise joue dans l'Histoire un grand rôle**, un rôle aussi notable au moins que la méchanceté, et pas seulement la bêtise bête et méchante mais aussi la bêtise bien-pensante et bien intentionnée, pas seulement la bêtise de ceux qui ne savent que haïr mais aussi celle de ceux qui aiment et aident, pas seulement la bâtise de ceux qui font souffrir mais aussi celle de ceux qui souffrent, pas seulement la bêtise bornée des hommes obscurs, sans

[1] Dans *Le spectateur engagé*, recueil de réflexions paru en 1981.

culture et sans moyens intellectuels, celle des brutes, mais celle, aussi ravageuse, des gens brillants et fins, de ceux qui se sont voulus, de ceux qui ont été des modèles, la bêtise de Sartre comme la "lourdeur" de Céline; le conformisme sous toutes ses formes y compris progressistes, le refus de regarder le monde tel qu'il est au nom des idées et des principes, même généreux. Être un homme de gauche, ce que je crois être, c'est aussi remettre en question cette bêtise-là, ces conformismes-là, ces autismes-là, c'est aussi comprendre pourquoi *nous* en sommes arrivés là — sans verser dans le mépris, car nous aussi sommes tous en train de nous tromper sur quelque chose qui paraîtra évident aux hommes du futur; réfléchir, c'est aussi remettre en cause les apories et les erreurs de son propre camp, ce qui est toujours moins aisé que de remettre en cause celles des adversaires. Ce programme, d'ailleurs, n'a aucune raison de ne concerner que les femmes et les hommes de gauche, ni les seules complaisances envers le communisme que je vais évoquer dans les lignes qui suivent.

L'illusion soviétique, dans les années 1930, c'était d'abord celle d'**un développement économique** à vive allure, obtenu grâce au volontarisme humain au service d'une idéologie progressiste et rationnelle — le "socialisme scientifique", comme on dirait beaucoup dans les années 1960 et 1970. On était en pleine grande dépression; certains esprits faibles, tout comme d'autres voulaient croire que Hitler avait mis fin au chômage, inscrivaient à l'actif du régime soviétique les chiffres délirants de croissance économique qui se publiaient à Moscou, sans se donner la peine de les critiquer ni se poser la question du coût humain, au nom de la vieille antienne selon laquelle la fin justifie les moyens. Et puis toute attaque contre l'U.R.S.S. était suspecte, à l'heure où des droites malodorantes exploitaient, entre autres fonds de commerce, un anticommunisme obsessionnel.

En France tout particulièrement, où la détestation du libéralisme économique était très profondément enracinée à gauche (voyez au chapitre 11 du cours sur ce pays le passage sur le "mur d'argent") et où l'étatisme en économie était une vieille tradition que même les Guizot et les Méline n'avaient pas remis en cause, l'expérience soviétique fascinait. Un peu partout **« l'idée de plan (…) [devint] la tarte à la crème de tous les réformateurs sociaux »** — y compris aux États-Unis à l'heure du *New Deal*, expérience qui à l'époque était couramment analysée en termes de "planification" aux États-Unis et en Europe. C'était par exemple l'analyse de l'écrivain britannique H. G. Wells, issu d'une tradition socialiste non marxiste (les "*fabians"*), qui se rendit en U.R.S.S. en 1934. Un autre grand écrivain britannique, Bernard Shaw, se convertit aussi au stalinisme (il se rendit en U.R.S.S. en juillet 1931) au nom de la rationalité et de l'efficacité de la politique menée en U.R.S.S. depuis 1929, qu'il opposait… aux apories idéalistes de Lénine! Même une partie du patronat s'enthousiasmait pour les exploits industriels de l'U.R.S.S., la maîtrise rationnelle de la nature et de la technique.

Keynes en revanche ne perdit pas la tête: cet homme d'ailleurs nettement moins à gauche que l'image qu'on en a gardé en France comprit que le secret du "charme" du communisme reposait essentiellement dans le fait qu'il représentait un idéal, une perspective morale dans un monde obsédé d'économie: l'homme débarrassé de la malédiction du profit; autrement dit, dans son caractère *anti*-économique.

Mais, bien sûr, la cause essentielle de la fascination croissante qu'exerçaient l'U.R.S.S et son régime était l'antifascisme. Pour beaucoup de démocrates, **l'U.R.S.S. était dans le bon camp, et c'était tout ce qui importait**. Certes elle n'y avait pas toujours été; mais puisqu'elle y était désormais, c'était sans doute qu'une tendance très profonde l'y portait au-delà des errements des années 1920, qu'on tint pour erreurs de jeunesse d'un régime neuf, en butte à l'hostilité d'ennemis sans pitié. Après tout, le bolchevisme n'était-il pas issu du socialisme, donc du camp du "progrès"? On oublia en quelques mois que durant quinze ans il avait combattu avant tout la gauche: généreusement, on réintégra les frères égarés dans la grande famille des progressistes, et l'on crut combattre Hitler avec l'aide de Staline comme on avait combattu Déroulède avec l'aide de Jaurès, ou les *Junker* avec l'aide de la S.P.D. Le cœur de la démonstration de François Furet, dans *Le passé d'une illusion*, consiste à analyser les conséquences de cette attitude mentale: « ces contraintes ont été si fortes que là où elles ont revêtu leur plus grande puissance — en France et en Italie — l'équivalence postulée entre communisme et antifascisme a bloqué longtemps toute analyse du communisme ».

Pourtant, dès les années 1930, les parallèles entre les dictatures "modernistes" de gauche et de droite ne manquaient pas, même à gauche, sous la plume par exemple de Pierre Pascal (dès 1927 en fait) ou de Karl Kautsky; et le terme de "totalitarisme" était déjà d'emploi courant pour désigner ce que ces régimes avaient en commun: il ne s'agit pas d'une fabrication idéologique datant de la guerre froide… (Voyez le cours de Relations internationales, à la fiche P2b). Mais ce concept, à l'heure de l'urgence de la lutte contre le fascisme et le nazisme, arrivait bien trop tôt: en France et en Espagne notamment, **on avait tout simplement besoin des communistes**… et donc ce n'était pas le moment de trop penser, de trop critiquer. D'où ce « *double standard* » qu'évoque Furet, et qui fournit la clef de pas mal d'erreurs d'interprétation historique: « notre époque (…) a tant voulu voir la classe ouvrière derrière Lénine, et les dictateurs fascistes en marionnettes du capital! (…) Acceptant plus ou moins chez les bolcheviks l'idée qu'ils se faisaient d'eux-mêmes, et soumettant au contraire les fascistes à une interprétation sans aucun rapport avec ce qu'ils ont dit ».

Furet fait remarquer, en particulier, que l'étrange conversion des communistes à la défense des nations menacées par les nazis et les fascistes fut d'autant mieux acceptée qu'elle reposait sur des « complicités » déjà anciennes entre la sensibilité socialiste et la sensibilité nationaliste: il cite Buchez (voyez le cours sur la France, au chapitre 1) et l'Allemand Ferdinand Lassalle (1825-1863), mais on pourrait aussi bien rajouter le Mussolini socialiste d'avant la première guerre mondiale. « Un socialisme libéré de l'élément démocratique et cosmopolite peut aller au nationalisme comme un gant bien fait à une belle main », assurait du reste un connaisseur, Charles Maurras. Entre les deux guerres, le socialisme national était devenu « un alcool de vaste consommation », certes pour l'essentiel dans des milieux politiques contre lesquels, précisément, les communistes se mobilisèrent après 1934; mais c'est le climat général de l'époque qui compte. Ces facteurs, bien sûr, aidaient à accepter aussi que l'U.R.S.S. de Staline ressemblât de plus en plus à un Empire russe rénové: on revenait en terrain connu.

Le lancement d'un mouvement "contre le fascisme et la guerre" est antérieur à l'accession de Hitler au pouvoir, puisqu'il remonte au **Congrès international d'Amsterdam**, déjà évoqué plus haut, réuni sous ce double mot d'ordre en août 1932. Il rassembla essentiellement des communistes: on était encore dans la ligne des années 1920 — à Amsterdam, le mot "fascisme" avait encore un sens très large, comme dans "social-fascisme" (voyez plus haut également). Le congrès d'Amsterdam dénonçait notamment le "pacifisme genevois", c'est-à-dire la S.D.N. accusée de tramer un complot, une guerre "imminente" contre l'U.R.S.S., seule puissance authentiquement pacifique puisque seule délivrée du capitalisme. Après l'arrivée au pouvoir de Hitler et le changement de stratégie de Staline, ces structures déjà en place furent réutilisées dans un sens totalement nouveau. Dès 1933, les différents Comités nationaux issus du congrès d'Amsterdam dénoncèrent la répression dont les communistes allemands étaient victimes: il y avait effectivement de quoi placer l'Allemagne au cœur de l'actualité "antifasciste", car même si à cette date elle n'était pas vraiment encore distinguée du reste du monde capitaliste, c'était là que les communistes souffraient le plus — et l'incendie du *Reichstag* et ses suites passionnaient l'Europe. Pour beaucoup, les communistes arrêtés à la suite de cet événement, Dimitrov notamment (voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 2), faisaient figure de héros de la démocratie… Le procès gagné par Dimitrov, et sa couverture médiatique en Europe, furent la première grande victoire de la propagande soviétique contre la propagande nazie.

Ce fut en juin 1934 que le Komintern et les structures qui lui étaient liées reçurent les nouveaux ordres et changèrent de discours, parfois très brutalement (voyez le cours sur la France, au chapitre 12). Ce tournant fut facilité par la Nuit des longs couteaux en Allemagne, qui ne laissait plus place au doute quant à la nature du régime hitlérien, et par les événements qui suivirent l'émeute du 6 février 1934 en France: il y avait une pression des militants en faveur de l'union des gauches — encore une fois, ils étaient bien moins léninistes que leurs dirigeants. Ce qui m'intéresse ici, ce furent les conséquences de ces retournements sur l'image du communisme

et de sa patrie. Comme l'écrit Furet, « **communisme et facisme [étaient] mis face à face dans le rapport révolution/contre-révolution**, familier à la culture européenne », par quoi l'on retrouvait la continuité du communisme et du jacobinisme (en France), du communisme et de la gauche des temps héroïques d'avant 1914 (un peu partout), de l'idée de Révolution et de l'idée de progrès. Ce fut alors aussi que par un curieux retournement, le fascisme, cette idéologie révolutionnaire par excellence, fut interprété comme une contre-révolution, une tentative désespérée des milieux d'affaires pour éviter le triomphe des forces du progrès, notamment communistes. L'antifascisme, dans sa dimension de sympathie envers le communisme et l'U.R.S.S., pouvait désormais inclure, potentiellement, tous les partisans de la démocratie pluraliste et libérale, même s'ils ne partageaient pas les objectifs ultimes des communistes, d'ailleurs de plus en plus discrètement affichés hors de Russie: en quelques mois, les partis communistes devinrent des parangons de réformisme.

Il est probable quand même que dans toute une partie de l'opinion de gauche, par-delà l'alliance circonstancielle, la méfiance continuait à l'emporter, d'autant que dans ces années-là venaient de Moscou des nouvelles particulièrement sinistres d'événements auprès desquels la Nuit des longs couteaux n'était qu'un joyeux monôme. Mais il est clair aussi qu'en sens inverse ce qui se passait en Allemagne amenait à relativiser ces nouvelles: Hitler offrit sur un plateau à l'U.R.S.S. le drapeau de la démocratie. Si les communistes et les démocrates étaient persécutés ensemble par Hitler, n'était-ce pas qu'ils avaient quelque chose en commun? Un régime allié des Occidentaux contre la folie nazie ne pouvait pas être "aussi peu démocratique" que le régime hitlérien — la cause communiste y gagna, comme le dit bien Furet, de la « dignité philosophique », une sorte de « brevet d'universalisme démocratique ». Sur ce chemin, l'on pouvait même aboutir, sans être communiste, à des justifications de la terreur stalinienne: Staline frappait-il d'autres personnes que les agents de Hitler en U.R.S.S.? Le problème de la nature du régime stalinien passait complètement à l'arrière-plan. Et puis la cause de l'U.R.S.S. s'était débarrassée des exotismes de la lutte des classes et de la construction de l'utopie sans frontières, pour regagner les parages mieux connus de la lutte des pays démocratiques contre les dictatures, un cas de figure que certains en France et en Grande-Bretagne notamment pouvaient rapprocher de celui de la première guerre mondiale, sans tsars réactionnaires en Russie: la voilà plus facile à comprendre, donc à défendre.

L'antifascisme était un article extrêmement intéressant pour Staline, du fait de son extrême ductilité: c'était une passion négative, au sens où c'était une passion *contre* — contre Hitler pour l'instant, et qui dans la droite modérée, au centre et à gauche pouvait être *pour* Hitler? En revanche, le *pour* — c'est-à-dire la réalité du projet bolchevik et de ses modalités d'application — ne comptait pratiquement plus. Alors que Hitler pérorait contre les principes de 1789, en 1936 Staline fit adopter à son pays une superbe Constitution dégoulinante de principes… (Voyez au chapitre 3). « À l'heure de la Grande Terreur, le bolchevisme se

réinvent[ait] comme liberté par la vertu d'une négation » (Furet); du coup, il pouvait « intimide[r] ses adversaires en répandant le soupçon que l'antisoviétisme est l'antichambre du fascisme ». Ces schémas, on les retrouva après-guerre, avec les États-Unis dans le rôle des méchants contre qui toutes les forces de progrès devaient se liguer avec les communistes, juste un peu plus improbables que les nazis.

En politique, ces évolutions débouchèrent sur les **Fronts populaires**: il y en eut un en France, un en Espagne (il friompha aux élections de février 1936) et même un au Chili, où il ne parvint pas à prendre le pouvoir. Dans les pays anglo-saxons, les partis communistes étaient trop faibles, il n'y avait pas d'extrêmes-droites menaçantes et les structures de la vie politique ne favorisaient pas les coalitions (le scrutin majoritaire à un tour en Grande-Bretagne par exemple); ailleurs en Europe, les dictatures empêchaient toute vie politique à gauche. Il est évident qu'en France les attaques ignobles contre le Front populaire firent beaucoup pour améliorer l'image de sa composante communiste, et donc de l'U.R.S.S.; en **Espagne** en revanche le bilan fut plus contrasté sur le moment à cause de la violence dont les communistes firent preuve envers leurs concurrents d'extrême-gauche, mais par la suite la victoire de Franco vint brouiller les pistes, et pendant toute la dictature franquiste les communistes espagnols se présentèrent, sans être beaucoup contredits à gauche, comme les héros par excellence de la résistance à l'extrême-droite: l'U.R.S.S. promut au rang de mythes des personnages comme celui de Dolorès Ibarruri Gómez (1895-1989), dite "*la Pasionaria*", cadre du Komintern dans les années 1920 mais surtout héroïne d'une fameuse grève des mineurs des Asturies en 1934, et figure de proue de la résistance à Franco: on lui doit la popularité des deux slogans "*¡No pasarán!"* ("Ils ne passeront pas!") et "Plutôt mourir debout que vivre à genoux". En, plus, ils avaient perdu: outre que cela leur donnait l'auréole des martyrs, cela dispensait d'évaluer leur bilan au pouvoir[1].

Une seule grande figure contesta cette vision des choses: le Britannique George **Orwell** (Eric Blair, 1903-1950), un socialiste libertaire engagé dans les Brigades internationales qui assista aux massacres d'anarchistes en 1937 à Barcelone, et publia dès son retour en Grande-Bretagne, l'année suivante, un bourleversant témoignage, *Hommage à la Catalogne*. Il démontait la propagande communiste sur la guerre, dont il assura dans une interview qu'elle avait fourni « la plus riche moisson de mensonges depuis la Grande Guerre ». L'ouvrage fut peu lu: il était plus

[1] On croyait à l'époque que la population espagnole partageait les représentations que je viens d'esquisser… et l'on fut fort surpris lorsqu'aux premières élections libres après la mort de Franco les socialistes du P.S.O.E. dépassèrent largement les communistes. Il est probable que quarante ans d'anticommunisme franquiste jouèrent un rôle aussi dans ce retournement; plus en tout cas que le comportement très stalinien d'Ibarruri et des autres chefs communistes espagnols en exil et dans la clandestinité, qui ne fut connu qu'assez tard — à ce sujet, il y a un très bon passage dans un roman de Jorge Semprun, *L'écriture ou la vie* (paru en 1994). Semprun fut un cadre du P.C.E. dans les années 1950 et 1960 avant d'être exclu par Ibarruri au terme d'une procédure fort expéditive qui se déroula dans un train entre Prague et Bucarest… Présidente du P.C.E. depuis 1960, Ibarruri regagna l'Espagne en 1977, mais pour y prendre sa retraite.

urgent de serrer les rangs face au fascisme que de comprendre la nature réelle de l'allié providentiel qui avait tant aidé à la lutte contre la Bête immonde.

En **France**, l'amélioration de l'image de l'U.R.S.S. s'incrivit aussi, à l'évidence, dans le prolongement logique de l'**antigermanisme** où s'inscrivait aussi l'antihitlérisme — avec Hitler, le danger fasciste avait trouvé un visage boche, que trop reconnaissable pour les anciens combattants et leurs enfants. Paradoxalement, elle s'inscrivait aussi dans une certaine **tradition pacifiste**, celle qui identifiait les capitalistes, les marchands de canon, comme les seuls fauteurs des guerres: de ce point de vue, résister aux nazis avec l'U.R.S.S., ce n'était pas du bellicisme, c'était même tout le contraire. On a vu que ce "pacifisme" d'un type particulier était au cœur de la propagande des comités issus du congrès d'Amsterdam; il y avait notamment en France un Rassemblement universel pour la Paix. Ce fut ainsi qu'une partie de la direction de la Ligue des Droits de l'Homme, forteresse du pacifisme depuis 1920, acquit des sympathies prosoviétiques, sans pour autant devenir communiste, tandis qu'une autre partie des pacifistes, en général les plus violemment anticommunistes (Déat et consorts), tendaient vers une complaisance sans cesse croissante envers l'Allemagne: ici aussi, comment ne pas constater que sur le moment le choix du rapprochement avec l'U.R.S.S. était le bon? Il aurait simplement pu s'accompagner d'un peu plus de distanciation, de prudence: ce n'était pas parce que Staline était l'ennemi de Hitler, et donc notre allié forcé, qu'il fallait l'encenser, perdre tout sens critique. Mais la logique idéologique, qui est binaire, voulait que l'ennemi du fascisme fût un pays démocratique… Les seuls à dénoncer la duplicité de Staline, c'étaient Déat et Doriot, ceux justement qu'à gauche on traitait de fascistes.

Enfin, Furet relève qu'en France le discours de "salut public" adopté par Staline pour évoquer la menace nazie contre l'U.R.S.S. rencontrait les **souvenirs révolutionnaires** de la Patrie en danger — danger facile, du reste, à élargir à la démocratie tout entière. Même les procès de Moscou pouvaient être rapprochés du procès de Danton, de Dumouriez et de Louis XVI: des traîtres, comme les "agents nazis" débusqués par Staline…

Et puis le Front populaire, malgré son échec, ce fut un tel symbole, dans cette République si dure aux ouvriers! Et tout ça "grâce aux communistes"… Comme les brigades internationales, par lesquelles les démocrates avaient sauvé l'honneur, fors l'Espagne: symbole d'union et de passage à l'action, enfin, qui contrastait avec la pusillanimité des démocrates modérés dans cette affaire, Blum en tête. L'écrivain André **Malraux** (1901-1976), qui s'était lui aussi engagé dans les Brigades, aida à la constitution du mythe "orthodoxe" de la guerre d'Espagne avec *L'espoir*, roman paru en 1938 comme l'essai d'Orwell: outre l'action, l'engagement, il exaltait, dans le combat des Brigades internationales, la défense de la liberté, qui du reste était à l'évidence le fondement même de l'engagement des brigadistes (le problème, c'était *qui* les avait engagés), et la réconciliation des peuples. Le livre a très mal vieilli: son

stalinisme latent, son côté manichéen et bien-pensant, en rendent la lecture aujourd'hui pénible — surtout quand on sait que l'auteur a fini en ministre du De Gaulle conservateur des années 1960[1].

Malraux n'était pas un cas isolé: ce lustre antifasciste fut la première période où des **intellectuels français** acceptèrent de prêter leur voix au rapprochement avec l'U.R.S.S., apportant à la cause soviétique leur prestige, outil plus décisif au pays de l'engagement qu'ailleurs. Parmi les grandes figures de ce courant, il faut évoquer **Romain Rolland** (1866-1944), l'ancien pacifiste qui avait salué Octobre, mais dénoncé le "sectarisme" et la violence des bolcheviks dans les années 1920; il joua un rôle central dans l'Association des Intellectuels antifascistes, et visita Moscou en juillet 1935: choyé, il fut admis à interviewer Staline, qui sut le fasciner, et publia au retour un *Voyage à Moscou*, emblématique d'un genre paralittéraire qui fleurissait en ces années 1930: l'image qu'il donnait de l'U.R.S.S. était celle de l'héritière de la Révolution de 1789 et du chantier de l'avenir. Je donne d'autres noms aux chapitres 11 et 12 du cours sur la France, où j'évoque notamment le courage d'André **Gide**, qui avait été un parfait compagnon de route depuis 1932, mais sut, lorsqu'il fut invité à visiter la patrie de l'avenir en 1936, ne pas rentrer d'U.R.S.S. avec une hagiographie mais avec une critique intelligente du régime qui montrait qu'il avait su voir les réalités au-delà des représentations qu'on lui en présentait, et que pour lui la vérité était au-dessus de l'idéologie. Très mal à l'aise face au luxe où se déroula le voyage et aux éloges délirants qui visaient à acheter sa vanité (pas de chance: c'était un protestant bourrelé de scrupules sur ce point). dans un opuscule publié trois mois après son retour, *Retour de l'U.R.S.S.*, il avait notamment cette formule:

> « Ce qu'on demande à présent [en U.R.S.S.], c'est l'acceptation, le conformisme. Ce que l'on veut et exige, c'est une approbation de tout ce qui se fait en U.R.S.S.; **ce que l'on cherche à obtenir, c'est que cette approbation ne soit pas résignée, mais sincère, mais enthousiaste même**. Le plus étonnant, c'est qu'on y parvient. D'autre part, la moindre protestation, la moindre critique est passible des pires peines, et du reste bientôt étouffée. **Et je doute qu'en aucun pays aujourd'hui, fût-ce dans l'Allemagne de Hitler, l'esprit soit moins libre**, plus courbé, plus craintif (terrorisé), plus vassalisé ».

Mais la lucidité et le courage de Gide demeurèrent isolés… Des phénomènes semblables se produisirent en **Grande-Bretagne**, sur une plus petite échelle, même sans la présence d'un parti communiste puissant. Une soupe de mollesse, de tentation de repli sur soi et d'anticommunisme poussait les gouvernements conservateurs de l'époque à de telles complaisances envers Hitler, sous prétexte d'*Appeasement* (voyez le cours sur les Relations internationales, à la fiche P4), qu'on comprend notamment que certaines des universités les plus prestigieuses du pays, bien plus touchées par le philocommunisme (soit dit en passant) que les

---

[1] On accuse aussi Malraux d'avoir beaucoup affabulé, notamment concernant son grade exact et blessure en Espagne. Il me semble que cela n'a strictement aucune importance pour la valeur de son œuvre: pour lui, la fiction débordait des livres, cela ne dit rien sur ceux-ci. S'il ne fallait lire que les œuvres des saints…

universités françaises, fussent devenues des nids de sympathisants communistes et d'espions. Les "cinq de Cambridge", déjà évoqués, n'étaient absolument pas des bolcheviks, mais de purs produits des illusions de la génération des Fronts populaires — et aussi des aristocrates en rupture avec l'imbécillité bornée de leur caste et l'injustice de la société britannique, des homo- ou bisexuels en révolte contre l'hypocrisie post-victorienne, d'increvables rêveurs totalement isolés de la société dans leur cher Trinity College… J'ai déjà évoqué aussi Shaw et Wells, dont l'interview du tsar moustachu (en 1934) est un archétype de cuistrerie manipulée: « il me semble que je suis un peu plus à gauche que vous, monsieur Staline; je pense que le vieux système est plus proche de sa fin que vous ne le pensez »…

Même aux **États-Unis**, il y eut dans les années 1930 une illusion prosoviétique dans les milieux dits "libéraux", notamment dans l'entourage de Roosevelt (ici encore il s'agissait essentiellement d'intellectuels); bien sûr il se nourrissait tout particulièrement du malheur des Juifs qui accouraient par milliers d'Europe centrale — et l'on sait que les idées communistes étaient particulièrement implantées dans ces communautés (voyez le cours de Relations internationales, à la fiche A3). Mais, plus généralement, il se nourrissait, comme partout, du spectacle de ce qui se passait en Europe: comme le dit Furet sans aménité excessive, « l'inventaire américain du mal en politique est calqué sur la loi morale. Il n'est pas si complexe qu'il puisse concevoir deux tyrannies antagonistes ».

Le **pacte germano-soviétique** entraîna évidemment un retournement de l'opinion internationale envers l'U.R.S.S.: de nombreux militants et sympathisants recrutés à l'époque de la lutte contre Franco et contre Hitler s'en éloignèrent; tous les organes qui regroupaient les "compagnons de route" connurent des crises et des scissions à l'heure de l'abandon brutal de la ligne "antifasciste" pour une "ligne léniniste" passablement improbable, car on n'était plus en 1917, ne fût-ce que parce que la Révolution était désormais clairement identifiée à un pays — la soviétisation des pays Baltes et de la Pologne orientale ne faisait que le souligner. Mais peu importaient les compagnons de route à l'heure de la guerre mondiale: la dureté de la nouvelle ligne était, entre autres, un test de la fidélité des militants. Test dont le succès d'ailleurs fut impressionnant: du jour au lendemain les communistes syro-libanais redevinrent antifrançais, les communistes malais anti-britanniques, les communistes belges neutralistes, les communistes américains isolationnistes… L'appareil du Komintern fonctionnait bien!

De toute façon, les événements se succédaient si vite qu'on ne prêta sans doute pas aux événements d'août-septembre 1939 l'attention que nous pouvons leur porter désormais.

III-L'U.R.S.S. dans la seconde guerre mondiale.

A) Le cours de la guerre.

Le 22 juin 1941 à l'aube, **l'Allemagne déclencha le plan "Barbarossa"**[1]: sans avoir déclaré la guerre elle lança contre l'U.R.S.S. 70% de ses troupes, plus celles de ses alliés roumains, finlandais et hongrois. Une page fameuse de Soljenitsyne montre Staline terrifié, se terrant, confiant à ses collaborateurs: « ce que Lénine a créé, nous l'avons perdu à jamais », quittant même peut-être Moscou, et ne réapparaissant en public que le 3 juillet.

Il n'est pas impossible que ce portrait littéraire corresponde à une réalité psychologique; cependant, il serait faux de croire que l'U.R.S.S. n'avait absolument rien préparé. Certains, dont Furet, soutiennent que Staline était en train de préparer ses propres plans d'invasion pour 1942, d'autres qu'il était bien en train de se préparer pour le cas d'une invasion, mais à une guerre exclusivement offensive, une "contre-offensive immédiate", ce qui l'aurait conduit à négliger les lignes de défense — il ne concevait le socialisme que triomphant… En tout cas, les ponts frontaliers n'avait pas été minés, les fortifications construites sur la frontière soviéto-polonaise d'avant septembre 1939 (la "ligne Staline") avaient été désarmées; et au soir du 22 juin le haut commandement donna à l'armée soviétique l'ordre suicidaire de "passer à l'offensive". L'on soutient habituellement que le petit père des peuples, par paranoïa mal placée, avait refusé de prendre au sérieux les informations de plus en plus alarmistes qui lui parvenaient concernant les plans d'invasion de l'Allemagne; il avait cru à des opérations d'intoxication de la part des Britanniques, visant à lui faire ouvrir un second front en Europe[2]. Il ne perçut pas, d'une part que l'armée allemande allait attaquer plus tôt que prévu, d'autre part que la puissance déployée allait être énorme; enfin, il ne pouvait pas concevoir qu'une guerre pût avoir lieu un jour sur le sol de l'U.R.S.S.[3] Bref, moins que la lâcheté de Staline, c'étaient ses capacités militaires médiocres et son isolement au sommet du pouvoir qui étaient en cause, comme le souligna Khrouchtchev dans son rapport au XXe Congrès, en 1956. Il faut reconnaître à sa décharge

---

[1] Du nom de l'Empereur Frédéric Ier Barberousse, mort en 1190 à la troisième croisade; une légende très populaire, reprise notamment sous forme de conte par les frères Grimm dans les années 1810 et sous forme de poème par Emanuel Geibel vers 1837, puis parodiée par Heine dans son *Allemagne, conte d'hiver* en 1844, disait qu'il dormait dans à Kyffhäuser, dans la montagne du Harz, en Thuringe, et que son réveil marquerait la résurrection de la puissance allemande (le Saint-Empire venait de disparaître en 1806). Un épouvantable monument avait été construit à Kyffhäuser à l'époque wilhelmienne; le thème était resté vivant dans les droites allemandes. Par le choix de ce nom, Hitler signifiait sa volonté de renouer avec le combat contre "l'Orient" au nom de la "civilisation européenne".

[2] En avril, Churchill, alerté par Rudolf Hess, avait essayé de prévenir Staline par la voie diplomatique. En mai, l'agent secret allemand Richard Sorge (1895-1944), en poste à l'ambassade de son pays à Tôkyô, avait transmis à Moscou la date exacte de l'invasion cinq semaines à l'avance;

[3] Werth, recopiant (mal) Carrère d'Encausse, ajoute que Staline pensait aussi que de toute façon si l'U.R.S.S était agressée les prolétariats occidentaux la défendraient en se soulevant. Cette idée me semble peu convaincante: il y avait longtemps que les bolcheviks savaient que les prolétariats occidentaux n'étaient pas prêts à faire la révolution: les quelques manifestations de solidarité avec la Russie bolchevique au moment de la guerre civile avaient été des échecs.

qu'ouvrir un second front alors que le Royaume-Uni n'était pas vaincu, et sans s'assurer que le Japon allait à son tour attaquer, était une grave erreur de la part d'Hitler, une erreur quand même difficile à intégrer dans des prévisions.

Toujours est-il que dans un premier temps, **l'Armée rouge s'effondra complètement**; elle recula durant un an, jusqu'en août 1942, avec une pause et même quelques légers succès à l'hiver. Les troupes allemandes arrivèrent jusque dans la banlieue de Moscou (en mars 1942), et dans celle de Leningrad qui subit à partir de septembre 1941 un siège interminable et épouvantable (il y eut peut-être huit cent mille morts, essentiellement de faim), mais ne tomba pas; ainsi que dans les contreforts du Caucase en août 1942. Au plus fort de leur avance, elles occupaient un territoire où se concentrait 40% de la population soviétique, et sans doute une proportion égale du potentiel industriel. Cette débâcle était d'abord évidemment l'effet des grandes purges de la fin des années 1930: l'Armée rouge avait été saignée à blanc, jusqu'au début 1942 Staline fut entouré d'"analphabètes militaires" qui applaudissaient à ses erreurs stratégiques et lui en faisaient commettre d'autres; les nouveaux officiers qui avaient remplacé les victimes des purges étaient trop jeunes et manquaient d'expérience; certains furent extraits d'urgence en juin 1941 des camps où ils croupissaient. C'était aussi l'effet des incohérences de la planification, y compris dans le domaine militaire, et de certaines décisions aberrantes de Staline en matière d'armement. Certes le budget de l'armée rouge avait été multiplié par sept, et il y avait cinq millions d'hommes sous les drapeaux; le matériel était abondant, mais vétuste et dépassé.

Pour expliquer l'ampleur de la débâcle initiale, il faut ajouter que **les habitants des régions envahies accueillirent les Allemands en sauveurs**, après dix ans de terreur stalinienne (un an seulement, mais très dur, dans les anciens pays Baltes); et ce non seulement dans les régions peuplées d'allogènes (voyez au chapitre 5), mais même semble-t-il dans les régions russes — à Moscou même il y eut des manifestations (individuelles) d'anticommunisme, l'esprit de résistance ne l'emporta qu'à l'hiver lorsque les Allemands s'approchèrent de la capitale. Certains habitants des régions occupées allèrent jusqu'à s'engager dans l'armée allemande, parmi ses auxiliaires (*Hilfwillige* ou *Hiwis*) ou dans des forces supposées autonomes, mais alliées à la *Wehrmacht* (ainsi l'"armée Vlassov" ou "armée russe de libération", du nom d'un général russe de l'Armée rouge, capturé et "retourné" par les Allemands en 1942[1]). On estime que **sept à neuf cent mille Soviétiques ont combattu avec les Allemands**[2], dont cent trente mille dans la S.S.; la plupart n'étaient pas des nazis, mais des patriotes sincères, ennemis du communisme, qui avaient à choisir entre la peste et le choléra (ça n'excuse évidemment pas la complicité de certains d'entre eux dans le génocide des Juifs). Ces ralliements auraient sans doute été beaucoup plus nombreux si les nazis avaient montré moins de brutalité et de mépris pour les "sous-hommes" slaves. C'est un aspect de cette période que

---

1 Il a été fusillé par les Soviétiques en 1946.

2 Dont certains sur le front occidental après juin 1944…

l'historiographie soviétique, et l'historiographie occidentale influencée par cette dernière, passent pieusement sous silence, préférant insister sur l'ampleur de la résistance aux nazis — ampleur qui fut réelle, une fois que les Soviétiques eurent découvert que leurs nouveaux maîtres étaient pires que les anciens. La barbarie nazie renforça un consensus social et "national" qui n'était pas évident au début de la guerre.

Les **projets nazis** pour l'U.R.S.S. à long terme étaient clairs: ce devait devenir une colonie d'exploitation et de peuplement, une réserve de matières premières et d'"espace vital". Mais certains nazis rêvaient d'exploiter les ressentiments provoqués par le bolchevisme parmi les peuples allogènes de l'U.R.S.S.: notamment Alfred Rosenberg (voyez au chapitre 5). D'autres nazis, comme le général Jodl, étaient partisans d'exploiter les mécontentements sociaux, notamment dans la paysannerie. Mais Hitler s'opposa à tous ces projets: pour lui tous les Soviétiques se valaient, et vu l'avance rapide des troupes allemandes il ne voyait pas l'intérêt de rechercher l'appui des populations. Les nazis ne procédèrent même pas à la décollectivisation des campagnes (elle se fit spontanément en de nombreux endroits, notamment en Biélorussie et dans le Caucase, mais les nazis l'empêchèrent en Ukraine car ils avaient besoin de livraisons agricoles que les kolkhozes étaient mieux en mesure d'assurer car ils étaient plus faciles à contrôler).

Les principales victimes des nazis furent évidemment les **Juifs** (voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 4). Les autres nationalités furent touchés par la violence "ordinaire" des nazis, par le travail forcé, des exigences en matière de produits agricoles qui valaient bien celles des Soviétiques, etc. Les membres du P.C.U.S. payèrent aussi un lourd tribut à la répression; les prisonniers de guerre soviétiques furent particulièrement maltraités par les nazis (sur cinq millions, il en mourut trois millions trois cent mille — comme dans le cas des Juifs cette élimination, le plus souvent par la faim, le froid et le typhus, était complètement antiéconomique, elle privait l'Allemagne d'esclaves et mobilisait une partie de la *Wehrmacht* et des S.S.).

Non seulement les nazis ne parvinrent pas à tirer parti des régions qu'ils occupaient (la production agricole ne fit que diminuer; l'industrie avait été déménagée ou détruite, les mines inondées), mais il apparut rapidement des **résistances**, essentiellement à la campagne, sous formes de sabotages et surtout de maquis. La Résistance prit vraiment de l'ampleur dans l'hiver 1941-1942; en mai 1942, elle était assez importante pour justifier la création à Moscou d'un "état-major central des partisans". Les partisans, profitant des difficultés de l'Allemagne à tenir en main en même temps une immense zone occupée et plusieurs milliers de kilomètres de fornt, libérèrent eux-mêmes un certain nombre de régions, notamment en Biélorussie et en Ukraine; mais les Allemands dépeuplèrent des régions entières pour les couper de leurs bases.

L'U.R.S.S. avait des ressources et les bolcheviks s'y entendaient pour les mobiliser: même en temps de paix l'économie soviétique était « une forme *sui generis* de l'économie de guerre », selon l'économiste polonais Oscar Lange; ce fut l'une des raisons pour laquelle ce pays désorganisé par les purges survécut à une agression bien plus violente que celle qui avait abattu le régime tsariste — l'autre étant que le nazisme révulsait les Soviétiques autant que le communisme. Dès la fin juin (soit dès avant la réapparition de Staline en public), les dirigeants organisèrent l'**évacuation** systématique du potentiel économique vers les régions hors de portée de la *Wehrmacht*, l'Oural, le Kazakhstan et la Sibérie notamment. Malgré les conditions extrêmement difficiles (on travaillait sous la menace contrante de l'arrivée des Allemands), l'évacuation fut relativement bien menée, grâce aux structures du Gosplan, déjà en place, qui furent coiffées par un Conseil de l'Évacuation. Ainsi il fallut huit mille wagons pour transférer l'usine d'acier fin de Dniepopetrovsk en Ukraine à Magnitogorsk dans l'Oural… Les deux mille six cent et quelque usines démontées, déplacées et remontées furent reconverties à la production de matériel de guerre, de même qu'un grand nombre d'usines de la partie non occupée de l'U.R.S.S.: à la fin de la guerre la production militaire de l'U.R.S.S. était le triple de celle de l'Allemagne: des matériels peu sophistiquées mais robustes, et surtout produits en une abondance coûteuse (toujours la gestion extensive de l'économie) mais efficace à court terme. Entre onze et vingt-cinq millions de personnes furent évacuées aussi en 1941-1942 (parmi lesquels une partie des Juifs de ces régions — pas tous, hélas, loin de là! Il est vrai qu'en 1941 Staline ne pouvait pas deviner quel sort final Hitler leur réservait). Une bonne partie des femmes et des adolescents des villes, des paysans furent mobilisés pour l'effort de guerre (ainsi que les pensionnaires du Goulag, évidemment); bien sûr les conditions de travail se dégradèrent à nouveau, mais c'était pour une cause acceptable, et acceptée. Dans les kolkhozes les femmes remplacèrent les hommes aux champs.

L'agression allemande permit à l'U.R.S.S. de sortir immédiatement de son isolement international. Churchill, qui ne se faisait aucune illusion sur Staline mais avait désespérément besoin d'un allié, proclama, le jour même de l'invasion allemande, que « quiconque combat[tait] Hitler [était] l'ami de l'Angleterre ». Très vite **les Anglo-Saxons envoyèrent une aide économique** à l'U.R.S.S. (elle commença avant même l'entrée en guerre des États-Unis); dès novembre 1941, les premiers chars et jeeps, les premiers litres de pétrole et les premières boîtes de *corned-beef* en provenance des États-Unis arrivaient en U.R.S.S. (tous ces produits passèrent essentiellement par l'Iran, semi-protectorat britannique). Les données chiffrées à ce sujet sont évidemment des plus contradictoires; mais au total on peut dire que ces livraisons et ces prêts jouèrent un rôle important dans la victoire finale de l'U.R.S.S. En revanche, les Occidentaux tardèrent trois ans à ouvrir le second front en Europe occidentale que Staline leur réclamait obstinément depuis 1941; c'était en partie pour laisser l'U.R.S.S. s'épuiser à lutter,

presque seule en Europe, contre l'Allemagne. Pour rassurer les démocraties occidentales, le **Komintern fut dissous** en mai 1943; le mois suivant, Staline expliqua que cette dissolution ruinait les calomnies de ceux « qui affirm[aient] que les partis communistes des différents pays n'agissent pas dans l'intérêt de leur peuple mais obéissent à des ordres étranges ». Ça allait mieux en le disant… d'autant qu'à l'époque les P.C. d'Europe recevaient directement leurs ordres de Moscou par radio. L'U.R.S.S. renonça même à l'*Internationale* comme hymne national.

Finalement, l'offensive allemande se brisa sur l'immensité russe et l'incroyable capacité de mobilisation de la société et de l'économie dont les bolcheviks s'étaient révélés capables. À l'hiver 1941-1942, Hitler avait dû constater l'échec du *Blitzkrieg* et se résoudre à une guerre d'usure; il commit un certain nombre d'erreurs stratégiques (il s'obstina à tenter de prendre à tout prix Moscou et Leningrad). Dans l'été 1942, l'armée allemande ne parvint pas à franchir la Volga à **Stalingrad**[1], comme elle l'avait programmé pour le mois d'août; l'armée rouge, commandée par le général **Joukov** depuis ce même mois, tint bon durant trois mois (voyez *Vie et destin* de Vassili Grossman). En octobre l'armée allemande, épuisée, se résolut à se cantonner à la défensive en attendant le printemps. Mais fin novembre, les Soviétiques firent une percée et encerclèrent les Allemands; début février 1943, le général Von Paulus capitula: les Allemands avaient perdu huit cent mille hommes, dont deux cent mille prisonniers, les Soviétiques sans doute encore plus. Staline profita de cette première grande victoire pour s'attribuer le titre de maréchal; tout l'appareil de propagande fut mobilisé pour célébrer ce qui était présenté comme une victoire personnelle du moustachu, dans une ville qui portait son nom. Le moral des Soviétiques s'améliora.

Après Stalingrad, l'Armée rouge alla de victoire en victoire. Le blocus de Leningrad, desserré en janvier 1943, prit fin en janvier 1944. Dans l'été 1943 les Allemands tentèrent de reprendre l'offensive, mais ils furent de nouveau écrasés à **Koursk** en juillet 1943; par la suite, ils ne firent plus que reculer. Les troupes soviétiques atteignirent la frontière roumaine en mars 1944, la frontière polonaise (d'avant 1939) en juillet. Les chefs d'État des trois principales puissances alliées se rencontrèrent à Téhéran en novembre-décembre 1943, puis à Yalta (en Crimée) en février 1945: ce fut l'occasion d'organiser la fin de la guerre et surtout de redessiner la carte de l'Europe. L'U.R.S.S. avait eu **vingt-six millions de morts** (un sixième de la population) dont dix millions deux cent mille militaires (un tiers des effectifs engagés), un chiffre très élevé qui s'explique à la fois par la sauvagerie des nazis, et par le caractère très "extensif" de la guerre menée par les Soviétiques: le moustachu n'hésita jamais à sacrifier des vies, comme durant la guerre civile, et comme son pays marchait fort mal de tels sacrifices massifs de vies humaines étaient effectivement indispensables à la victoire. Les États-Unis,

[1] L'ancienne Tsaritsyne avait été rebaptisée de ce nom en 1925, parce que Staline y avait dirigé une bataille victorieuse contre les blancs. Elle est devenue Volgograd en 1961.

grâce largement aux performances techniques de leur industrie, gagnèrent la guerre sur des fronts tout aussi difficiles en sacrifiant infiniment moins de soldats.

B) Les conséquences de la guerre sur le statut et l'image de l'U.R.S.S.

La guerre transforma profondément le statut international de l'U.R.S.S.: elle en fit **un pays incontournable**. Ce fut alors que le monde prit conscience que les efforts des années 1930 avaient somme toute porté leurs fruits (à quel prix et dans quel but, cela n'était pas la question), que **Staline était arrivé à faire de son pays une superpuissance**, et le cœur d'un nouvel Empire qui s'étendait bien au-delà des frontières de la Russie tsariste. Les dirigeants soviétiques, du reste, insistaient continûment sur le fait qu'ils dirigeaient « l'un des deux grands pays du monde » (selon Molotov, en 1946): en 1945, ils tentèrent même d'exlure la France et la Chine de la négociation des traités de paix.

L'U.R.S.S. avait récupéré tous les territoires perdus en 1918-1920, sauf la Pologne centrale, la Finlande, Kars et Ardahan; mais elle avait annexé aussi la Ruthénie subcarpathique, tchécoslovaque avant-guerre, et le partage de l'Allemagne lui donna la région de Memel et de Königsberg (aujourd'hui Klaipeda, en Lituanie, et Kaliningrad, en Russie): bref, d'un point de vue occidental, l'Empire russe avait avancé de deux cent kilomètres vers l'ouest. L'armée soviétique occupait tout le centre de l'Europe et une partie des Balkans, en Allemagne elle stationnait à moins de deux cent kilomètres de la mer du Nord, en Bulgarie à cinquante kilomètres de la Méditerranée; sa puissance semblait sans limites — une telle aventure en Europe occidentale ne s'était produite qu'une seule fois, en 1815, lorsque les troupes russes avaient brièvement occupé Paris. En Yougoslavie, l'Armée rouge n'était pas présente, mais les résistants communistes étaient en train de liquider les résistants royalistes; en février 1945, le roi Michel de Roumanie (né en 1921) dut confier la direction du gouvernement à un crypto-communiste, Petru Groza[1]; en Pologne, le Comité de Lublin, constitué par les Soviétiques de kominterniens rescapés des purges soviétiques des années 1930, avait pratiquement pris le pouvoir, et le gouvernement légitime en exil à Londres était complètement marginalisé. Directement ou non, la Russie contrôlait la totalité des peuples slaves: l'ancien délinquant géorgien avait réalisé les rêves les plus fous des Tsars, sauf celui de s'emparer des Détroits. La conférence de **Yalta**, en février 1945, entérina cet état de fait, sinon un partage en forme de l'Europe[2]. Enfin, au Japon, en trois jours d'hostilités l'Union soviétique réoccupa les territoires qui avaient été pris à la Russie en 1905, plus les Kouriles méridionales.

---

1 Les élections qui suivirent furent manipulées par les communistes, comme en Bulgarie.

2 Il n'y eut pas de traité de partage de l'Europe à Yalta (c'est un mythe gaulliste), mais Churchill eut la faiblesse de jeter sur le papier, de manière informelle, quelques chiffres (sur l'influence en Pologne: 50% pour nous,

Il faut quand même souligner que cette situation cachait de graves faiblesses. L'U.R.S.S. était ravagée, son potentiel industriel était gravement atteint; les puissances occidentales la surclassaient largement du point de vue des technologies, tant civiles que militaires — l'effort de guerre avait été quantitatif, guère qualitatif, contrairement à ce qui s'était passé dans les pays occidentaux. Et puis, combien de temps le régime allait-il pouvoir tenir la population ainsi mobilisée? En réalité, le statut de superpuissance de l'U.R.S.S. ne tenait guère qu'au fait qu'elle était l'un des deux grands vainqueurs de la guerre, il était donc fragile; elle passa les quarante années suivantes à tenter de le conforter, n'y réussit pas, et en mourut.

L'U.R.S.S. était surtout devenue **un pays fréquentable**. La victoire lui valut **un immense prestige**, qui s'expliquait d'abord par l'héroïsme de la population soviétique (et des communistes dans toute l'Europe) et l'ampleur de leurs souffrances, mais ne put que rejaillir sur le régime: c'était bien le pays de Staline à qui l'Europe devait d'être sortie du cauchemar hitlérien — l'intervention américaine avait été tardive et limitée à l'ouest du continent. L'issue de la guerre sembla confirmer la **supériorité de l'économie planifiée** (que l'Allemagne nazie ait eu aussi une économie planifiée, plutôt qu'une économie libérale, n'importait plus guère: on ne voulait plus retenir que les complicités des capitalistes allemands avec le régime hitlérien): cela eut des conséquences importantes dans l'Europe occidentale de l'après-guerre, et explique en partie le manque de sens critique dont les manuels de géographie et d'économie firent preuve, jusqu'à la *Perestroïka*, envers la poésie statistique de facture soviétique.

Surtout, pour reprendre encore une expression de Furet, **la guerre "sacralisa" l'espace bipolaire construit par l'antifascisme des années 1930**. L'opération Barabarossa avait donné à la guerre « son sens universel: l'antifascisme » (Furet): tandis qu'en 1940 la victoire-éclair contre la France n'avait « rien [eu] de spécifiquement fasciste » (ç'avait été largement une répétition des événements de l'été 1914), la guerre contre l'U.R.S.S. fut essentiellement une affaire d'idéologie, des deux côtés mais d'abord chez l'envahisseur. Ce fut véritablement « une guerre nazie »; par cela même, elle permit à l'U.R.S.S. de « récupérer le drapeau qu'[elle] avait trahi, sans avoir même besoin de le vouloir ». De bourreau, son image en 1940 (notamment après la guerre d'hiver), l'U.R.S.S. devint brutalement une victime: victime, martyre bientôt, donc forcément innocente… et de toute façon alliée obligée des démocraties[1]. Il ne fut pas très compliqué de trouver des précédents historiques pour illustrer cette alliance, et au-delà la parenté

50% pour vous; en Bulgarie: 10% et 90%, etc…) que par la suite Staline affecta de considérer comme des engagements. De telles discussions sur les influences des uns et des autres dans les différents pays d'Europe avaient déjà eu lieu en octobre 1944 entre Churchill et le premier moustachu d'Europe.

[1] En 1914-1918, les Français et les Britanniques avaient combattu avec la Russie sans illusions sur le régime tsariste. Mais le discours idéologique de ce régime était inaudible en Occident, et d'ailleurs essentiellement destiné aux Russes et aux autres Slaves.

du communisme et de la démocratie: il suffisait de remonter aux Fronts populaires et à la guerre d'Espagne, très présents dans des mémoires désormais suffisamment sélectives pour oublier le massacre des anarchistes barcelonais et quelques autres petits "accidents de l'Histoire".

Même un homme aussi viscéralement antisoviétique que Winston Churchill fut obligé de composer; au moins, il ne crut pas aux bonnes intentions de Staline comme Roosevelt, affaibli par le surmenage, dans ses derniers mois. « C'est que **les guerres** en général et, plus que toute, cette guerre-là, la plus universelle de l'Histoire, simplifient à l'extrême les choix. Elles **alignent le passé** aussi **sur le présent**. Elles ne connaissent que deux camps, sous les drapeaux desquels viennent se mettre en ordre de combat non seulement les combattants et les passions, mais les idées et même les souvenirs » (Furet). Celle-ci avait été si gigantesque qu'elle contenait forcément une leçon: « d'un événement aussi gigantesque, comment ne pas penser qu'il ouvre une époque? ». Une leçon simple, morale, et forcément favorable aux vainqueurs: il fallait quand même voir ce que les vaincus avaient fait. Le retour des déportés révéla sur le nazisme des choses encore plus épouvantables que ce qu'on avait vu de ses propres yeux durant la guerre, et relança la culpabilité de n'avoir pas combattu à temps la Bête; rien d'étonnant, par compensation en quelque sorte, à ce que la participation d'un juge soviétique au procès de Nuremberg n'ait soulevé aucune protestation (voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 5)[1]. L'antifascisme, idée forte « d'un souvenir universel et peut-être aussi d'un remors collectif », était à cette époque « moins une opinion politique que le sentiment général des peuples rescapés de la sconde guerre mondiale ».

En 1945 **personne n'osait plus rappeler le pacte germano-soviétique** ni les diatribes des années 1920 contre les démocraties bourgeoises: l'U.R.S.S. avait été dans le bon camp au moment essentiel, peu importait que ce fût parce qu'on l'y avait obligée (le pacte apparaissait *a posteriori* comme une habileté, plus comme une erreur); elle avait libéré[2] Varsovie et conquis Berlin[3]. La fraternité d'armes, la reconnaissance brouillaient les souvenirs, bloquaient le raisonnement; elles déteignaient en sympathie pour une idéologie dont le caractère progressiste

---

[1] « Je me souviens de la surprise horrifiée qui a saisi l'opinion publique occidentale au début de ce dernier printemps de guerre, quand ont paru les premiers reportages sur les camps et les premières photographies de ces masses de survivants squelettiques en pyjama rayé, à côté de vastes fosses pleines de cadavres. C'est dans la dernière quinzaine d'avril 1945 que le nazisme est devenu cette entreprises criminelle que les juges de Nuremberg devaient condamner comme telle l'année suivante, à travers ses chefs. Avant 1939, les fascisme avait été un régime dont les violences, mais aussi les mérites, avaient fait l'objet de débats passionnés. Il avait eu en Occident des adversaires et des admirateurs inconditionnels, mais aussi bien des témoins et des observateurs incertains de leur propre jugement, pesant les risques et les avantages, les fautes à côté des réussites. Pendant la guerre, la force lui avait permis de couvrir les traces de ses crimes. À l'heure de la défaite, le voici au ban de l'humanité: objet d'une réprobation publique sans précédent dans l'Histoire, et privé d'excuse tirée des circonstances militaires. (…) Si bien que les peuples européens tendent naturellement à réimaginer leur passé à partir de ce que la guerre a dévoilé: l'antifascisme est devenu leur patroimine obligé ». Ailleurs, Furet explique que la découverte des camps a réduit le nazisme, pourtant nettement moins sanglant jusqu'en 1941 que le communisme, à ses trois dernières années.

[2] Le mot contraste évidemment avec l"invasion" de 1939: deux perceptions pour une réalité strictement identique.

[3] Jusqu'aux années 1980, tous les soldats soviétiques stationnés en R.D.A. portèrent sur leur cœur (enfin, ils étaient censés) la célèbre photo d'Evgueni Khaldeï (12917-1997), d'un soldat soviétique plantant le drapeau de son pays sur les ruines du *Reichstag*.

et universaliste se trouvait en quelque sorte validé par le comportement des nazis. On fermait les yeux sur le caractère exclusivement militaire de l'extension géographique du socialisme entre 1939 et 1945, sur le caractère particulièrement brutal de la "libération" de l'Europe centrale. La force était légitime puisqu'elle avait vaincu la Bête immonde; tant pis pour ceux qui n'avaient pas les moyens de pousser le même soupir de soulagement que les Occidentaux, pour ceux pour qui le triomphe de l'U.R.S.S. n'avait pas signifié précisément le triomphe de la liberté. On ne voulait rien savoir des exactions, des massacres, des viols en Allemagne et ailleurs, de la fuite éperdue des populations allemandes vers l'ouest (les Allemands étaient collectivement coupables), ni même de l'inertie étrange dont l'Armée rouge avait fait preuve face à l'insurrection de Varsovie à l'automne 1944: stationnée de l'autre côté de la Vistule, elle avait attendu l'écrasement des patriotes polonais pour reprendre sa marche. On abandonna proprement à leur sort les Baltes et les Ukrainiens, en attendant d'abandonner les Polonais et les Tchèques.

> Staline avait gagné, « c'était l'heure de son triomphe. Il n'avait pas seulement vaincu son ennemi présent, il avait aussi vaincu son passé. L'herbe se fer[ait] plus épaisse sur les tombes de 1930 dans les villages. Les neiges et les glaces au-delà du cercle polaire rester[aient] silencieuses. Il savait mieux que personne au monde qu'on ne juge pas les vainqueurs » (Vassili Grossman, *Vie et destin*, cité par Furet[1]).

C'est par là que l'on peut comprendre les prévenances, les complicités dirait-on aujourd'hui, que toute une génération eut pour le communisme soviétique, et même envers Staline. **L'antisfascisme masquait la nature du communisme**, empêchait de la penser, car « il ne défini[ssait] qu'un ennemi et non un régime »; mais en revanche il assimilait un régime à une victoire (associant au passage les passions nationales à l'universalisme révolutionnaire, par le biais de la victoire sur le militarisme allemand et sur le racialisme nazi: contrairement aux poilus de la première guerre mondiale, les partisans antifascistes n'avaient pas honte de s'être battus — contre l'Allemagne, pour leur pays, pour le progrès tout en même temps). Même aux États-Unis, le mythe antifasciste prit un moment les traits du débonnaire "oncle Joe", comme on appelait Staline; ce n'était pas destiné à durer, mais il en fut différemment en Europe occidentalle: **une génération entière assimila le communisme à une forme de démocratie** — y compris à droite, en France par exemple une certaine complicité issue de la fraternité d'armes passée a longtemps survécu entre certains gaullistes et certains communistes (l'opposition commune à la IVe République, puis à l'Amérique renforça ces liens).

> Il faut dire que la démocratie bourgeoise n'avait jamais été très fort aimée en Europe continentale; elle avait plutôt fait pâle figure dans les années 1930 et elle n'avait dû sa survie qu'à l'U.R.S.S.: dans ces conditions, l'idée communiste, revêtue

---

[1] L'avant-dernière phrase est une allusion à la voie de chemin de fer circumpolaire, construite par les zeks dans les années 1930, que j'ai évoquée au chapitre 4 à travers le souvenir qu'en gardent les nenets. Dans le roman, ce passage est placé juste après l'encerclement des armées de von Paulus à Stalingrad.

de la légitimité de l'antifascisme, se voyait ouvrir tout l'espace de la critique de la société de l'argent et du capital, de la médiocrité démocratique et de l'absence de valeurs de la société libérale; d'autant plus que l'autre grande force critique, le fascisme, avait disparu — elle ne survivait plus que par sa démonisation, propice à toutes les manipulations. Le messianisme communiste connut une seconde jeunesse (selon Furet, le marxisme-léninisme se trouva « seul bénéficiaire de l'investissement religieux dans les luttes de la cité »): pour de larges secteurs des opinions publiques ouest-européennes, la fin de la guerre semblait confirmer que la victoire définitive sur tout risque de ressurgissement de la Bête passait par le démantèlement (progressif et pacifique, ajoutait-on en France, en Italie et en Grande-Bretagne) de l'économie capitaliste: la guerre avait failli mettre fin à la démocratie, elle avait été un produit du fascisme, le fascisme était une dérive extrême du capitalisme: *ergo*… **« La guerre donn[ait]** ainsi **en exclusivité à la patrie du socialisme le plus grand rôle du répertoire démocratique: la critique de la démocratie au nom de la démocratie »**.

On n'irait pas forcément vers un régime de type soviétique, mais vers quelque chose qui ressemblerait aux *intentions* des bolcheviks: bonnes, forcément bonnes, à cause non pas des koulaks, mais d'Auschwitz.

À ces considérations, il faut ajouter que les peuples d'Europe occidentale ne souffrirent pas dans leur chair des exactions de l'Armée rouge et des drames de l'après-guerre — d'ailleurs, il faut quand même le souligner, sans commune mesure avec ceux de la guerre elle-même. N'oubliez pas les problèmes d'échelle: à l'heure où les camps s'ouvraient, on devait prêter une attention plutôt distraite à quelques dizaines de milliers de liquidations sommaines en Pologne et en Yougoslavie — ce qui se passait à l'intérieur des frontières soviétiques était inconnu[1]. **L'U.R.S.S. n'était guère connue que par sa geste**: cela faisait trois ans que, dans le secret des cuisines, l'on déplaçait des drapeaux sur des cartes d'Europe, cela avait suffi à beaucoup pour se faire une religion, notamment parmi la grande masse de ceux qui n'étaient pas particulièrement documentés sur l'Histoire de ce pays avant 1940, et de toute façon tendaient désormais à identifier à de la propagande fasciste les informations reçues à son sujet dans les années 1930 — effet désastreux de l'anticommunisme obsessionnel et borné des régimes de droite. En tout cas, **l'U.R.S.S. s'était spectaculairement installée au cœur de l'Histoire européenne**, au confluent de tous les héritages, de tous les espoirs.

---

[1] Et il n'est pas évident, soit dit en passant, que l'installation des communistes au pouvoir en Europe centrale ait été si impopulaire que ça: il faut se méfier de toutes les mémoires rétrospectivement reconstruites. L'élimination des anciennes élites, commencée par les nazis et achevée par les Soviétiques, n'a pas dû faire couler beaucoup de larmes, pas plus d'ailleurs que celle des Juifs — il y eut même des pogroms en Pologne lorsque des Juifs revenus des camps tentèrent de reprendre possession de leurs biens.

Dans ces conditions, **toute critique de l'U.R.S.S. pouvait apparaître comme une concession au fascisme**, sinon un pas vers sa réhabilitation; les bien-pensants veillaient, couvrant de leurs protestations vertueuses, et sincères, toute voix anticonformiste. Orwell dénonça cette situation dès 1945, pour son pays, cette **Grande-Bretagne** qui, tout comme la France, avait "rapatrié" en U.R.S.S. tous les Soviétiques réfugiés sur son territoire, y compris ceux des territoires annexés entre 1940 et 1945, envoyant la plupart à la mort ou au Goulag: un homme qui avait combattu sous uniforme nazi (peu importait que ce fût par force ou non — ou par indignation et par absence d'autre choix face aux atrocités staliniennes), un homme qui avait travaillé en Allemagne durant la guerre (qu'il fût prisonnier ou non), un homme qui s'était réfugié à l'étranger à l'issue de la guerre, ne pouvaient être que des nazis (voyez une note à ce sujet au chapitre 15 du cours sur la France).

En France, à cause en grande partie de l'héritage du Front populaire et du repoussoir vichyssois, il n'y eut strictement personne jusqu'à la guerre froide pour dénoncer cette situation, de même qu'en **Italie** — patrie du fascisme, encore moins fière d'elle-même donc, et où les communistes avaient pris une part importante à la lutte contre Mussolini et subi la répression fasciste: ils s'étaient là aussi retrouvés dans le même camp que les démocrates, et avaient acquis l'auréole des martyrs[1]. Le nouveau leader du P.C.I., Palmiro **Togliatti** (1893-1964), qui avait passé les années 1930 et la guerre en exil, sut capitaliser ces souvenirs: son parti rassemblait presque un tiers des voix.

IV-L'U.R.S.S. dans la période aiguë de la guerre froide (1947-1953).

A) L'U.R.S.S. dans les relations internationales.

La grande nouveauté en 1945, c'était que **l'U.R.S.S. n'était plus seule** face au reste du monde: elle avait désormais des alliés, elle était le chef de file d'un bloc. **Les pays occupés par les troupes soviétiques en 1944-1945 tombèrent tous entre les mains des communistes** locaux[2]: en Pologne, la fiction d'un gouvernement de coalition prit fin en janvier 1947, à la suite

---

[1] Le plus célèbre d'entre eux était le grand théoricien marxiste Antonio **Gramsci** (1891-1937), mort quatre jours après sa libération pour raisons de santé après une dizaine d'années en prison, notamment dans les tristement célèbres camps des îles Lipari.

[2] Pas si locaux que ça dans certains cas: en Roumanie par exemple, où il n'y avait que quelques centaines de communistes en 1945, les cadres du régime étaient des hommes en exil en Russie depuis vingt ans, des kominterniens complètement détachés de leur appartenance nationale; certains d'entre eux, notamment ceux qui étaient originaires de la Moldavie (russe avant 1914 et après 1945), n'avaient jamais connu la Roumanie. Peu importe en fait, comme le souligne Furet, que les communistes fussent peu, ou au contraire assez nombreux comme en

d'élections truquées les communistes prirent le pouvoir; le roi Michel de Roumanie abdiqua en décembre de la même année et une République populaire fut proclamée; la Bulgarie, dirigée depuis novembre 1946 par Dimitrov (l'ancien accusé du procès de l'incendie du *Reichstag*), se dota la même année d'une constitution calquée sur celle de l'U.R.S.S. En Hongrie, les communistes, qui avaient obtenu 22% des voix aux premières élections de l'après-guerre, parvinrent au pouvoir en avril 1947 dans le cadre d'un gouvernement de coalition (en théorie un "Front national" antifasciste: l'exploitation de la mémoire de l'entre-deux guerres continuait) où ils s'étaient fait attribuer les ministères de l'Intérieur et de la Défense, et dont ils éliminèrent un partenaire après l'autre sous divers prétexte et sous la pression de la police passée entre leurs mains[1]. En Tchécoslovaquie les communistes locaux, qui avaient obtenu 38% des voix aux précédentes élections et le poste de Premier ministre, occupé par Klement Gottwald (1896-1953), prirent le pouvoir en février 1948 à l'occasion de l'épisode connu sous le nom de **"coup de Prague"**, une série de manifestations de milices et de syndicats ouvriers manipulées grâce notamment à l'appui de la police et de l'armée, préalablement noyautées[2].

Enfin la Corée du nord s'organisa politiquement en 1948, et la zone d'occupation soviétique en Allemagne constitua la R.D.A. en septembre 1949 (voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 6)[3].

Tchécoslovaquie: « le principe de leur prépondérance [était] en-dehors d'eux-mêmes » — il ne résidait que dans la force militaire de l'U.R.S.S.

[1] Cette stratégie est restée sous le nom de **"tactique du salami"**: découper l'adversaire en "tranches" et les manger l'une après l'autre. Dans tous ces pays, des dirigeants de partis non communistes furent liquidés, notamment des agrariens, c'est-à-dire des représentants de la petite paysannerie (les grands propriétaires s'étaient enfuis ou on leur avait confisqué leurs domaines): c'était la force sociale la plus dangereuse pour les communistes. Ils furent généralement accusés de s'être compromis avec les dictatures de droite de l'entre-deux-guerres, ce qui n'était pas toujours faux, mais n'excusait rien de ce qui se passait en cette fin d'années 1940.

[2] En juillet 1947, l'U.R.S.S. avait déjà forcé la Tchécoslovaquie à refuser le plan Marshall, qu'elle avait initialement accepté. Le coup de Prague ne changea guère la donne géopolitique (la Tchécoslovaquie était de toute façon promise à une forme quelconque de "finlandisation" — sur ce concept voyez la note suivante), mais provoqua une grande émotion en Occident parce qu'il montrait que l'U.R.S.S entendait imposer le communisme même dans un pays où la démocratie était solidement implantée (la Tchécoslovaquie n'avait pas connu de dictature de droite dans l'entre-deux-guerres); le suicide, en mars, de Jan Masaryk (1886-1948), le seul ministre non communiste de l'équipe que le président Edvard Benes (1884-1948) avait dû nommer sous la pression des manifestations communistes, eut un retentissement particulier, car Masaryk était le fils du Président tchécoslovaque de l'entre-deux-guerres, Tomas Garrigue Masaryk (1850-1937). Benes, qui avait déjà été président au moment de Munich, donna sa démission en juin et mourut presque aussitôt.

En revanche, il convient de souligner que l'opinion publique tchécoslovaque n'était sans doute pas aussi antisoviétique qu'elle le devint par la suite: la Russie était le "grand frère slave" qui avait délivré le pays (sauf l'ouest de la Bohême), et les Occidentaux s'étaient deshonorés à Munich. Cela n'excuse pas le coup de Prague: 38%, ce n'est pas 50%, et de toute façon même une majorité n'a aucun droit à liquider la démocratie. En fait, de nouvelles élections allaient avoir lieu en mai, et tout le monde s'attendait à un recul des communistes.

[3] La **Finlande** en revanche, que l'Armée rouge n'était pas parvenue à occuper même au moment de la débâcle nazie, et à laquelle les États-Unis portaient un intérêt particulier bien qu'elle eût combattu aux côtés de l'Allemagne (voyez au chapitre 5), échappa à la soviétisation et reçut un statut hybride: diplomatiquement, ce n'était guère plus qu'un satellite de l'U.R.S.S., qui y avait des bases militaires (celle de Porkkala fut évacuée en 1956); elle dut refuser le plan Marshall, adopter une politique de stricte "neutralité" dans la guerre froide et s'abstenir de prendre aucune initiative susceptible de déplaire à Moscou.. Politiquement et économiquement, elle demeurait une démocratie libérale. Ce statut particulier lui permit de s'enrichir en devenant le principal fournisseur de l'Union soviétique en matériels occidentaux — la plupart des ascenseurs soviétiques, notamment, étaient de fabrication finlandaise; mais durant toute la guerre froide, la "finlandisation" fut une crainte récurrente des Européens de l'ouest,

Il y avait aussi les pays où la Résistance communiste avait pris le pouvoir sans que l'Armée rouge intervînt, en ayant liquidé ses adversaires dès avant la fin des combats: la Yougoslavie et l'Albanie en 1945, puis la Chine en 1949, en attendant le nord-Vietnam en 1954. **Un immense bloc continental eurasiatique était apparu** qui donnait à l'U.R.S.S. un surcroît de sécurité, même si son retard en matière atomique relativisait l'efficacité de ce glacis: elle ne touchait plus au monde capitaliste que par la Norvège et le Proche-Orient (la Turquie et l'Iran). Il lui donnait aussi le contrôle d'immenses ressources naturelles et humaines.

Les considérations que je viens de faire sont fort peu prolétariennes: plus d'un vieux kominternien dut se demander à l'époque si le socialisme avait vraiment besoin de plusieurs patries. **Pourquoi l'U.R.S.S. ne décida-t-elle pas d'annexer au moins l'Europe centrale** où son armée était toute-puissante? D'autant que les pays du "bloc de l'est", jusqu'à la mort du fatal moustachu, n'eurent guère plus d'autonomie que de simples R.S.S.: en Pologne par exemple l'homme fort du régime dans la première moitié des années 1950 était un citoyen soviétique (de nationalité polonaise certes), le maréchal Konstantin Konstantinovitch Rokossovski (1896-1968)[1]. Les économies des pays du bloc de l'est avaient adopté en tous points le modèle soviétique; le **Comecom** ou C.A.E.M., qui apparut en 1949 pour coordonner les économies du bloc de l'est, avait ses bureaux à Moscou, et la "complémentarité" qu'il avait établi entre les différents pays avait une furieuse tendance à fonctionner au bénéfice essentiel de l'U.R.S.S.[2] De

---

[1] Citoyenneté et nationalité sont deux notions distinctes en Europe orientale et l'U.R.S.S. a plutôt renforcé la distinction qu'elle ne l'a affaiblie: voyez au chapitre 5. Rokossovki était né à Varsovie, ville russe à l'époque; en 1914 il était sous-officier, mais il devint bolchevik et rallia la Garde rouge en 1917, puis l'Armée rouge où il devint général. Il fut envoyé au Goulag en 1937, puis Staline le fit libérer en juin 1941 (Grossman raconte qu'on le trouva faisant sa lessive, le visage tout gonflé après une nuit d'interrogatoire "musclé"); il obéit sans rechigner, typique en cela de ces vieux bolcheviks qui, même maltraités par le régime, refusaient de le remettre en cause, car la Révolution a ses raisons que la raison ignore. Il participa aux batailles de Stalingrad et de Koursk, fut élevé à la dignité de maréchal. De 1949 à 1956, il cumula les postes de ministre de la Défense et de vice-président du Conseil de la Pologne; autant dire que celle-ci était dirigée par un officier soviétique (russifié, de plus: il parlait polonais avec un fort accent). Il dut quitter la Pologne à la suite des troubles de 1956, et reprit sa carrière dans l'Armée rouge.

[2] En fait, cette organisation ne fonctionna réellement qu'à partir de la fin des années 1950: elle ne reçut de statuts qu'en 1959 — mais la "coopération" économique entre pays communistes était bien antérieure. Le Comecom regroupait les démocraties populaires d'Europe, y compris l'Albanie même après sa rupture politique avec Moscou (mais sans la Yougoslavie), plus la Mongolie et plus tard le Vietnam et Cuba. Ses objectifs étaient essentiellement politiques: organiser la cohérence du bloc socialiste afin d'en faire un pôle économique indépendant du monde capitaliste et de ses possibles pressions. En d'autres termes: organiser la dépendance économique de l'Europe orientale vis-à-vis de l'U.R.S.S. C'était en fait la poursuite d'un processus de satellisation économique en cours depuis 1945: dans les pays qui avaient été ses ennemis (la R.D.A., la Hongrie, la Roumanie) l'U.R.S.S. s'était livrée à un pillage organisé dans les années 1940 et au début des années 1950 (ainsi elle avait systématiquement confisqué les rails dans sa zone d'occupation en Allemagne — voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 5); avec les nouveaux États communistes elle avait signé des accords commerciaux très inégalitaires (ainsi avec la Pologne, dont elle s'était réservée une bonne part du charbon) et créé des entreprises mixtes.

Le C.A.E.M. n'était pas un marché commun ni même une union douanière, mais un organisme chargé de gérer différents accords internationaux (le plus souvent bilatéraux) conclus par branches industrielles. L'instrument de référence pour ces échanges était le "rouble convertible", qui n'était pas à proprement parler une monnaie: au début des années 1980 il y avait plus de dix mille taux différents, un par marchandise échangée — en d'autres termes il s'agissait de troc déguisé. Le système visait en particulier à spécialiser à outrance les économies des pays de l'est (pour des raisons d'économies d'échelle, mais aussi pour les rendre dépendantes les unes des autres et toutes de l'U.R.S.S.); ainsi la Bulgarie et la Roumanie avaient été spécialisées dans les productions agricoles, la Pologne dans les industries lourdes, la R.D.A. et la partie occidentale de la Tchécoslovaquie dans les industries légères et "de pointe". Le C.A.E.M. visait aussi à empêcher toute entente régionale hors de l'U.R.S.S., tout rapprochement avec les économies d'Europe occidentale. Le premier de ces deux objectifs fut un succès, le second fut un échec: après les

même le **Pacte de Varsovie**, l'organisme militaire fondé en 1955 pour faire pièce à l'O.T.A.N., était commandé par des Soviétiques et s'occupait essentiellement des intérêts militaires et géostratégiques de l'Union soviétique[1]; on peut écrire la même chose au plan politique du **Kominform**, fondé en 1947 et dont je reparlerai plus bas car ses compétences dépassaient le seul bloc communiste. Le tout, vu de Moscou, se justifiait tant par la nécessité de dynamiser le socialisme que par la volonté de dépasser les anciens clivages nationaux, appelés de toute façon à disparaître. Dans ces conditions, la logique eût voulu que l'U.R.S.S., patrie des prolétaires, s'étendît géographiquement au même rythme que le socialisme.

Mais il fallait tenir compte des réalités. Les **opinions publiques occidentales**, attachées à diverses vieilleries, se fussent peut-être inquiétées d'annexions en chaîne; la nouvelle Russie étendue jusqu'à Sofia et à Prague eût peut-être fait mauvais effet sur les cartes d'Europe (et c'était bien sur le "côté russe" de l'U.R.S.S. que toute la propagande de guerre avait insisté). **Les Alliés s'étaient quand même battus pour le rétablissement des frontières** européennes d'avant-guerre. L'on pouvait craindre des réactions modérément internationalistes en Pologne notamment, pays pour l'heure prostré mais dont on connaissait les sentiments point exagérément fraternels envers les "frères" russes, qu'ils fussent déguisés ou non en prolétaires progressistes. Et puis un "glacis protecteur", une espèce de cordon sanitaire à l'envers tenu par des armées satellites de l'Armée rouge, mais protégeant les frontières soviétiques de sa profondeur

---

troubles de l'année 1956 le C.A.E.M. dut laisser la Pologne et la Hongrie établir des liens économiques avec l'Europe occidentale.

Le C.A.E.M. a fonctionné cahin-caha jusque dans les années 1970, date à laquelle il s'est grippé, du fait de la perte de dynamisme économique de l'U.R.S.S., cœur du système, et de l'usure du modèle politico-économique. Dans les années 1980 la R.D.A. était surnommée "le treizième membre de la C.E.E."; la Hongrie et la Pologne s'endettèrent massivement en commerçant avec l'Occident, la Roumanie aussi (en partie par nationalisme anti-russe) avant de se tourner vers l'autarcie dans les années 1980. Ce fut cette "crise de la dette" qui finit par provoquer l'effondrement du socialisme en Pologne et en Hongrie après 1985 (trop endettés, ils ne parvenaient plus à rembourser; ils durent donc imposer des sacrifices à leur population; pour cela, il fallut faire des concessions politiques): ce fut l'une des clefs de l'effondrement du bloc de l'est. Ceci est un bon exemple des effets politiques du commerce international!

Vers le milieu des années 1980, les échanges internes au C.A.E.M. (qui se faisaient essentiellement entre l'U.R.S.S. et chacun des autres membres) représentaient encore 50 à 80% du commerce de ses membres (l'ouverture commerciale à l'Ouest avait vite rencontré ses limites, liées aux faibles revenus des populations et à la faible qualité des produits). Le Comecon s'est sabordé en 1991.

[1] Les signataires étaient les démocraties populaires d'Europe, exclusivement (la Yougoslavie n'en fit jamais partie; l'Albanie cessa de participer à ses activités en 1960 et s'en retira officiellement en 1968 après l'invasion de la Tchécoslovaquie): tant parce que le théâtre européen était essentiel pour les Soviétiques, que parce que des difficultés auraient sans doute déjà surgi avec la Chine. Le pacte de Varsovie était d'abord un traité d'assistance mutuelle en cas d'agression; mais les signataires s'engageaient également à prendre les mesures concertées nécessaires pour assurer leur défense commune. Concrètement, cela signifiait un haut degré d'intégration des forces militaires des pays du Pacte, organisées selon des organigrammes rigoureusement identiques (sur le modèle de l'Armée rouge évidemment), un armement standardisé, etc. Les premières manœuvres hors du territoire soviétique eurent lieu en 1961. Les fonctions de commandant en chef du pacte de Varsovie ont toujours été assumées par des Soviétiques (le premier commandant en chef fut, de 1955 à 1960, le maréchal Ivan Stepanovitch Koniev, 1897-1973). Il y avait un état-major, une force unifiée intégrée, un comité consultatif politique, etc. En revanche le stationnement de troupes étrangères du Pacte sur le territoire des États membres restait soumis à des traités bilatéraux (ainsi la Tchécoslovaquie fut obligée d'en signer un en octobre 1968).

L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968 eut lieu par le biais du pacte de Varsovie; tous les pays de l'Est envoyèrent des troupes, sauf la Roumanie qui avait à cette époque des velliétés d'"indépendance nationale". En revanche l'intervention sanglante en Hongrie en 1956 fut menée directement par l'armée soviétique, car le Pacte de Varsovie n'était pas encore opérationnel un an après sa signature, et la situation évoluant très vite les Soviétiques n'eurent pas le temps de faire semblant de consulter leur alliés.

stratégique, n'était peut-être pas inutile: la guerre avait montré qu'il était dangereux de partager une frontière avec l'Allemagne, dont on craignait la renaissance (la même logique valait pour le nouvel ennemi, l'Amérique, dont les troupes étaient présentes en Europe occidentale): deux lignes de défense valaient mieux qu'une. Enfin il y avait l'O.N.U., où une dizaine de voix étaient bonnes à prendre; de manière plus générale, l'existence d'un **"bloc" socialiste offrait à Staline tout un clavier de possibilités sur lesquelles jouer dans le concert des nations**[1].

Bref, la forme extérieure des États nationaux demeura, et même bien plus que la forme: les relations avec l'U.R.S.S. furent toujours en grande partie gérées au niveau diplomatique, sur le même plan théorique que celles avec les pays occidentaux — même si en pratique ce n'étaient que des satellites, des "vassaux" selon l'expression du président tchécoslovaque Benes au moment du refus du plan Marshall à l'été 1947: le communisme se territorialisait de plus en plus, **la logique prolétarienne le cédait de plus en plus à la logique impériale**, même si ce qui justifiait l'Empire était toujours sa mission révolutionnaire. Dans ces conditions, **des logiques liées aux héritages historiques où géopolitiques ne pouvaient que recommencer très vite à jouer**: ainsi, même communiste, la Bulgarie balkanique et danubienne, située entre les Détroits et l'Europe centrale, ne pouvait avoir tout à fait les mêmes intérêts que l'ancienne Russie qui touchait à l'Arctique et au Pacifique — et puis laisser vivre une Bulgarie indépendante, même à l'intérieur du bloc de l'est, c'était courir le risque que les logiques nationales, voire nationalistes ne finissent par réapparaître: dans tout Empire il y a des tensions entre le centre et les périphéries[2]. Jusqu'à la mort de Staline, tout cela demeura fort discret dans l'ensemble: le bloc de l'est était tenu d'une main de fer, politiquement et militairement. Il y eut cependant une exception essentielle: la **Yougoslavie**.

C'était avec l'Albanie le seul pays d'Europe qui s'était libéré sans l'aide directe de l'Armée rouge: cela donnait à **Tito** (Josip Broz, 1892-1980), le leader issu de la Résistance, un immense prestige et une grande latitude d'action[3]. La Résistance communiste de Yougoslavie avait recruté dans toutes les nationalités yougoslaves (Tito lui-même était de père croate et de mère slovène), et elle avait lutté contre le national-fascisme qui avait prospéré sur les ruines de la Yougoslavie de l'entre-deux-guerres, notamment dans la Croatie oustachie, alliée des nazis. Dans ces

---

1 Ce fut pour ces raisons aussi que l'U.R.S.S. maintint chez la plupart de ses vassaux une fiction de pluralisme poltique: de petits partis subsistèrent, soumis aux P.C. locaux; ils ne jouèrent jamais aucun rôle, sauf en Tchécoslovaquie au moment du Printemps de Prague. Pour l'exemple est-allemand, voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 6.

2 Encore les Bulgares sont-ils traditionnellement plutôt pro-russes, en partie parce qu'ils sont orthodoxes. Mais Jean-Louis Van Regenmorter fait remarquer qu'ailleurs en Europe centrale et balkanique, « la Russie souffrait d'un handicap majeur par rapport à l'Allemagne qui n'était pas méprisée même quand elle était haïe, tandis que les peuples d'Europe centrale et orientale estimaient qu'ils appartenaient à une civilisation plus ancienne que les Moscovites. Le nouvel Empire reproduisait donc sur une échelle plus large la situation qui avait miné l'ancien Empire tsariste: la domination russe ne pouvait subsister que par la peur qu'elle inspirait ».

3 Né près de Zagreb, Tito fut notamment serveur, puis serrurier. Soldat autrichien fait prisonnier par les Russes, il assista à la Révolution russe, devint commuuniste; il milita dans son pays jusqu'en 1934, puis il se mit au service du Komintern, qui l'envoya notamment en Espagne durant la guerre civile. En 1941, lança la Résistance communiste contre les Allemands.

conditions, on avait rétabli la Yougoslavie dans ses frontières d'avant-guerre, moyennant une organisation intérieure de type fédéral: cela faisait un grand pays, stratégiquement situé — avec l'Albanie, le seul pays communiste qui touchait à la Méditerranée. Il avait d'ailleurs été question de l'étendre encore, d'y adjoindre l'Albanie (après tout la moitié des Albanais vivaient en Yougoslavie) et peut-être même de la transformer en une grande fédération balkanique avec la Bulgarie (peut-être aussi la Roumanie), un peu comme la Serbie s'était transformée en Yougoslavie en 1919. Mais les Soviétiques, après avoir un moment carressé ces idées, s'étaient ravisés: Tito était déjà assez puissant comme ça[1]. En principe, il n'y avait pas à craindre en revanche une résurgence d'un nationalisme yougoslave, puisqu'il n'y avait pas de nation yougoslave: c'était un pays multinational, et Tito, qui n'était pas issu de la nation dominante en termes démographiques (les Serbes), prenait bien garde de ne pas laisser se développer un nationalisme serbe — il fit tout ce qu'il put pour affaiblir la Serbie, réduisant son territoire au maximum[2].

Tito était un communiste convaincu; mais depuis 1941 il avait toujours disposé d'une grande autonomie de décision vis-à-vis de Moscou, et il n'était pas prêt à renoncer à la toute-puissance. Il refusait également le pillage de son pays par le biais de "sociétés sœurs" telles que les Soviétiques en organisaient un peu partout dans leurs domaines. Pour l'U.R.S.S., il y avait danger de voir apparaître un deuxième centre de la Révolution mondiale, indépendant de Moscou; d'un point de vue marxiste-léniniste, ç'eût été une catastrophe car la lutte des classes ne supporte pas la division des prolétaires; d'un point de vue russe, une marge stratégique risquait d'échapper à l'Empire. En 1946-1948 les Soviétiques essayèrent plus ou moins discrètement de faire éliminer Tito par d'autres communistes locaux, mais ce furent ceux-là qui furent éliminés. **En juin 1948, le Kominform**, dont je parlerai plus bas, passa à l'offensive ouverte, **prononça**

---

1 En fait, l'histoire est plus compliquée: ils présentèrent des contre-projets tout aussi unitaires mais inacceptables pour Tito pour d'autres raisons. Passons.

2 Notamment en en détachant le sud pour en faire une République de Macédoine, qu'il dota artificiellement d'une langue distincte du serbo-croate à partir des dialectes parlés sur place; et les régions de peuplement mixte du centre de la Yougoslavie, qui formèrent la Bosnie-Herzégovine, une République fédérée sans base nationale, puisqu'on y trouvait des Croates, des Serbes et une population de langue serbo-croate et de religion musulmane que les recensements baptisèrent, à partir des années 1960, les "Musulmans" (avec une majuscule) — ce sont ceux que nous appelons aujourd'hui les Bosniaques. Enfin deux régions de Serbie où vivaient des non-Serbes reçurent une autonomie substantielle: la Voïvodine au nord et le Kosovo au sud-ouest. Sur toutes ces salades, voyez aussi le cours de Relations internationales, à la fiche A1.

En fait, il apparut quand même un nationalisme yougoslave après le schisme; on a tendance à le sous-estimer aujourd'hui que les nationalismes anciens ont repris le dessus, mais il faut savoir par exemple que dans les années 1970 plusieurs centaines de milliers de personnes, aux recensements, se déclaraient simplement "yougoslaves" et refusaient de donner plus de précision. C'était pour l'essentiel des hommes et des femmes issues de couples mixtes et à l'identité incertaine (l'effondrement de la Yougoslavie les a forcés de choisir), et cela s'explique aussi parce que la différence entre Serbes, Croates et Musulmans est purement religieuse et qu'en régime communiste la religion n'importait plus (en fait, il n'existe aucun terme pour désigner à la fois les Serbes, les Croates et les Musulmans: donc un athée de langue serbo-croate n'avait guère d'autre solution que de se proclamer yougoslave); mais c'était aussi parce qu'ils était fier d'être yougoslave: comme je l'ai déjà noté au chapitre 5, rien de tel n'apparut jamais en U.R.S.S. Ce nationalisme était fait de la fierté d'avoir résisté aux pressions d'une superpuissance, d'incarner une troisième voie entre les deux blocs, d'être la première puissance des Balkans.

la condamnation de Tito pour "révisionnisme"[1], "déviationnisme" et "antisoviétisme", dénonça en connaisseur "le caractère honteux, purement despotique et terroriste" du régime titste, et appela "les forces saines du P.C.Y. à imposer une nouvelle ligne politique à la direction". Contre toute attente, l'"agent hitléro-trotskyste" Tito ne fut pas renversé; l'Armée rouge n'intervint pas directement, elle n'avait aucune envie d'avoir à affronter une guérilla dans ce pays de montagnards teigneux.

Dans un premier temps, le régime yougoslave se durcit et la gestion économique du pays devint encore plus stalinienne: en quête de reconnaissance, Tito voulait montrer qu'il était aussi marxiste-léniniste que le moustachu. Puis, lorsque que l'image du stalinisme se dégrada, il choisit un chemin différent: à partir de la fin des années 1950, il tenta d'incarner un socialisme différent, moins rigide, moins oppressif. Ce fut la grande époque de l'"autogestion", une variante d'organisation collectiviste de l'économie qui prétendait s'inspirer de Lénine, mais descendait plutôt de Proudhon — les usines étaient censées appartenir aux ouvriers, c'étaient dans leur cadre qu'étaient élues la plupart des structures administratives du pays: un rêve de syndicaliste du XIXe siècle… Effectivement, une partie au moins du pays se développa plus vite que les pays de l'est, obligés de servir les intérêts économiques de l'U.R.S.S.; mais la Yougoslavie demeurait pauvre. Surtout, le pays était infiniment moins coupé du monde occidental que les autres pays communistes, ne fût-ce que parce que Tito avait autorisé l'émigration (surtout en direction de l'Allemagne); la répression était supportable.

Tout ceci valut à Tito **un certain prestige**, notamment dans le tiers-monde (la Yougoslavie titiste fut l'un des phares du non-alignement) et en Occident dans les années 1960, parmi les gauches qui recherchaient une alternative au socialisme de caserne sans vouloir renoncer au marxisme: Furet évoque à ce propos « le discours antisoviétique en langue soviétique », qui allait « constituer (…) tout un *genre* dans le répertoire de la passion révolutionnaire », et aussi « l'exotisme nécessaire au travail de l'imagination »… Dans ce dernier ordre effectivement, la Yougoslavie, qui ne traînait pas le même cortège de connotations dramatiques que l'U.R.S.S., précéda le Vietnam, qui lui-même précéda la Chine et Cuba. Tito fut très populaire notamment dans le P.S.U. français, dont le jeune leader, Michel Rocard, consacra à l'autogestion yougoslave un ouvrage enthousiaste. Enfin les Américains aidèrent tant qu'ils purent, quoique toujours discrètement, ce pays qui empêchait l'U.R.S.S. d'avoir des bases en Méditerranée.

---

[1] Un mot du vocabulaire léniniste, forgé vers 1900 au cours de polémiques avec Kautski et d'autres socialistes allemands — l'équivalent, dans la religion communiste, d'"hérésie".

L'affaire yougoslave se solda par une reprise en main brutale des autres pays d'Europe centrale: ce fut comme une espèce de deuxième soviétisation de ces pays. Un peu partout, les équipes mises en place à la Libération, et composées en partie de résistants, furent éliminées pour "titisme" à l'occasion de **procès staliniens** où d'anciens kominterniens, combattants des brigades internationales, avouèrent sous la torture qu'ils travaillaient pour les services secrets occidentaux en même temps que pour le "traître Tito"; et remplacées par des équipes sans autre légitimité que d'avoir été nommées par Moscou, donc plus aisées à contrôler. Les premiers eurent lieu en Albanie au printemps 1949. En Hongrie, le Premier ministre de l'après-guerre, Laszlo **Rajk** (né en 1909, ancien des Brigades internationales), fut condamné à mort et exécuté en septembre 1949, tandis que d'autres comme Janos Kadar (1912-1989) étaient emprisonnés; en décembre, ce fut le tour du Bulgare Trajcho (ou Traïko, ou Traïtcho) **Kostov**, secrétaire du Comité central du P.C. de son pays, d'être exécuté; en novembre 1952, onze dirigeants communistes tchécoslovaques furent exécutés, dont Rudolf **Slansky**, tandis qu'Artur **London** était condamné à la prison à vie[1]. En Pologne, Wladyslaw Gomulka (1905-1982), qui occupait le même poste que Kostov, le perdit en 1948, puis fut placé en résidence surveillée en 1951.

Ainsi le schisme yougoslave demeura circonscrit; et comme la Yougoslavie était quand même un pays d'importance secondaire, par la suite Moscou put se permettre d'à peu près l'ignorer. Il n'empêche que le ver était dans le fruit, dès les tout débuts de la guerre froide: il n'y avait plus une, mais *deux* versions du marxisme-léninisme réel. **Moscou n'était plus tout à fait la Mecque incontestée du socialisme**: l'hérésie, jusque-là cantonnée aux barbichus inoffensifs de la IVe Internationale, avait gagné un État. En mai 1955, Khrouchtchev reconnut officiellement cet état de fait en se réconciliant avec Tito et en se rendant en visite officielle à Belgrade.

---

[1] Slansky et London était juifs, comme neuf autres de leur treize compagnons (et la Roumaine Anna Pauker, arrêtée en 1953 mais sauvée par l'extinction de la grande moustache): les procès de la fin de l'ère stalinienne, surtout à partir de 1951, avaient **une forte connotation antisémite**, à relier évidemment à ce qui se passait en U.R.S.S. au même moment avec notamment l'affaire des blouses blanches (voyez au chapitre 4). L'un des chefs d'accusation favoris de ces procès était celui de "sionisme": au début des années 1950, ce mot était déjà synonyme de "complicité avec l'impérialisme américain".

Artur London (1915-1986) avait représenté les Jeunesses communistes tchécoslovaques à Moscou dans les années 1930; il avait pris part à l'épopée des Brigades internationales (on l'accuse aujourd'hui d'avoir prêté la main à diverses brutalités contre les trotskystes et les anarchistes), puis à la résistance française, dans le réseau de la "Main-d'Œuvre immigrée", lié au P.C.F. (c'est de ce réseau qu'il est question dans *L'affiche rouge* d'Aragon); il avait été déporté à Mauthausen. Tout ceci en avait fait une figure connue en Occident, où il tenta de se fixer (en Suisse) après la guerre; mais après le coup de Prague, à la suite d'une campagne d'opinion qui l'accusait (à juste titre) d'être un agent de Moscou, il dut revenir dans son pays natal où il reçut le poste de vice-ministre des Affaires étrangères. Pour toutes ces raisons, son procès fit du bruit à l'Ouest. Après la mort de Staline il fut réhabilité; en 1963 il regagna la France, où en 1969 il publia *L'aveu*, le récit de sa vie: cet ouvrage, et surtout le film qui en fut tiré deux ans plus tard avec Yves Montand, ancien communiste, dans le rôle principal, eurent un grand retentissement en France (voyez plus bas). Il obtint la nationalité française en 1972.

Rudolf Slansky (Rudolf Salzmann, 1901-1952) était membre du P.C.T. depuis l'origine; contrairement à London, il ne quitta son pays qu'après Munich. Il organisa de Moscou la Résistance slovaque et se retrouva secrétaire général du P.C.T. à la Libération. C'était alors un tenant de la ligne la plus dure: à Slarszka Poreba, il fut l'un des plus fervents jdanoviens; il joua un rôle décisif dans le coup de Prague et dans la très brutale répression qui suivit, notamment contre les hommes d'Église. À la fin des années 1940, il avait commencé à purger le P.C.T. et le gouvernement tchécoslovaque de ses éléments "bourgeois" (un premier procès eut lieu en 1950), avant que le piège du stalinisme ne se refermât sur lui. Bref, une belle crapule.

Avec le monde capitaliste les principes des Soviétiques n'avaient pas changé. Staline était imprégné d'une lecture "mécaniste" du monde, selon l'expression de M.P. Rey: une lecture à la fois manichéenne et historiciste, passablement paranoïaque (l'agressivité du monde capitaliste était un dogme), au service d'une stratégie d'extension tous azimuths et par tous les moyens — le soulèvement des prolétariats occidentaux éventuellement, le renforcmeent de l'U.R.S.S. et de son camp de plus en plus à partir du recul de la vague d'agitation ouvrière de 1947-1948[1]: « un internationaliste est quelqu'un qui sans aucune réserve, de manière inconditionnelle, ouverte, honnête, est prêt à défendre et à protéger l'U.R.S.S., car l'U.R.S.S. constitue la base du mouvement révolutionnaire », avait-il déjà déclaré en 1927.

Les relations de l'U.R.S.S. et du reste du monde étaient toujours gérées à deux niveaux différents: celui des États, celui du mouvement communiste et de ses satellites. La priorité demeurait l'Europe, à cause de son importance historique, économique et politique, et du potentiel déstabilisateur que représentaient les prolétariats mécontents en ces années de ruine; mais vers 1947-1947 les États-Unis devinrent l'ennemi "archétypal", tandis que l'Europe occidentale était perçue comme un espace "marshallisé" et décadent.

Au niveau des États, les relations se dégradèrent très vite avec les États-Unis et leurs alliés, dès 1945: les premières tensions furent provoquées par les pressions soviétiques en Iran[2], en Turquie [3]et en Grèce[4], qui s'expliquaient davantage par des logiques géopolitiques (se

---

[1] En fait, l'U.R.S.S. n'a pas vraiment appuyé les grèves en France et en Italie (voyez le cours sur la France, au chapitre 15); elles furent plutôt conçues comme une démonstration de force que comme l'aube d'une révolution. Dès 1945, Staline avait plus ou moins fait son deuil de la Révolution en Europe occidentale, à l'issue d'une analyse pragmatique des rapports internes aux Résistances et de la puissance américaine.

[2] Pendant la guerre, en 1941, les Soviétiques avaient occupé le nord-ouest du pays, c'est-à-dire l'Azerbaïdjan méridional et le Kurdistan septentrional: en décembre 1945 ils y avaient proclamé deux Républiques "autonomes" satellites. Ils avançaient ainsi vers l'océan Indien et vers son pétrole (même si les régions occupées elles-mêmes n'en comptaient guère). Les Occidentaux firent appel au Conseil de Sécurité de l'O.N.U., puis négocièrent directement avec les Soviétiques pour que ceux-ci retirassent leurs troupes, contre des concessions pétrolières; ce qui fut fait en mars 1946. Fin 1946, l'Iran dénonça l'accord pétrolier et l'armée du Shah reprit le contrôle de la région; Staline renonça à soutenir ses fantoches, auxquels il avait pris la précaution de ne pas décerner le label de "socialistes", et abandonna à son sort le parti communiste local, le Toudeh.

[3] À la fin de la guerre, à Potsdam notamment, Staline réclama bruyamment les districts de Kars et d'Ardahan, devenus turcs en 1921 (voyez au chapitre 5), et une "participation à la défense des détroits". La Turquie, qui était resté neutre durant la guerre, refusa. Directement menacée par le retour de l'U.R.S.S. aux vieilles logiques russes de l'élan vers les mers chaudes, elle se rapprocha très vite des États-Unis: dès mars 1947, avant l'annonce du plan Marshall, elle reçut d'importants crédits.

[4] La Grèce avait un problème du même ordre. que la Turquie, mais en plus grave. Elle avait été occupée par l'Allemagne de 1941 à octobre 1944: à cette date les Britanniques, puissance tutélaire avant-guerre, avaient débarqué un corps expéditonnaires qui avait réinstallé au pouvoir la monarchie. Mais les communistes locaux, puissants parmi les mouvements de Résistance, ne l'entendirent pas de cette oreille et déclenchèrent une guerre civile à partir d'octobre 1946. Ils n'étaient pas tant soutenus par les Soviétiques eux-mêmes que par les Yougoslaves; mais Staline, tout en reconnaissant le gouvernement royaliste, lui réclamait une base navale en Thrace. Tout cela ressortait de la classique course aux mers chaudes — à ceci près que Tito n'agissait pas pour le compte de Staline, mais avant 1948 il n'était pas facile de s'en rendre compte. La guérilla grecque ne fut vaincue qu'en 1949; entre-temps, les Britanniques avaient passé le relais aux Américains, là aussi dès avant l'annonce du plan Marshall. Ces affaires gréco-turques furent directement à l'origine de la doctrine Truman du *containment* (voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 7).

rapprocher des mers chaudes) que par des logiques idéologiques — celles-ci jouèrent un rôle plus important dans les grèves à coloration insurrectionnelle qu'en 1947 appuyèrent les partis communistes français et italien (voyez le cours sur la France, au chapitre 15). Les Occidentaux ne se laissèrent pas déborder, même à ces moments d'extrême tension que furent la **crise de Berlin** en 1948-1949 (voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 5), puis la **guerre de Corée** en 1950-1953[1]. Le bloc communiste, sous la houlette de Moscou, entra dans des logiques obsidionales d'isolement et de tension très comparables à celles de l'U.R.S.S. de la fin des

---

[1] La Corée, colonie du Japon de 1910 à 1945, avait été occupée en 1945 par les Américains (au sud du trente-huitième parallèle) et par les Soviétiques (au nord); c'était un pays très pauvre, qui avait été durement exploité mais pas ruiné (on ne s'y était pour ainsi dire pas battus). Il y avait eu des tentatives pour en faire un mandat de l'O.N.U., mais elles avaient très vite échoué et l'année 1948 avait vu la naissance, au nord, d'une République populaire dirigée par le maréchal Kim Il-Sung (1912-1994), et au sud, d'un régime au départ démocratique mais qui se transforma très vite en dictature, celui de Syngman Rhee (Lee Seung-Man dans une autre transcription, 1875-1965), vétéran de la Résistance antijaponaise et homme très lié aux États-Unis où il avait fait ses études. Pour les Soviétiques, la Corée représentait un prolongement naturel, au sud, du littoral du Pacifique nord que la Russie avait fait passer dans son orbite depuis le XVIIIe siècle (la Mandchourie eût encore mieux convenu, mais les Soviétiques l'avaient rendue à Mao). Pour les Américains, il s'agissait, depuis la victoire des communistes en Chine en 1949, de la dernière région continentale de l'Asie nord-orientale où subsistait un régime pro-occidental.

En juin 1950, les troupes de Kim Il-Sung franchirent brutalement le trente-huitième parallèle et envahirent le sud, où les Américains n'avaient maintenu qu'une mission militaire de cinq cent hommes. On ne sait pas encore très précisément à quel niveau cette agression fut décidée: Staline donna-t-il des ordres ou au moins un accord formel, ou seulement des encouragements imprécis que Kim Il-Sung se serait chargé d'interpréter à sa manière? L'homme à la moustache, fort des succès de Mao en Chine, crut-il que la marée du communisme en Asie était désormais impossible à arrêter (tout particulièrement en Corée où le régime du sud était très faible)? La Chine communiste venait de remettre la main sur le Tibet sans aucun problème malgré le protectorat britannique, les communistes étaient de plus en plus forts au Vietnam français… On ignore aussi le rôle joué par Mao (la Chine était l'ancienne puissance "suzeraine" de la Corée). Il est étrange, en tout cas, que Staline se soit ainsi brutalement départi de sa prudence habituelle — à moins qu'il ne l'ait fait pour renforcer la Corée communiste face à une Chine dont il se méfiait peut-être déjà.

Les Américains réagirent avec habileté: dès le lendemain du déclenchement de l'offensive nord-coréenne ils exigèrent que le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. fût convoqué. Les Soviétiques pratiquaient alors la "politique de la chaise vide" pour protester contre le refus des Occidentaux d'admettre la Chine populaire. Le Conseil, réduit à ses quatre membres occidentaux (dont la Chine de Jiang Jieshi), constata l'agression et donna mandat aux États-Unis d'intervenir militairement; le général Douglas McArthur (1880-1964) fut nommé commandant en chef du corps expéditionnaire; c'était un vétéran de l'armée américaine (général depuis 1918, chef de l'état-major américain de 1930 à 1945, à la retraite depuis 1937, il avait repris du service en 1941). L'armée sud-coréenne s'était révélée incapable de résister et début septembre elle ne tenait plus que la région de Pusan à l'extrême-sud. La contre-offensive des Américains fut rapide: ils bombardèrent le Nord, débarquèrent à Inchon près de Séoul, délivrèrent Séoul en septembre. En octobre ils franchirent le trente-huitième parallèle, et au mois de novembre ils approchaient de la frontière sino-coréenne, marquée à l'ouest par le fleuve Yalou.

Entre-temps, en octobre la quatrième armée chinoise était entrée en scène, sous les ordres de Lin Biao. Présentées officiellement comme des "volontaires", ces troupes chinoises bénéficiaient d'une assistance soviétique en armes, avions et conseillers techniques. Ils bousculèrent le corps expéditionnaire et reprirent Séoul en janvier 1951. McArthur proposa alors de bombarder la Mandchourie à l'aide de bombes atomiques; c'était aller bien plus loin que le *containment* défini par Truman, se lancer dans le *roll back* demandé par Foster Dulles (voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 7) et risquer une troisième guerre mondiale. Truman refusa: il ne voulait pas prendre le risque d'un affrontement continental, voire mondial, qu'il n'était pas sûr de remporter (les Européens avaient fait savoir que leurs économies et leurs opinions publiques n'étaient pas prêtes; les Soviétiques avaient la bombe atomique, ce qui signifiait un conflit infiniment plus sanglant que tout ce qui avait précédé). Finalement, en avril 1951, le président Truman releva McArthur de son commandement, et le remplaça par le général Rigdway. Entre-temps, les choses se stabilisaient peu à peu en Corée où aucun des adversaires n'avait les moyens de l'emporter militairement: les Américains avaient la supériorité aérienne et les communistes celle du nombre. Le front finit par se stabiliser à proximité du trente-huitième parallèle. Des négociations s'engagèrent en juin 1952; en juillet 1953, après la mort de Staline, elles aboutirent à l'armistice de Panmunjom, un village situé sur le front à proximité de Séoul. La paix n'a toujours pas été signé et les deux Corées ne se sont toujours pas reconnues mutuellement, même si contrairement aux deux Chines elles admettent que des pays aient des relations diplomatiques avec l'une et l'autre. Un régime stalinien préhistorique sévit encore au Nord, où la population meurt de faim (au sens propre).

années 1920, à ceci près que la situation était un peu plus équilibrée au profit des pays socialistes, et que la course aux moyens de destruction massive faisait peser l'inquiétude d'une éventuelle troisième guerre mondiale. En tout cas, les impérialistes s'étaient révélés plus unis que jamais: il n'était pas possible d'epsérer jouer de leurs contradictions.

Dans l'ensemble, dans ces années de tension **l'U.R.S.S. demeura remarquablement prudente**: elle cessait de pousser ses avantages dès qu'un conflit ouvert, non strictement localisé, menaçait d'éclater. Elle était malgré tout affaiblie par la guerre, elle devait gérer un immense Empire: il lui fallait du temps pour digérer ses conquêtes; et puis la supériorité des États-Unis en matière d'armement était écrasante[1]. Ainsi Staline s'abstint de faire tirer sur les avions américains qui ravitaillaient Berlin-ouest assiégée. Les communistes chinois aussi avaient à se plaindre quelque peu de sa prudence: mais le moustachu paranoïaque craignait une intervention dans un pays, la Corée, dont il pensait que les États-Unis le considéraient comme faisant partie de leur zone d'influence.

Au niveau du mouvement communiste, il y eut une nouvelle tentative d'éablir un organe de coordination: le **Kominform** naquit en septembre 1947, en réaction au plan Marshall (destiné au départ à toute l'Europe). La réunion inaugurale eut lieu à Szklarska Poreba en Pologne. Il ne s'agissait pas à proprement parler d'une résurrection de la IIIe Internationale, mais d'un organisme plus modeste dans ses objectifs (c'était officiellement un "bureau d'information" destiné à permettre l'échange d'expériences et la coordination des actions des différents P.C.) et beaucoup plus limité dans l'espace: les seuls partis représentés, en-dehors de ceux du bloc de l'est (moins l'Albanie), étaient le P.C.F., dont les dirigeants se firent vertement tancer pour "crétinisme parlementaire" (voyez le cours sur la France, au chapitre 15), et le Parti communiste italien: les deux seuls partis communistes de masse d'Occident. Il s'agissait avant tout d'organiser l'action en Europe de l'ouest, enjeu essentiel de la guerre froide qui commençait — le rapport que Jdanov présenta à Szklarska Poreba fut l'un des textes fondamentaux où s'exprima la conception stalinienne de la guerre froide: le monde irrémédiablement divisé en deux camps, d'un côté celui du socialisme, de la démocratie et de la paix, de l'autre celui de l'impérialisme; le P.C.U.S. "modèle et guide" du mouvement communiste; les communistes invités à choisir leur camp et à rompre toute coopération avec les forces impérialistes, y compris les "socialistes de droite" — sans toutefois revenir tout à fait aux tactiques "classe contre classe" des années 1920: les compagnons de route étaient décidément bons à prendre.

Le Kominform fonctionna quelques années (à l'origine il était prévu que son siège fût à Belgrade, mais pour cause de schisme il s'installa finalement à Bucarest): il édita des brochures et une revue hebdomadaire. Il coordonna différentes campagnes de manifestations

---

[1] L'U.R.S.S. eut la bombe A en 1949, et la bombe H en 1953; mais les États-Unis conservaient une solide avance dans le domaine des armements atomiques. En revanche les Soviétiques étaient en état de nette supériorité pour ce qui concernait les armements classiques en Europe.

antiaméricaines, contre le plan Marshall ou contre la guerre de Corée; il finança les Partis occidentaux. Sa deuxième conférence se tint à Bucarest en juin 1948: ce fut alors que Tito fut "excommunié". La troisième et dernière eut lieu à Budapest en novembre 1949; puis Staline cessa de réunir ces grand-messes, ce qui ne voulait pas dire que le Kominform avait cessé de fonctionner. Mais **le Kominform** ne survécut pas à la mort du dictateur: il **disparut en avril 1956**, deux mois après le XXe congrès du P.C.U.S. (celui du rapport Khrouchtchev). Il fut remplacé par des conférences internationales périodiques, de plus en plus formelles, dont la dernière eut lieu en 1969.

Parmi les activités du Kominform et des autres éléments du "système" soviétique, il faut évoquer à nouveau l'espionnage (ce fut l'apogée des activités des "cinq de Cambridge"), et aussi la manipulation de différents mouvements progressistes destinés à mobiliser les "idiots utiles" d'Europe occidentale. Le plus connu est le **Mouvement mondial de la Paix**, issu d'un "Congrès mondial des Intellectuels pour la Paix" qui s'était réuni en août 1948 à Wroclaw (l'ancienne Breslau, en Pologne; Aragon en avait été le secrétaire), puis salle Pleyel à Paris en 1949. Le président en était un autre Français, le célèbre physicien atomiste Frédéric Joliot-Curie (1900-1958, gendre des époux Curie prix Nobel de chimie 1935 pour la découverte de la radiactivité artificielle, membre du P.C.F. depuis 1942, premier directeur du C.N.R.S. et père du C.E.A. jusqu'à sa mise à l'écart pour raisons politiques en 1950) — l'opposition à l'atome militaire était l'un de ses principaux fonds de commerce des sous-marins de l'U.R.S.S., laquelle avait pourtant déjà l'arme atomique. Ses structures dirigeantes, qui dépendaient directement du Département international et du Département d'Agitation et de Propagande du P.C.U.S., furent expulsées de Paris en 1951, puis de Vienne en 1957, pour "désinformation"; elles finirent par échouer à Helsinki en 1968.

Le Mouvement mondial de la Paix lança notamment le célèbre **appel de Stockholm** (en mars 1950), dont l'objectif était de neutraliser partiellement l'avantage des États-Unis en matière atomique en délégitimisant l'usage des armes atomiques par l'Occident auprès de larges fractions des opinions publiques occidentales. Il aurait été signé par cinq cent millions (???) de personnes dans le monde, pas toutes prosoviétiques, dont le jeune Jacques Chirac. Plus largement, l'objectif était de neutraliser l'Europe occidentale, en attendant de pouvoir la conquérir, en jouant sur le pacifisme, sur le désir de réunification en Allemagne, etc. Le Mouvement de la Paix s'opposa aussi au réarmement de l'Allemagne, à la C.E.D., aux troupes de l'O.T.A.N. en Europe, aux guerres coloniales, plus tard à l'intervention américaine au Vietnam, etc. ses dirigeants avaient également une activité d'espionnage au profit de Moscou.

B) L'image de l'U.R.S.S. hors de ses frontières.

Dans deux régions du monde l'image de l'U.R.S.S. s'effondra littéralement en quelques mois: dans les **pays du bloc de l'est** d'abord, dès que l'on put constater la réalité des relations qu'elle imposait à ses alliés, et que décidément la Russie, même déguisée en puissance progressiste, n'était capable d'offrir au monde qu'une régression dramatique dans l'ordre du progrès politique aussi bien que dans celui du développement économique. Dans ces conditions le sentiment national ne pouvait que renaître; on n'en vit cependant pas les effets concrets avant la révolution hongroise de 1956 — la révolte des ouvriers de Berlin-est en juin 1953, que je traite en détail dans le cours sur l'Allemagne (au chapitre 5), naquit de problèmes sociaux.

Aux **États-Unis** aussi l'image positive de l'U.R.S.S. ne survécut pas à l'entrée en guerre froide. Dans ce dernier pays, il parut très vite évident à tous que le régime de l'U.R.S.S. était fondamentalement de même nature que le régime nazi (l'association datait des années 1930 et n'avait été que très provisoirement oubliée durant la guerre); il revint à la philosophe Annah **Arendt** (1906-1975) de donner une base théorique à cette perception, dans le livre fondamental qu'elle publia en 1951: *Les origines du totalitarisme*[1]. Dans cette évolution rapide de la perception du communisme, différents facteurs avaient joué: le témoignage de ceux des réfugiés en Occident que Staline ne parvint pas à rapatrier de force (ils furent bien plus écoutés en Amérique, terre d'exils, qu'en Europe); le spectacle des procès, de la *jdanovchtchina* et de l'antisémitisme croissant du régime stalinien. Les historiens américains purent travailler sur la réalité soviétique des années 1920 et 1930 à partir des **archives de Smolensk**, une ville de Russie (à la frontière biélorusse), confisquées par les nazis, puis retrouvées en Allemagne occidentale à la Libération, et conservées aux États-Unis. Elles constituèrent jusqu'à la Parestroïka la seule source des chercheurs occidentaux sur le fonctionnement quotidien du système soviétique dans les années 1920 et 1930. Tout ceci ne laissait nulle place au doute quant au caractère "progressiste" et "démocratique" de l'U.R.S.S.

---

[1] Annah Arendt était née en Allemagne dans une famille juive; ancienne élève de Martin Heidegger et de Karl Jaspers, elle avait quitté son pays en 1933 pour la France, puis pour les États-Unis en 1941. Intéressée par l'expérience sioniste dans les années 1930 (encore que le caractère fondamentaleùent nationaliste l'en inquiétait un peu), elle fut une des premières personnes à percevoir, à dénoncer publiquement (dès 1943), et après-guerre à tenter de penser le caractère central de l'antisémitisme dans l'idéologie nazie: elle était très isolée en cela dans une époque à peu près indifférente au malheur juif, en partie parce qu'il n'entrait pas dans les cadres mentaux du marxisme.

Ce fut ainsi qu'en 1943 elle conçut le projet d'un livre pour tenter de comprendre l'inutilité (écnomique notamment) du massacre des Juifs: en choisissant cet angle d'analyse, elle se donnait les moyens de penser ce que le nazisme avait d'inédit dans l'Histoire humaine, au lieu de ressasser les vieilles catégories héritées de l'Histoire du XIXe siècle. Elle commença à chercher du côté du nationalisme, mais très vite, vers 1945, elle se rendit compte qu'elle ne pouvait penser le nazisme sans interroger parallèlement l'autre grande nouveauté du siècle, le communisme. Ce fut alors qu'elle introduisit dans son projet de plan la notion de "totalitarisme"; elle construisit la troisième partie de son ouvrage autour d'une réflexion sur le déracinement et la déshumanisation des masses populaires dans les sociétés modernes, et sur l'exploitation de ce désarroi par les ennemis de la liberté et de la citoyenneté au sein de la tradition démocratique moderne. C'est à Annah Arendt que l'on doit aussi le concept d'idéologie au sens où je l'emploie dans ce cours: « un système fermé d'interprétation de l'Histoire qui dénie tout sens à l'action créatrice de l'hompme » (Furet); et l'établissement d'un lien direct entre l'idéologie et la Terreur, son instrument naturel et consubstanciel pour liquider le corps social.

Bien entendu, ce qui précède n'a nullement pour but d'excuser la psychose de guerre et l'hystérie anticommuniste qui saisirent les États-Unis à la fin des années 1940 et au début des années 1950, ni les méthodes proprement staliniennes auxquelles alors certains eurent recours (sur le **maccarthysme**, voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 4). Lutter contre le communisme était indispensable et légitime, lutter pour la démocratie avec les armes des ennemis de la démocratie était le pire service qu'on pût rendre à celle-ci.

L'image de l'U.R.S.S. s'effondra très vite aussi en R.F.A., à cause de ce qui se passait en R.D.A.; en Scandinavie, à cause de ce qui se passait à deux pas de l'autre côté de la Baltique; et en Grande-Bretagne: ce pays est trop attaché à la démocratie et au libéralisme pour entretenir longtemps des illusions sur un régime comme celui de Staline; dans ce pays même les gauches les plus extrêmes n'ont jamais été prosoviétiques — on leur colle généralement l'étiquette de "trotsksistes", mais il s'agit d'une espèce particulièrement libertaire. Dans ce pays, dans l'immédiate après-guerre George Orwell donna deux analyses définitives du communisme: *Animal Farm*, allégorie animalière parue en 1945, et surtout *1984* (roman paru en 1949, mais rédigé en 1948 — la date est simplement inversée). Il est vrai que le communisme n'y était pas explicitement nommé: ce qui, avec une bonne dose de mauvaise foi, permit de les lire, en France notamment, comme des attaques contre "les dictatures" en général.

En **France** et en **Italie** en revanche, l'illusion persista tout au long de la période stalinienne dans de larges secteurs de la population: des secteurs minoritaires, mais importants de par leur poids dans les luttes sociales (les ouvriers) et dans le débat politique (les intellectuels). En Italie, le Parti communiste réunissait régulièrement 30% environ des suffrages aux élections et écrasait le reste de la gauche — mais le reste de la population ne voulait d'eux à aucun prix: cette situation assura à la droite modérée démocrate-chrétienne une extraordinaire rente de situation qui lui permit de se maintenir au pouvoir durant quarante ans. Dans les milieux intellectuels les illusions "progressistes" sur le communisme persistèrent très longtemps — il y eut pourtant des courageux pour reprendre les analyses d'Annah Arendt, notamment Raymond Aron en France, mais ils demeurèrent très isolés et les bien-pensants les couvrirent de boue (voyez le cours sur la France, au chapitre 15).

Dans ces deux pays, l'analyse du rapport à l'U.R.S.S. pose problème: en effet **l'engagement communiste n'était plus aussi étroitement lié au philosoviétisme que dans les années 1920**. Depuis l'époque des Fronts populaires et des Résistances, les partis communistes, en devenant des partis de masse, avaient largement repris l'héritage des gauches des générations précédentes — les patrons n'étaient pas devenus des anges: pour beaucoup de militants, les P.C. et les syndicats communistes étaient tout simplement les groupes de pression les plus efficaces pour les faire céder. Le communisme dans ces pays était une attitude d'opposition, non le masque d'un pouvoir; il était étroitement lié aux luttes sociales, non à la

construction d'une utopie par la violence; son terreau était la vieille gauche, largement humaniste et réformiste, non les minorités extrémistes et violentes[1]. Chez ces militants, la majorité sans doute, l'attachement à l'U.R.S.S. était quelque chose de secondaire; ce qui ne vaut pas dire qu'il n'était point fort, car la presse et les cadres des partis communistes, bien plus prosoviétiques que les militants (quoiqu'un tout petit peu moins en Italie), faisaient toute une propagande, et que le philosoviétisme était fort aussi parmi les intellectuels progressistes en vue, communistes ou compagnons de route, qui dominaient complètement la scène culturelle. Ce qui suit, et qui est à nouveau démarqué des analyses de Furet, doit donc être pris avec précaution: aujourd'hui encore, beaucoup d'anciens communistes ne comprennent pas pourquoi tout le monde leur fait le reproche d'avoir été prosoviétiques alors qu'ils n'ont pas le souvenir d'avoir dit grand-chose à ce sujet, mais en revanche d'avoir vaillamment défendu les intérêts des travailleurs face aux patrons, et de la France et de l'Italie face à la puissance américaine[2]. Ce qu'on leur reproche, c'est d'avoir laissé dire, d'avoir validé les discours prosoviétiques par conformisme, par illusion, par "bêtise" (au sens que j'ai employé plus haut); de s'être commis, même pour de bonnes raisons, avec de bien moins démocrates, de bien moins progressistes qu'eux-mêmes — c'est sur ces derniers que je vais me concentrer à présent: avant tout sur les faiseurs d'opinion, de consensus, donc les intellectuels.

Le communisme n'était pas une expérience directe (comme en Pologne) ou proche (comme en R.F.A.): la sympathie pour l'U.R.S.S. pouvait donc se parer encore des charmes de l'idéologie et de l'illusion. Surtout, dans ces pays **les zélateurs de l'U.R.S.S. jouaient sur la sensibilité antifasciste** dont j'ai décrit plus haut la formation, sur les souvenirs du Front populaire en France, sur ceux de la lutte contre le régime mussolinien en Italie — ils exploitaient les épopées des gauches nationales au profit de la "patrie du socialisme", censée être l'héritière de tous les combats des gauches européennes. À partir de 1947, cette sensibilité joua quand même dans un sens bien plus étroit qu'avant-guerre: à l'époque de Jdanov, les seuls "compagnons de route" acceptés étaient ceux qui acceptaient de se subordonner entièrement à la défense de l'U.R.S.S. Il n'y avait plus de divisions à exploiter entre capitalistes: il y avait deux blocs, deux camps affrontés entre lesquels chacun était sommé de choisir. Dans ces conditions, la gauche modérée, lorsqu'elle n'acceptait pas de se laisser contrôler et noyauter, redevenait l'adversaire privilégié. La principale différence avec les années 1930 résidait dans le fait qu'avant 1939 il n'y avait qu'une forteresse assiégée du socialisme, alors qu'en 1948 les mots d'ordre jdanoviens traduisaient « un optimisme conquérant » (selon Furet).

---

[1] De même qu'avant 1914 la C.G.T. française avait deux programmes, un révolutionnaire à long terme (la grève générale) et un réformiste en attendant (la journée de huit heures, etc.), les partis communistes français et italiens des années de la guerre froide agissaient en fait à deux niveaux: ils préparaient la révolution mondiale, en essayant d'affaiblir les pays où ils étaient implantés pour renforcer les positions de la "patrie des prolétaires"; ils menaient dans les usines et aux Parlements une lutte pour un sort meilleur des prolétaires dans les sociétés européennes de leur temps. À l'évidence, la grosse majorité des militants entraient aux Partis pour la seconde moitié de ce programme; les contradictions internes expliquent les défections successives à partir de 1956, au fur et à mesure qu'il fut clair qu'on ne pouvait pas être à la fois progressiste et prosoviétique.

[2] Voyez par exemple dans le roman de François Salvaing, *Parti*, déjà cité au chapitre 4.

Les porte-paroles du prosoviétisme jouaient aussi **sur le pacifisme** des opinions, renouant avec un thème central de leur propagande des années 1920 et du début des années 1930 (au congrès d'Amsterdam notamment, voyez plus haut), ainsi qu'entre 1939 et 1941 dans la mesure où ils avaient pu s'exprimer. C'était **un pacifisme bien particulier**, qui excusait toutes les agressions dont l'U.R.S.S. se rendait coupable au nom de l'idée que ce pays était le leader du "camp de la paix", et qui soupçonnait par principe les États-Unis de bellicisme, au nom de l'idée que l'impérialisme est forcément porteur de guerre: on l'avait bien vu avec Hitler, et la propagande soviétique et ses relais en Occident martelaient sans cesse que l'Amérique était l'héritière directe de l'Allemagne nazie. Ainsi le parapluie nucléaire américain, qui protégeait l'Europe occidentale du sort des Polonais, était interprété comme une menace contre la paix en Europe (il est vrai que les Polonais étaient censés vivre au Paradis); et le Pacte atlantique, signé par des gouvernements démocratiquement élus et approuvé par une majorité des opinions dans tous les sondages, comme une agression.

Et pourtant cela marchait: la bêtise humaine a de ces ressources, l'espoir a des ces aveuglements. La pétoche, qui rend lâche, paradoxalement renforçait leurs effets: l'époque était sombre, on parlait sans cesse de la possibilité d'une troisième guerre mondiale, atomique pour changer un peu. Les tensions idéologiques aussi: cette génération pensait tout en termes d'idéologies, la guerre qui venait de s'achever comme celle, froide, qui commençait; et l'idéologie aide à ne pas penser les réalités: celles-ci sont priées de s'aligner sur les principes. Que la responsabilité des tensions du temps incombât fondamentalement à l'U.R.S.S.[1] importait peu puisqu'elle avait confisqué le discours progresiste et le discours pacifiste; et puis la paix valait tous les sacrifices, toutes les abdications ("*Mehr rot als tod*", "plutôt rouge que mort", comme disaient les pacifistes allemands du début des années 1980). C'était très exactement ce cocktail d'idées qui avait mené à Munich et à *Mourir pour Dantzig?*: Danzig qui s'appelait désormais Gdansk, en Pologne communiste, pour laquelle personne n'avait toujours envie de se battre, dont on était même prêts à justifier le sort (rappelez-vous que toute la population avait été liquidée ou expulsée en 1945, et remplacée par une autre) si cela pouvait aider à "sauver la paix". C'était ainsi que la peur et la lâcheté conduisaient à trouver des excuses, et sur ce chemin des qualités même, aux régimes communistes; il suffisait après tout d'écouter et d'assimiler leur propagande et d'abdiquer tout esprit critique. Il n'est pas très fatiguant de se vautrer dans la fange, il suffit de se laisser aller.

---

[1] "Fondamentalement" ne veut pas dire "exclusivement": il est clair que des maladresses et des raideurs américaines ont précipité la fin de l'alliance de guerre. Mais cela compte peu au regard de la présence, dans l'une des deux superpuissances, d'une idéologie fondamentalement subversive et expansionniste, dont la seule justification résidait dans le triomphe sur ses adversaires, triomphe annoncé et préparé à la fois. Il y a quand même une différence de nature entre le régime soviétique, animé par une idéologie de la violence et de la haine, et le régime américain, qui ne prétend que maintenir l'ordre des choses, sans violence de préférence même si l'usage de la contrainte n'est pas exclu.

Je m'énerve… Je ne veux pas dire qu'il fallait déclencher un conflit atomique, où d'ailleurs les Polonais eussent péri les premiers; mais que ce n'était pas une raison pour idéaliser l'U.R.S.S. La troisième passion sur laquelle jouaient les zélateurs de l'U.R.S.S. était le **nationalisme** — j'en ai déjà parlé dans le cours sur la France, au chapitre 15: certains ne supportaient pas l'occupation de leur pays par les forces armées américaines, et puis se rendre au culte américain de l'argent et de la libre entreprise leur était proprement impossible: ici le nationalisme rejoignait des passions antilibérales fort anciennes en Europe. Cela tombait bien: pour l'U.R.S.S., l'adversaire principal n'était plus en Europe mais outre-Atlantique. Surtout, le nationalisme joua un rôle essentiel dans la progression du communisme en Asie, en Chine (voyez le cours sur ce pays, au chapitre 1) et au Vietnam (voyez le cours sur la France, au chapitre 14).

> Furet note à ce propos que face à surpuissance américaine, perçue comme arrogante, ou (au Vietnam) face à la puissance et à la brutalité française, **l'U.R.S.S. tirait paradoxalement une force de sa faiblesse**, car la faiblesse attire plutôt la sympathie des opinions publiques en démocratie; d'autant que la faiblesse de l'U.R.S.S. après la guerre était perçue comme une conséquence de l'agression nazie. « On aim[ait] le communisme parce qu'il [était] fort et parce qu'il [était] faible. Ce cumul d'images et cette confusion des sentiments, si visibles chez les élites des pays colonisés, n['étaient] pas étrangers aux opinions publiques de l'Europe occidentale. Dans la politique démocratique, la crainte et la compassion font meilleur ménage qu'on ne le croit ». Un peu plus loin, il explique que cela n'avait rien de contradictoire avec l'admiration de la puissance soviétique — tout est une question de point de vue et de proportion: « faible, l'U.R.S.S. [était] aimée comme une cause menacée. Forte, elle [était] flattée comme un destin inévitable ».

Enfin, en France tout particulièrement, le philosoviétisme bénéficiait plus que jamais de l'antilibéralisme traditionnel de tous les courants protestataires; de la **religion de l'Histoire**, que la guerre avait renforcée tout en alimentant le sentiment que son procès était loin d'être achevé, et de « **l'habitude de penser la politique en termes universels**, comme le lieu naturel de l'émancipation de l'homme » (ce qui rend compte en particulier de la continuité passée en dogme de 1917 et de 1789); de la croyance ancienne que la moralité tient tout entière dans la politique. « La force intérieure du militant communiste lui [venait] du sentiment d'accomplir l'Histoire comme un souverain bien, d'user des moyens de la force au service d'une fin bonne. Loin d'apparaître comme un déguisement du cynisme, ce mélange des genres [était] perçu comme un impératif catégorique contre l'"idéalisme" ». Quant aux intellectuels, l'antifascisme leur permit de « fêter leurs retrouvailles avec la tradition révolutionnaire nationale, indissolublement démocratique et patriotique; par là, ils se retrouvaient aux fauteuils d'orchestre de l'Histoire, comme leurs ancêtres de 1789 et de 1793, et dans le rôle de prophètes de la société qu'ils

occup[aient] depuis la fin du XVIIIe siècle. Le marxisme-léninisme fournissait d'ailleurs à qui le souhait[ait] la doctrine de ces retrouvailles imaginaires, avec l'idée d'une science de l'Histoire dont seule une avant-garde poss[édait] les secrets. Aussi le droit de copropriété sur la référence révolutionnaire permet[tait]-il à la fois d'effacer le déclin national et de recouvrer une mission »[1].

Pour des exemples concrets, voyez le cours sur la France, au chapitre 15.

V-L'U.R.S.S. et le monde après la mort de Staline (1953-1980).

A) L'U.R.S.S. dans les relations internationales.

1) Les relations avec les États-Unis et le bloc occidental.

Avec les États-Unis, la disparition du fatal moustachu mit fin à la phase de plus grande tension. L'U.R.S.S. accepta peu à peu l'idée qu'il allait falloir coexister un certain temps avec le bloc occidental, donc établir un certain nombre de règles: ce fut ce que l'on appela en Occident la **"coexistence pacifique"**. Les premiers signes de "dégel" apparurent au lendemain de la mort de Staline avec l'accord à l'O.N.U., en avril 1953, pour la nomination d'un nouveau secrétaire général, bloquée depuis des mois; l'armistice en Corée, en juillet 1953, et, d'avril à juillet 1954, la conférence de Genève qui mit fin à la première guerre d'Indochine, puis le traité réglant le sort de l'Autriche en mai 1955[2] et l'établissement de relations diplomatiques avec la R.F.A. en septembre de la même année (le chancelier Adenauer se rendit à Moscou). En octobre-novembre 1956, on vit les "deux Grands" intervenir dans le même sens, quoique sans s'être concertés, dans l'affaire de **Suez** (voyez le cours sur la France, au chapitre 15); Khrouchtchev se rendit aux États-Unis en 1959. On pouvait avoir l'impression que le monde allait vers une situation de "condominium" apaisé, chaque berger gardant son troupeau. En août 1963, de premiers efforts pour limiter les effets les plus désastreux de la course aux armements aboutirent à un accord

---

1 « D'ailleurs, l'intelligentsia occidentale [et surtout française!] s'est toujours flattée d'appartenir par élection particulière à une Histoire "plus universelle" que celle des Polonais, des Tchèques ou des Hongrois: si bien que sans le savoir elle investi aussi dans l'abstraction communiste un vieux complexe de supériorité ».

2 L'U.R.S.S. accepta d'évacuer sa zone d'occupation, de toute façon non viable, en échange de la neutralité de l'Autriche, définitivement détachée de l'Allemagne. On régla par la même occasion le sort de Trieste, que la Yougoslavie réclamait (en 1945 elle avait annexé l'Istrie à population majoritairement slovène, dont Trieste, ville à population italienne, est le port) et qui avait été placée sous mandat de l'O.N.U. La ville revint à l'Italie et son arrière-pays à la Yougoslavie: ce qui avait été le grand port de l'Autriche-Hongrie devint pour quarante ans un cul-de-sac économiquement déprimé à la frontière du monde capitaliste et du monde socialiste.

interdisant les essais nucléaires dans l'atmosphère; mais les opinions publiques ne perçurent que bien plus tard l'ampleur de la pollution qu'ils avaient provoquée[1].

Tout ceci n'alla pas sans mal: Khrouchtchev avait un style "diplomatique" passablement brutal, tissu de rotomontades et d'ultimatums tapageurs, par ailleurs assez brouillon. Il y eut des moments de grande tension aux moments des bombardements sur Quemoy et Matsu (voyez le cours sur la Chine, au chapitre 2); en mai 1960, au moment de la crise de l'U2[2]; en août 1961, au moment de la construction du mur de Berlin (voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 5), et en octobre 1962, au moment de la crise des **fusées de Cuba**[3]. Cette dernière crise, qui représenta une humiliation pour Khrouchtchev (obligé de reculer sans avoir obtenu aucune compensation — il avait tenté de réclamer le retrait des missiles américains de Turquie), aboutit au moins à l'installation, en juin 1963, d'un "téléphone rouge" qui reliait directement le Kremlin à la Maison blanche, afin que les leaders des deux superpuissances pussent se concerter en cas de crise aiguë. Il y eut d'autres tensions, moins graves, notamment au moment de la guerre des six jours en 1967 (l'Égypte était alors une alliée proche de l'U.R.S.S. — voyez le cours de Relations internationales, à la fiche A3), et de la crise tchécoslovaque en 1968 (voyez plus bas); mais dans l'ensemble **la fin des années 1960 et le début des années 1970 représentèrent l'apogée de la "détente"**, avec le traité signé avec les États-Unis et la Grande-Bretagne sur la non-prolifération des armes nucléaires en juillet 1968, la normalisation des relations entre les deux Allemagnes en 1970-1972 (voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 5)[4], l'accord

---

[1] Vis-à-vis de l'E**urope occidentale**, l'U.R.S.S. fit tout ce qu'elle put pour empêcher son réarmement; elle mena une propagande incessante pour le désarmement, nucléaire essentiellement (ainsi en janvier 1957, Gromyko proposa d'échanger la neutralisation de l'Italie contre celle… de l'Albanie). Elle proposa à la R.F.A. plusieurs traités de paix, réunification et neutralisation/finlandisation. Elle s'opposa également à la naissance de la C.E.E., que sa propagande interprétait comme une tentative de l'Amérique de "soumettre l'Europe au capital monopolistique américain". La C.E.E.. représentait "l'Europe des trusts et fes monopoles capitalistes"; elle n'était que l'ombre de l'O.T.A.N., sa base économique. L'Euratom aussi était un bête noire de Moscou. Parallèment cependant, l'U.R.S.S. tentait de diviser l'Occident en distinguant les capitalistes européens, plus fréquentables, des capitalistes américains; par ce biais, elle tentait notamment d'obtenir des Européens des équipements interdits par le C.O.C.O.M. D'un point de vue diplomatique, les Soviétiques essayèrent d'exploiter toutes les brèches, tous les désirs d'autonomie vis-à-vis des États-Unis; mais ils furent déçus, même par de Gaulle; ils espéraient pourtant beaucoup de son hostilité à la C.E.E. et de son "pan-européanisme", dont ils comptaient faire un instrument de finlandisation de tout le continent (voyez le cours sur la France, au chapitre 16).

[2] Il s'agissait d'un avion-espion américain qui, à la suite d'un accident, dut se poser sur le territoire de l'U.R.S.S. À l'époque les satellites-espions n'en étaient qu'à leurs balbutiements… L'U.R.S.S. n'avait rien de comparable, faute de technologie plus que d'envie; elle prit la posture de l'innocence outragée, et profita de l'occasion pour faire échouer une conférence internationale sur l'Allemagne.

[3] Je reviendrai plus bas sur le régime castriste. En octobre 1962, un U2 américain repéra à Cuba des missiles soviétiques en cours de montage, capables d'atteindre le territoire américain (à cette époque l'U.R.S.S. n'avait pas beaucoup de missiles intercontinentaux). Puis les Américains repérèrennt des cargos soviétiques en route pour les Caraïbes avec d'autres éléments d'armes nucléaires. Alors Kennedy décida l'épreuve de force: il envoya la marine américaine bloquer ces navires et mit Cuba en quarantaine. Durant six jours (du 22 au 26 octobre) le monde fut au bord de la guerre; puis, devant la détermination des Américains et le soutien sans faille que leur apportaient leurs alliés occidentaux, y compris la France de De Gaulle, Khrouchtchev céda.

[4] L'U.R.S.S. jouait Brandt, en espérant une neutralisation progressive de la R.F.A. Mais Brandt avait été quand même le bourgmestre de Berlin au moment de la construction du mur! Moscou essayait aussi de jouer la France pompidolienne.

S.A.L.T.-1 sur la limitation des armements nucléaires en mai 1972[1], les accords d'Helsinki en avril 1975[2]. En plus, les États-Unis se réconciliaient avec la Chine: *love, lioubov, amour…*[3]

> Même les **échanges économiques** avec le bloc occidental croissaient (tout en demeurant modestes): de quatre millions sept cent mille roubles en 1970 à trente-six millions cent mille en 1980. Des entreprises occidentales s'implantaient de nouveau en U.R.S.S., plus exactement y construisaient des usines "clés en main" par exemple Fiat à Togliatti (une ville de Russie qui avait été rebaptisée en l'honneur d'un ancien secrétaire général du P.C.I.). L'U.R.S.S. arrivait même à vendre quelques produits en Occident, notamment des automobiles au confort spartiates mais aux prix très bas, les Lada (fabriquées à Togliatti, justement[4]); ses satellites faisaient encore un peu mieux, la Hongrie et la Pologne notamment. Mais ce commerce impliquait une dépendance qui inquiétait le Kremlin: en particulier, l'U.R.S.S. devait importer de plus en plus de blé (aux États-Unis; à la fin des années 1970, elle tenta de diversifier ses fournisseurs en négociant… avec la dictature d'extrême-droite argentine). De toute façon ces échanges étaient condamnés à ne pas croître au-delà d'un certain seuil, car les produits du bloc de l'Est étaient de fort mauvaise qualité et la technologie soviétique progressait fort lentement[5] (voyez au chapitre 4, notamment pour l'espionnage industriel).

Mais dans les années 1970, à mesure que l'influence soviétique grandissait dans le tiers-monde (j'y reviendrai) et que la détente apparaissait aux Occidentaux comme une duperie, les tensions crurent à nouveau entre les deux Grands: on parlait en Occident d'un **retour à la guerre froide** — avec notamment l'agression soviétique contre l'**Afghanistan** en décembre 1979, le coup d'État en **Pologne** en décembre 1981, et la **crise des euromissiles** qui commença en 1977 (lorsque l'U.R.S.S. commença à déployer en Europe centrale de nouveaux missiles de

---

1 Les négociations S.A.L.T. (*Strategic Armement Limitation Talks*) s'étaient ouvertes en 1969. Les accords de 1972 prévoyaient une limitation en nombre des missiles antibalistiques (dits "A.B.M."), ceux qui étaient susceptibles d'intercepter en vol les missiles adverses — ils avaient l'inconvénient de perturber l'équilibre de la terreur, ce qu'on appelait poétiquement à l'époque le "principe de destruction mutuelle assurée", principale garantie de la paix; et puis ils coûtaient trop cher. Il y avait aussi un accord de limitation pour cinq ans des armes offensives stratégiques installées en silos ou à bord de sous-marins; mais les bombardiers aériens n'étaient pas concernés par l'accord.

2 C'était l'acte final de la Conférence sur la Sécurité commune en Europe (C.S.C.E.), un très ancien projet soviétique (de 1954!), qui s'était finalement ouverte en 1973 — tous les pays européens y avaient participé, sauf l'Albanie, plus les États-Unis et le Canada. À Helsinki, l'U.R.S.S. obtint un acquis pour elle essentiel, la reconnaissance du *statu quo* territorial en Europe c'est-à-dire des annexions et satellisations de Staline (c'était la première partie de l'accord, ce qu'on appelait la "première corbeille" — en revanche elle échoua à obtenir la création d'organes politiques "paneuropéens" qu'elle aurait pu noyauter); en contrepartie (c'était la "troisième corbeille") d'un certain nombre d'articles sur les droits de l'homme qu'elle signa parce qu'aux dires de sa propre propagande elle était censée les protéger mieux que l'Occident, et en pensant qu'elle n'aurait jamais à les appliquer; mais ils se retournèrent contre elle car les dissidents s'en emaprèrent (voyez au chapitre 4). La "deuxième corbeille" portait sur la coopération économique, scientifique, technique et environnementale: rien de très concret.

3 Cette mystérieuse formule codée est explicitée dans le cours sur l'Allemagne, chapitre 5.

4 En U.R.S.S., ces voitures (en un peu moins confortables) s'appelaient les "Jigouli".

5 Il existait aux États-Unis un organisme spécialement affecté à empêcher les transferts de technologies trop sensibles, informatiques notamment: le C.O.C.O.M.

portée intermédiaire qui menaçaient l'Europe occidentale, les S.S.20[1]) et connut son apogée en 1982, avec les grandes manifestations pacifistes manipulées par l'U.R.S.S. contre le déploiement en Europe occidentale de missiles américains, les Pershing, en réplique (voyez le cours sur la France, au chapitre 16, et le cours sur l'Allemagne, au chapitre 5). Dans ces conditions, les accords S.A.L.T.-2, signés en juin 1979, apparurent comme une duperie et le Congrès américain refusa de les ratifier; l'Occident imposa un blocus commercial et boycotta les jeux olympiques de Moscou en 1980[2].

> L'U.R.S.S. avait-elle renoué avec la stratégie agressive des années 1947-1953, ou ce mammouthesque Titanic en route pour l'avenir radieux était-il, plus simplement, sans pilote? J'apporterai des éléments de réponse plus bas à propos de l'expansion du communisme dans le tiers-monde; ce qui était certain, c'était que ce qu'on entendait en provenance de Moscou était pour le moins inquiétant. Le discours de l'U.R.S.S. brejnévienne finissante redevenait aussi peu diplomatique que dans les années Khrouchtchev: c'était l'époque où le ministre soviétique des Affaires étrangères, l'inamovible Andréi **Gromyko** (en poste de 1957 à 1985), déclarait à son homologue japonais: "nous avons les moyens de vitrifier votre territoire"[3]… Quant aux conceptions soviétiques en matière diplomatique, elles s'exprimaient bien dans cette boutade prêtée au même Gromyko: "ce qui est à nous est à nous, ce qui est à vous est négociable".

Ce qu'il faut comprendre, et qu'illustre bien le maintien à son poste de Gromyko durant toute la période, c'est que si la vision du monde à Moscou était devenue moins schématique avec l'arrivée au pouvoir de la génération d'après Octobre, et si l'équilibre de la terreur empêchait les provocations trop ouvertes, **les buts et les stratégies de l'U.R.S.S. demeuraient fondamentalement identiques**: même ressemblant de plus en plus furieusement à un nouvel Empire russe, elle demeurait par ailleurs une structure révolutionnaire dont le but était l'extension du communisme à toute la planète — extension que les lois de la dialectique

---

1 Ce type de missiles n'était pas concerné par les accords S.A.L.T.-1.

2 Une anecdote pour illustrer la lourdeur de l'ambiance en cette fin des années 1970: même le monde des **échecs** eut à souffrir de la guerre froide. Dans cette discipline dominée depuis toujours par les Russes, à la brève exception (déjà quelque peu politisée) de l'Américain Bobby Fischer en 1972-1974, les championnats du monde de 1978 virent s'affronter Victor Kortchnoï, le champion du monde en titre, qui avait fait défection lors d'un match aux Philippines en 1976, et Anatoli Karpov, un Soviétique non contestataire — qui l'emporta. Lors du championnat, les deux adversaires s'accusèrent entre autres d'avoir recours à des hypnotiseurs, d'e se faire passer des signaux de leurs équipes techniques sous forme de yaourts de différentes couleurs, etc.

3 Cité de mémoire. Ces paroles ne furent pas prononcées en public, mais les Japonais, horrifiés, les répétèrent.

En 1982, l'aviation soviétique détruisit en vol un **boeing sud-coréen**, avec tous ses passagers. On ne sait pas très bien ce qui s'est passé: l'avion s'était éloigné de sa route et se trouvait au-dessus des eaux territoriales soviétiques: les Soviétiques l'accusèrent d'espionnage et parlèrent de caméras cachées, ce qui de toute façon ne justifiait pas quatre cent cinquante morts. Toujours est-il que cet épisode ne fit rien pour calmer les tensions ni pour apaiser les appréhensions des Japonais.

historique rendaient inéluctable à long terme[1]. Imaginer que des bolcheviks, même chenus, pussent s'accomoder de la persistance à long terme du capitalisme, relève d'une incompréhension totale de la nature du régime soviétique: d'autant que dans la débâcle progressive de leur économie et de leur modèle de société, tout ce qui leur restait, c'était la légitimité révolutionnaire[2]. La logique fondamentale était toujours de confrontation. **La coexistence pacifique ne fut qu'une tactique** destinée à gagner du temps pour se mettre au niveau de l'Occident en matière économique et militaire, en attendant que le rapport de forces penchât décidément en faveur du "camp socialiste", que l'U.R.S.S. se renforce (économiquement et militairement, que le capitalisme dépérît de lui-même (la crise des années 1970 avait, de ce point de vue, ravivé l'optimisme à Moscou): c'est là qu'il faut chercher la cause profonde de ses limites et ses équivoques.

L'U.R.S.S. continuait à utiliser la **subversion** comme un mode d'action parmi d'autres en matière de relations internationales, dans la stricte continuité du cynisme révolutionnaire léniniste. Je vais y insister un peu car c'est moins connu que ce qui précède.

Il y avait toujours un important dispositif de **réseaux d'influence**, dans la lignée des "fronts" de l'époque de l'antifascisme. Ils attaquaient l'ennemi selon des axes variables, politique, idéologique, culturel, etc. Le Mouvement de la Paix se recentra vers le tiers-monde (il y eut un second appel de Stockholm en 1975). En 1958, il apparut une Conférence chrétienne de la Paix, fondé par un théologien tchèque qui avait reçu le prix Lénine (!); elle parvint à organiser une grande conférence à Prague en 1961. Mais elle entra en dissidence en 1968, comme toute la Tchécoslovaquie, et la normalisation subséquente lui fut fatale. Parmi la nébuleuse des Fronts, il existait aussi une Fédération mondiale des Syndicats (créée à Paris en 1946), une Union internationale des Étudiants, une Association internationale des Juristes démocrates, etc. Dans les années 1970, un Comité international pour la Sécurité et la Coopération en Europe, fondé en 1963, eut un rôle important dans les tentatives de séduction des opinions occidentales. Sur le plan culturel, depuis 1925 il existait une Association soviétique pour les Liens culturels avec l'Étranger, qui accoucha en 1958 d'une série d'associations nationales, dont une Association U.R.S.S.-France; elle travaillait en symbiose avec France-U.R.S.S., association privée fondée en 1944: manipulation typique de l'époque — les militants pouvaient prétendre vertueusement

---

[1] Khrouchtchev avait, de ce point de vue, la foi du charbonnier. Lors de son voyage aux États-Unis en 1959, il déclara à la télévision: "vos petits-enfants vivront sous le communisme!". La génération Brejnev était moins béate, mais convaincue elle aussi d'avoir l'Histoire avec elle. Une anecdore empruntée au géopoliticien Pierre Hassner: dans les années 1970, un conférencier français avait expliqué ce que je viens d'exposer, à savoir que les Soviétiques demeuraient fondamentalement des révolutionnaires, des communistes. Fine bouche des bien-pensants confits en coexistence pacifique… et bruyante approbation du Soviétique (Gromyko je crois): "bien sûr que nous sommes des communistes!".

[2] Les optimistes tenaient que la coexistence pacifique finirait à terme par amener une convergence des systèmes économiques (en tout cas des liens accrus qui rendraient un conflit impossible — c'était le calcul qui avait mené à la signature d'un volet économique des accords d'Helsinki) et des modes de pensée. Les tensions croissantes des années 1970 vinrent infirmer ces paris sur le court terme; en revanche, il est possible d'interpréter en partie la Perestroïka en ces termes, notamment le refus de Gorbatchev d'intervenir militairement en R.D.A. à l'automne 1989.

que Moscou n'avait rien à voir dans leurs activités; en réalité ils représentaient un instrument docile au service de Moscou.

Les affaires d'**espionnage** furent légion; elles faisaient les délices horrifiées des médias occidentaux et donnèrent naissance à un prospère genre littéraire (illustré notamment par John Le Carré, déjà cité à propos de Kim Philby) et cinématographique (illustré notamment par la série des *James Bond*, dont le premier date de 1967)[1]. Malgré la dissolution du Kominform les P.C. occidentaux demeuraient sous étroite tutelle du Département international du Comité central du P.C.U.S.,, en particulier par le biais financier (y compris le Parti communiste italien, qui dès les années 1960 affichait une prise de distance idéologique avec la métropole: il était même au premier rang de ces distributions avec encore 28% du total en 1973, soit cinq millions deux cent mille dollars de l'époque, contre 12% pour le P.C.F.). Le contrôle était idéologique également, notamment par le biais des écoles internationales de cadres qui continuaient à fonctionner à Moscou, et bien sûr par le biais des ambassades soviétiques. Dans ces conditions **les P.C. occidentaux**, très longtemps, **servirent d'instruments à la propagande soviétique, de réseaux d'influences occultes, d'informateurs, d'agitateurs** à l'occasion (toutes ces activités étaient niées, et ignorées des militants, dont la bonne foi était abondamment manipulée). Cependant ils se firent de moins en moins dociles avec le temps, surtout après l'affaire tchécoslovaque en 1968 — voyez plus bas.

À partir du début des années 1970, renouant avec les pratiques du Komintern des années 1920[2], le K.G.B. finança et téléguida le **terrorisme** international (qu'il condamnait

---

[1] L'une des plus fameuses affaires d'espionnage de la détente fut l'**affaire Profumo** qui, en octobre 1963, coûta son poste au Premier ministre britannique conservateur Harold MacMillan (1894-1986) — dont le ministre de la Guerre, John Profumo, s'était laissé séduire par une diplomate soviétique qui travaillait pour le K.G.B. Dans une veine assez proche, il faut citer l'**attentat contre le Pape Jean-Paul II** en mai 1981, commis par un Turc manipulé par les services secrets bulgares; je me rappelle encore, à la même époque, une sombre affaire de "parapluies bulgares" dont les pointes qui servaient à empoisonner en pleins transports en commun des dissidents réfugiées en Occident. Au début des années 1960, les deux tiers des diplomates soviétiques travaillaient pour le K.G.B., lequel s'occupait de renseignement depuis 1947. Une étape importante dans l'ascension de cette organisation fut l'accession de son nouveau chef, Youri Andropov, au rang de membre suppléant du Politburo, en 1967. Voici un bon exemple des activités "ordinaires" du K.G.B. en Occident (d'après Christopher Andrew et Oleg Gordievsky, cités par M.P. Rey):

> « L'Allemagne de l'ouest constitua en 1959 l'une des premières cibles (…), puisque le K.G.B. voulait la dépeindre sous les traits d'une République minée par la résurgence du nazisme. Pour tester l'une de ses "mesures actives", Agayants envoya une équipe à 80 km de Moscou barbouiller les murs d'un village de croix gammées et de slogans antisémites et renverser des stèles mortuaires la nuit. Ensuite les informateurs du K.G.B. lui firent savoir que la majorité des habitants de la bourgade s'étaient alarmés des déprédations, mais qu'une petite minorité d'activistes avait imité la provocation et avait à son tour commis des actes antisémites. Pendant l'hiver 1959-1960, Agayants utilisa la même technique en R.F.A. avec un grand succès. Des agents est-allemands furent disséminés en Allemagne de l'ouest avec pour mission d'abîmer des monuments juifs, des synagogues et des commerces, et de peindre des slogans antisémites. Spontanément, des voyous du cru et des néo-nazis prirent la relève. Entre la veille de Noël 1959 et la mi-février 1960, 833 actes antisémites furent répertoriés par les autorités. La campagne cessa brusquement, mais pas avant que le prestige international de la République fédérale n'ait été gravement entamé. Les hommes politiques et les chefs religieux battirent leur coulpe publiquement, et le *New York Herald Tribune* résuma la réaction de la presse en titrant à la une: "Bonn incapable d'éliminer le poison nazi" ».

[2] En fait, dès l'époque de la guerre d'Algérie les communistes locaux, sur ordre de Moscou, avaient fourni au F.L.N. des armes et des spécialistes des explosifs; mais ces actions étaient demeurées isolées — contrairement à

officiellement), non seulement celui qui était issu des extrême-gauches marxistes ouest-européennes (j'évoque la "Fraction Armée rouge" dans le cours sur l'Allemagne, au chapitre 4, et Action directe dans le cours sur la France, au chapitre 16; il y eut aussi les Brigades rouges en Italie, assassins du leader démocrate-chrétien Aldo Moro en 1978, et une autre F.A.R. au Japon, apparue en 1969), mais aussi celui qui était apparu sur le terreau fertile des extrémismes arabes; vous pouvez aussi retenir le nom de l'un des meilleurs élèves des Palestiniens, le Vénézuélien Ilich[1] Sanchez Ramirez, dit Carlos, auteur notamment d'un attentat sanglant contre le siège de l'O.P.E.P. à Vienne en 1975, et que la France a fini par arrêter en 1994. Dans les années 1970, il y eut une vague de détournements d'avions (sur Cuba en général); il faut aussi évoquer le carnage des athlètes israéliens aux jeux olympiques de Munich en 1972 (voyez le cours de Relations internationales, à la fiche A3). J'insiste sur le fait qu'il s'agissait de manipulations, non de créations *ex nihilo*: ces terrorismes avaient des racines locales; mais entre deux opérations nombre d'entre eux se cachaient dans les pays de l'Est, notamment en R.D.A. Enfin, dans le monde développé, il faut noter des tentatives des communistes du **Portugal** pour prendre le pouvoir après la révolution "des œillets" qui mit fin à la dictature de droite: c'était 1975-1976. L'affaire se régla par des négociations directes et discrètes: les États-Unis obtinrent que l'U.R.S.S. renonçât à ses vues sur ce pays membre de l'O.T.A.N., mais abandonnèrent (provisoirement) les anciennes colonies portugaises en Afrique à des régimes marxistes.

Par ailleurs, l'U.R.S.S. continuait à se placer fondamentalement, du point de vue stratégique, dans la perspective d'un choc frontal. La **doctrine militaire** de l'Armée rouge ne changea pas d'un iota: elle reposait sur le principe du **bombardement massif**, qui avait fait ses preuves durant la deuxième guerre mondiale; et les Soviétiques, qui n'avaient pas d'opinion publique à ménager, ne faisaient pas la différence entre un bombardement classique et un bombardement nucléaire. Il n'était absolument pas question de ripostes graduées: l'essentiel était de ne pas se laisser surprendre — et pour cela l'important était de frapper fort, en prenant les devants si nécessaire.

Dans ces conditions, la **course aux armements** ne s'arrêta jamais; j'ai noté au chapitre 4 qu'elle fut en bonne partie reponsable de l'effondrement progressif de l'économie soviétique, puisqu'une proportion énorme du P.N.B. lui fut consacrée. L'U.R.S.S. avait la bombe A depuis 1949, la bombre H depuis 1953; en octobre 1957, elle envoya dans l'espace le premier satellite artificiel de l'Histoire de l'humanité, **Spoutnik**-1[2]. Cet événement fut présenté comme un exploit

---

certains mythes pieds-noirs, l'indépendance algérienne n'est pas le fruit d'un complot communiste. Il y eut aussi quelques contacts avec l'I.R.A. irlandaise vers 1939-1941.

[1] Les parents Sanchez, riches bourgeois communistes de Caracas, avaient appelé leurs trois garçons respectivement Vladimir, Ilich et Lénine!

[2] *Spoutnik* veut dire en russe: le compagnon, le satellite. L'objet, sphérique, avait un diamètre de vingt-huit centimètres et pesait quatre-vingt-trois kilogrammes. il fit le tour de la planète en quatre-vingt-treize minutes. Le projet était en cours depuis 1954, sous la direction de Sergueï Pavlovitch Korolev (1907-1966) et de Valentin Petrovitch Glouchko (1908-1989); il avait également débouché sur un premier missile intercontinental (expérimental pour le moment), testé en août 1957. Les Américains répliquèrent dès janvier 1958 par la mise en orbite d'un satellite; entre-temps, en novembre, les Soviétiques avaient envoyé dans l'espace un premier êtrre vivant,

technologique, preuve du développement économique croissant de l'Union soviétique, et comme un progrès pour la science; mais c'était évidemment avant tout un pas dans la construction de nouvelles fusées porteuses de missiles intercontinentaux, et les satellites artificiels servirent très vite essentiellement à espionner le camp adverse. Effectivement, l'U.R.S.S. se dota de **missiles balistiques**, d'abord de portée régionale, puis, très vite, au tout début des années 1960, intercontinentale: ce qui lui donna un sentiment de sécurité croissante qui dut jouer un rôle dans l'approche moins crispée des problèmes internationaux, mais n'était quand même pas fait, à terme, pour calmer les tensions: j'évoque, dans le cours sur les États-Unis (au chapitre 7), l'angoisse liée au *missile gap*. Après l'affaire cubaine, qui avait montré que les armes atomiques servaient essentiellement à neutraliser celles du camp adverse et ne suffisaient pas à emporter la décision (Moscou avait été incapable d'aligner une force d'intervention locale), l'U.R.S.S. développa aussi ses armements classiques, sa marine notamment qui était en retard. C'était un développement essentiellement quantitatif (le nombre de chars, d'avions croissait de manière pratiquement exponentielle), mais le retard technique finissait par se creuser dans ces secteurs aussi, malgré les efforts consentis.

Les négociations sur la limitation des armements étaient conçues comme des marchandages, des moyens de modifier le rapport de force en faveur du bloc soviétique; l'U.R.S.S. n'en appliquait que ce qui était strictement nécessaire. Ainsi S.A.L.T.-1 fut une duperie: comme il limitait le nombre de fusées sans tenir compte du nombre de têtes nucléaires qu'elles portaient, l'accord était avantageux pour l'U.R.S.S. qui, contrairement aux États-Unis, ne disposait pas encore de fusées à tête multiples: dès le traité signé, les Soviétiques se précipitèrent pour en mettre au point.

2) Le difficile contrôle du bloc communiste.

En 1960, à son tour **l'U.R.S.S. "perdit la Chine"**; je n'insiste pas ici sur cet épisode essentiel auquel j'ai consacré un long passage dans le cours sur ce pays, au chapitre 2. Une nouvelle fois, Moscou se révélait incapable de contrôler un pays qu'elle n'occupait pas militairement: décidément, **le bloc de l'est ne tenait que par la contrainte**, ce qui à l'évidence était un facteur de faiblesse fondamental par rapport au bloc occidental, lequel dans l'ensemble tenait par l'adhésion des opinions publiques.

---

la chienne Laïka. En septembre 1959, un engin soviétique (Luna-2) s'écrasa sur la Lune. En avril 1961, ce fut le premier vol habité: Youri Gagarine (?-1968) échappa à l'attraction terrestre durant une heure et quarante-huit minutes, à bord d'une capsule Vostok-1. Les Américains ne prirent le dessus dans la course à l'espace que dans la deuxième moitié des années 1960.

La dissidence chinoise provoqua l'apparition d'**une nouvelle orthodoxie marxiste-léniniste**, distincte et concurrente de l'orthodoxie moscovite, et qui de par le poids démographique et le prestige culturel de la Chine, de par aussi sa radicalité qui séduisait en Occident les orphelins de la Révolution, eut beaucoup plus d'audience que la dissidence titiste — encore qu'il ne faut pas exagérer l'audience du maoïsme à l'étranger: il n'y eut jamais de parti maoïste de masse en Occident, et le seul autre pays qui se proclama jamais maoïste fut un timbre-poste balkanique, l'Albanie d'Enver Hoxha, de 1960 à 1978[1]. Il y eut aussi quelques tentatives des Chinois pour concurrencer l'aide économique soviétique aux régimes "progressistes" d'Afrique, mais la Chine était trop pauvre — et la Révolution culturelle l'enfonça dans l'isolement. Du point de vue moscovite tout cela était quand même agaçant: il fallait sans cesse se justifier, faire assaut d'orthodoxie léniniste (la Chine accusait l'U.R.S.S. de "révisionnisme", c'est-à-dire d'avoir trahi les idéaux de Lénine). La dissidence chinoise provoqua surtout la **perte d'une grande partie du continent asiatique**, de la plus grande partie de la façade pacifique du bloc communiste, et des deux tiers de la population du "bloc socialiste" de l'époque; lorsqu'en 1972 la Chine se rapprocha des États-Unis, l'humiliation fut complète. En revanche la Chine n'était pas une grande puissance militaire: **la dissidence chinoise ne remit pas en cause l'équilibre stratégique entre les deux blocs**.

La Corée du nord oscilla entre la Chine et l'U.R.S.S.; neutralisée par la présence américaine en Corée du sud, elle présentait un intérêt stratégique très limité. En revanche, ce fut l'État communiste qui recourut le plus ouvertement au terrorisme dans les années 1970 et 1980: en 1986 si ma mémoire est bonne, un attentat décima le gouvernement sud-coéren à Rangoon, la capitale de la Birmanie (l'actuel Myanmar).

En revanche, **l'U.R.S.S. conserva par la force le contrôle de son glacis européen**, à l'exception de l'Albanie, pays que l'Armée rouge n'occupait pas et qui se trouvait isolé des "pays frères" par la Yougoslavie: pour éviter une déstalinisation qui eût menacé son pouvoir, Enver

---

[1] Plus, dans une certaine mesure, le Cambodge des Khmers rouges, de 1975 à 1979; à vrai dire, c'était surtout l'Occident qui le percevait comme "maoïste" à cause de ses liens militaires et diplomatiques avec la Chine; les Khmers rouges eux-mêmes n'avaient pas de discours élaboré à destination de la communauté internationale, le régime ne faisait pratiquement pas de propagande à l'étranger. Quant à l'idéologie du régime, elle devait plus au racisme qu'à une forme quelconque du socialisme — voyez la note dans le cours sur la Chine, au chapitre 2.

N.B. 1: Après le début de la démaoïsation en 1978, l'Albanie considéra que la Chine avait trahi à son tour; elle s'enfonça dans l'autarcie et élabora sa propre orthodoxie post-stalinienne. Personne n'y prêta la moindre attention, même les Soviétiques: le "modèle albanais" était vraiment trop peu attractif. Sur l'Albanie d'Enver Hoxha, voyez les romans d'Ismaïl Kadaré (né en 1936), notamment *Le grand hiver* (sur la rupture avec l'U.R.S.S.), *Le concert* (sur la rupture avec la Chine), et l'extraordinaire *Palais des rêves*, l'une des meilleurs analyses du totalitarisme à travers la métaphore d'une bureaucratie chargée de contrôler les rêves — il paraît qu'effectivement dans l'Albanie d'Enver Hoxha on pouvait être arrêté pour avoir rêvé des choses interdites.

N.B. 2: On orthographie souvent "Hodja", selon la prononciation, à la place de "Hoxha", qui est l'orthographe albanaise.

Hodja aligna son pays sur la Chine. Les tensions à l'intérieur du bloc communiste en Europe commencèrent dès 1956, trois ans après la mort de Staline et quelques mois après le XXe congrès du P.C.U.S., dans une ambiance de confusion (les équipes staliniennes au pouvoir étaient menacées d'être renvoyées au profit de nouvelles équipes "khrouchtchéviennes", plus fidèles au nouveau leader de Moscou et plus aptes à appliquer le nouveau cours) et de libéralisation (très relative): des protestations commençaient à s'élever contre les tensions économiques (l'économie planifiée donnait des résutats catastrophiques), sociales (la misère régnait en Europe centrale et balkanique et la *nomenklatura* étalait sans vergogne ses privilèges), politiques (la répression avait été terrible) et surtout nationales. Les crises des années 1950 touchèrent d'ailleurs, outre l'Allemagne (sur les événements de juin 1953 en R.D.A., voyez le cours sur ce pays, au chapitre 6), les deux pays "de l'est" les plus antirusses par tradition (avec la Roumanie): la Pologne et la Hongrie.

En **Pologne**, pays le plus ouvrier du monde depuis qu'elle avait hérité de la Silésie et que les Soviétiques avaient décidé de le spécialiser dans l'industrie lourde (voyez plus haut la note sur le Comecom), ce furent les ouvriers qui se révoltèrent, soutenus par les intellectuels (par nationalisme) et par tous ceux que les nationalisations avaient spoliés, les paysans en tête — l'agriculture était en cours de collectivisation. Les premières manifestations eurent lieu en juin 1956; la répression fut sanglante. La crise sociale se doubla rapidement d'une crise à l'intérieur du Parti communiste — au début de l'année les victimes survivantes des purges des années 1947-1953 avaient été libérées, notamment Gomulka. Il y eut quatre jours d'extrême tension entre le 19 et le 23 octobre; finalement, pour éviter une révolte ouverte et pour ne pas avoir à intervenir dans un pays de quarante millions de têtes de bois, les Soviétiques donnèrent leur aval à un putsch interne au régime, qui se solda par la chute de Rokossovski et le **retour au pouvoir de Gomulka**. Celui-ci réaffirma l'adhésion de son pays au bloc de l'est, mais lâcha du lest en matière sociale en abandonnant la collectivisation des terres (cela permit aussi une détente de la situation alimentaire dans les villes); de ce fait, la Pologne fut le seul pays du bloc de l'est où l'agriculture privée resta majoritaire (à 75% en 1980). Quelques années durant, Gomulka parvint à se donner une image de libéral.

Dans l'affaire, l'U.R.S.S. avait renoncé à la poursuite de la construction du socialisme, aux logiques communistes, au profit du contrôle de son satellite, c'est-à-dire des logiques impériales russes. Au moins, on avait évité un bain de sang, largement parce que les Polonais savaient de longue date ce dont la Russie était capable; ce ne fut pas le cas en **Hongrie**, pays qui n'avait pas d'expérience ancienne en la matière. La déstalinisation allait bon train à Budapest: Rajk, la principale victime des procès staliniens, avait été réhabilité à titre posthume; à la tête du Parti le stalinien Matyas Rakosi (1892-1971) avait été remplacé par une équipe dont le "numéro un" était Ernö Gerö (1898-1980) et le "numéro deux" Janos Kadar, une autre victime des purges, sorti de sa geôle au début de l'année. Le 23 octobre, à l'annonce du coup d'État en

Pologne, des manifestations étudiantes éclatèrent — dès le début, la Révolution hongroise eut une bien plus forte coloration nationaliste que les événements de Pologne; la dimension sociale resta au second plan. Le 24, le régime tenta une opération à la polonaise en plaçant au poste de Premier ministre un membre du Comité central connu pour ses positions réformistes, Imre Nagy (1896-1958)[1]. Gerö fut remplacé par Kadar à la tête du Parti. Mais en quelques jours l'insurrection s'étendit à tout le pays, où les communistes étaient haïs (entre autres raisons parce qu'ils avaient laissé mutiler à nouveau la Hongrie en 1945: la Transylvanie peuplée en bonne partie de Hongrois était revenue à la Roumanie). Nagy, qui n'était pas un aigle, se laissa dépasser par les événements: sans mesurer la portée de ses actes, il exigea le départ des troupes soviétiques (elles firent mine de partir le 31), proclama la sortie de la Hongrie du pacte de Varsovie, qui n'avait qu'un an d'âge, et sa neutralité; il fit appel à l'O.N.U. et forma un gouvernement où les communistes étaient minoritaires.

Tout ceci était inacceptable pour l'U.R.S.S., pour des raisons stratégiques (cela eût coupé en deux le glacis centre-européen; la Hongrie était frontalière de l'U.R.S.S.), de prestige, et aussi idéologiques: dans la vision communiste du monde, à la fois historiciste et téléologique, **il était inimaginable qu'un pays qui avait été socialiste cessât de l'être**, puisque le cours de l'Histoire menait irrémédiablement du capitalisme au communisme. **Le 4 novembre, l'Armée rouge**, appelée par un gouvernement fantoche improvisé en Ukraine par Kadar, intervint et **écrasa la Révolution dans le sang**: les combats durèrent plus d'une semaine et firent trois mille cinq cent morts — Nagy fut fusillé en juin 1958, à l'issue d'un "procès" secret qui se tint en U.R.S.S. L'Occident n'intervint pas, malgré les promesses irresponsables de la radio de propagande américaine basée à Munich, *The Voice of America*, qui jeta de l'huile sur le feu. Encore une fois, on sacrifia les centre-Européens sur l'autel de la paix; le partage de l'Europe était définitif. L'O.N.U. ne put rien faire: l'U.R.S.S., instruite par l'expérience coréenne, usa de son veto. La Hongrie, matée, ne fit plus parler d'elle jusqu'en 1989; Kadar, d'ailleurs, parvint à se faire une certaine popularité en réduisant la répression au minimum, et en assurant à la population un niveau de vie sans commune mesure avec celui des autres pays communistes.

> L'U.R.S.S. présenta la révolution hongroise comme une contre-révolution, une tentative des vaincus de 1945 pour reprendre le contrôle du pays, voire un complot nazi. Elle insistait sur le rôle qu'avaient joué dans l'insurrection des hommes de droite, d'anciens agrariens et aussi l'archevêque de Budapest, Mgr Mindszenty[2], dont certains avaient collaboré avec le régime Horthy sinon avec la brève occupation

---

[1] On prononce "Nody'", ce qui veut dire "Legrand", et Imre, c'est "Aymeric". Nagy, gande figure du communisme en Hongrie depuis l'entre-deux-guerres, avait déjà occupé ce poste en 1953-1955, dans un tout autre contexte; attention, Furet s'emmêle dans la chronologie.

[2] Joszef Mindszenty, qui s'était opposé à la prise de contrôle de son pays par les communistes, avait été emprisonné à l'époque stalinienne, de 1949 à début 1956. Après l'écrasement de la révolution, il se réfugia à l'ambassade américaine, où il demeura jusqu'à ce que le régime le laissât émigrer en 1972 (mais, pour que l'U.R.S.S. ne perdît pas la face, Rome le déchut de sa primature).

allemande de 1944-1945: tous les amalgames étaient permis. Il va sans dire que rien de tout cela ne pouvait expliquer que plusieurs millions de personnes fussent descendues dans la rue: pour la première fois, mais pas la dernière, le communisme, qui prétendait représenter les intérêts du peuple, s'était heurté à une véritable insurrection populaire. Quant à Mgr Mindszenty, je ne sais s'il était très progressiste, mais il l'était certainement plus que ceux qui firent couler le sang du peuple hongrois.

La leçon était claire: toute tentative pour sortir du bloc de l'est serait traitée par la force. Pourtant, dans les années 1960, les Soviétiques furent obligés d'accepter des entorses limitées à l'orthodoxie idéologique et à la solidarité des "pays frères": il fallait bien laisser une soupape de sécurité à l'exaspération croissante des populations. Les sociétés mixtes furent liquidées. Nous venons de le voir, la Pologne renonça à collectiviser son agriculture; ce pays et la Hongrie établirent des relations économiques avec l'Occident dans le but de donner à leurs populations des satisfactions matérielles en échange d'une acceptation passive du communisme — cette politique est restée sous le nom de "**socialisme du goulasch"** (le goulasch, c'est le pot-au-feu centre-européen). En Roumanie, le régime, dirigé depuis 1965 par Nicolae Ceausescu, commença à jouer sur un registre nationaliste (voyez dans le cours sur la France, au chapitre 16, ses rapports avec la Ve République gaulliste), et, en contradiction avec les objectifs imposés par le Comecom, commença à se construire une base industrielle dans le but d'être moins dépendant; il menaçait de se rapprocher de la Chine si on l'en empêchait: l'U.R.S.S céda. Seules la R.D.A., zone occupée à l'autonomie fort réduite, et la Bulgarie de Todor Jivkov, pays pauvre, peu politisé et traditionnellement philorusse, restèrent calmes.

En revanche, au milieu des années 1960 les choses commencèrent à se gâter en **Tchécoslovaquie**, de loin le pays d'Europe centrale qui avait les traditions démocratiques les plus vigoureuses, et qui, bien que traditionnellement ni antirusse ni anticommuniste, avait le plus souffert de sa vassalisation par la Russie soviétique et d'avoir été coupé de l'Occident auquel les pays tchèques au moins appartiennent pleinement — Prague est plus à l'ouest que Vienne! Les Pragois ne digéraient pas que leur pays fût devenu un "pays *de l'est*"… La période stalinienne y avait été particulièrement dure, et les Tchécoslovaques avaient retenu la leçon hongroise: ils ne remirent pas en question l'appartenance au pacte de Varsovie, ni le socialisme. Du reste ce n'était pas qu'une stratégie: les acteurs du dégel tchécoslovaques des années 1960 étaient très différents des révolutionnaires hongrois, ce n'étaient pas des libéraux mais d'authentiques socialistes, de l'espèce humaniste et libertaire, bien représentée dans ce pays où le P.C. était devenu le premier parti après-guerre et gardait, contrairement aux autres pays du bloc de l'est, des contacts étroits avec la société réelle; ils voulaient conserver les acquis du communisme, le dépasser et non le liquider: selon leur propre formule, ils prétendirent construire un **"socialisme à visage**

humain". Leurs efforts annonçaient ceux, tout aussi courageux et finalement vains, des gorbatchéviens dans les années 1980 pour démocratiser la société soviétique.

Au début des années 1960, une équipe d'économistes du P.C.T., dirigée par Ota Sik (né en 1919), avait élaboré une critique des rigidités de l'économie planifiée. Puis les intellectuels prirent le relais en élargissant les critiques: à partir du Congrès de l'Union des écrivains de juin 1967, cette agitation gagna d'autres milieux et se doubla d'une critique de l'alignement inconditionnel sur Moscou. Tout le P.C.T. fut gagné par cette dissidence pacifique: en décembre 1967, l'antédiluvial stalinien Antonin Novotny (1904-1975), premier secrétaire depuis la mort de Gottwald en 1953, un extrémiste de la médiocrité dont une plaisanterie disait qu'il était "la preuve vivante que sous le socialisme n'importe qui pouvait arriver au pouvoir", fut remplacé par le chef de file des libéraux, le Slovaque Alexandre **Dubcek** (1921-1992), qui fit tout ce qu'il put pour canaliser le mouvement: entre autres, il rencontra Brejnev à deux reprises et l'assura qu'il n'était pas question de remettre l'essentiel en cause, à savoir l'alliance militaire avec l'U.R.S.S. et la construction du socialisme. Mais le P.C.T. se radicalisa rapidement et adopta en avril 1968 un programme qui prévoyait le retour au pluralisme politique, la liberté de presse et de voyage à l'étranger, etc… et qui commença à être appliqué. Le régime renonçait à la planification autoritaire; en matière culturelle, la floraison de ces quelques mois est restée sous le nom de "**printemps de Prague**". Tout ceci se faisait sans aucune manifestation d'anticommunisme, contrairement à ce qui s'était passé en Hongrie.

Mais l'U.R.S.S. s'inquiétait autant pour des raisons stratégiques qu'idéologiques; tout comme les équipes dirigeantes des pays communistes voisins, qui craignaient la contagion. En juillet, pour la première fois, Brejnev exposa la doctrine de la **"souveraineté limitée"**, ce qu'on appelle aussi la "doctrine Brejnev", selon laquelle la souveraineté d'un pays socialiste s'arrêtait aux menaces pesant sur le socialisme dans ce pays. Ce n'était somme toute qu'un retour aux principes du léninisme, la raffirmation que la Révolution n'avait pas de frontières; cela avait déjà servi en Ukraine en 1919. Mais il y avait désormais presque une génération que l'U.R.S.S. gérait ses relations avec le reste du camp socialiste selon les normes communes des relations internationales, et qu'elle se comportait comme un État impérialiste plus que comme une force révolutionnaire. Aussi cette réaffirmation des principes bolcheviks parut complètement anachronique, un simple déguisement de la brutalité russe. En août 1968, **les troupes du pacte de Varsovie envahirent la Tchécoslovaquie** (il n'y avait plus de troupes soviétiques stationnées dans ce pays depuis quelques années). Les Tchèques et les Slovaques ne tentèrent pas de résistance active, ils se contentèrent de modifier les panneaux indicateurs pour que les militaires soviétiques s'égarassent, de s'embrasser goulûment devant les troufions russes frustrés sexuellement, etc… (voyez un récit de ces journées de « fête de la haine » dans *L'insoutenable légèreté de l'être* de Milan Kundera — né en 1929 —, roman publié en 1984). Ils savaient trop bien ce qui s'était passé en Hongrie; et puis, contrairement aux Hongrois qui

ont eu un grand royaume à l'époque médiévale et conservent des fiertés guerrières, ils forment deux peuples paysans habitués de longue date à résister passivement à leurs maîtres successifs, allemands ou russes — en 1938 non plus ils ne s'étaient pas battus. De ce fait, l'intervention ne fit qu'une petite centaine de morts, au soulagement des Soviétiques qui craignaient en termes d'image une catastrophe semblable à celle de 1956.

Moscou eut le plus grand mal à reprendre le contrôle politique du pays. Dubcek fut arrêté, mais le P.C.T. fit corps avec lui, absolument personne n'accepta de jouer les Kadar, et au bout de cinq jours il fallut le libérer et le laisser au pouvoir, sous contrôle et moyennant un arrêt complet des réformes. En octobre, l'U.R.S.S. imposa à la Tchécoslovaquie un "accord de stationnement temporaire des troupes soviétiques", qui demeura en vigueur jusqu'en 1989; en avril 1969, une réunion des P.C. d'Europe centrale et d'U.R.S.S. officialisa la doctrine de la "souveraineté limitée" au nom de l'"internationalisme prolétarien". Lentement, la **"normalisation"** progressait, malgré des actions spectaculaires de protestation comme l'immolation par le feu de l'étudiant Jan Palach en janvier 1969[1]: les artisans du printemps de Prague étaient peu à peu écartés du pouvoir, des artistes durent prendre le chemin de l'exil (par exemple Milan Kundera en 1975), d'autres perdirent leur emploi et furent interdits de publication. Dubcek fut écarté du pouvoir en avril 1969, et remplacé par le sinistre Gustav Husak (1913-1991); on lui donna un poste de jardinier à Bratislava, où il vivait en résidence surveillée[2]: sort typique d'un pays où l'on pouvait trouver des professeurs d'université à la réception des hôlels, des chirurgiens au bar, des artistes peintres au service en salle, etc. La Tchécoslovaquie s'enfonça dans la sinistre nuit brejnévienne; le P.C.T. perdit tout contact avec la société, ce qui explique qu'il fut complètement tenu à l'écart des évolutions de la fin des années 1980.

Dans les années 1970, ce fut au tour de la **Pologne** de se réveiller. À vrai dire, elle n'avait jamais été tout à fait mise au pas. Après 1956 n'y avait pas eu d'autres réformes de fond que l'arrêt de la collectivisation de l'agriculture, la situation économique s'était dégradée continûment, et le régime Gomulka était vite devenu très répressif. Il y eut même une ignoble campagne antisémite au printemps 1968, censée répliquer à une nouvelle poussée d'agitation des intellectuels et des étudiants en offrant des boucs émissaires à la société polonaise: le communisme retrouvait, comme en U.R.S.S., les recettes éprouvées des dictatures les plus traditionnelles.

---

[1] Il y eut deux autres suicides par le feu la même année; ils étaient imités des bonzes vietnamiens protestant contre l'intervention américaine dans leur pays au début de la décennie.

[2] Il vit la libération de son pays en 1989, mais son heure était passée: il demeurait malgré tout un communiste, et il y avait longtemps que le "socialisme à visage humain" était dépassé — la Tchéquie est aujourd'hui l'un des pays les plus libéraux d'Europe. Il mourut quelques mois après la "révolution de velours", dans un accident de voiture.

Dans ces conditions, le mécontentement recommença très vite à grandir: il y eut de nouvelles manifestations ouvrières, à la fois sociales et anticommunistes: en 1970 elles partirent de **Gdansk**, l'ancienne Danzig, où il y avait un grand chantier de constructions navales; la répression fit quatre cent cinquante morts, mais Gomulka perdit son poste, remplacé par Edvard Gierek (né en 1913). Ce fut à l'occasion des émeutes de 1976 qu'à Gdansk encore l'on entendit parler pour la première fois d'un jeune électricien du nom de **Lech Walesa** (né en 1943). Par ailleurs, les événements de 1976 aboutirent à l'apparition d'une première structure clandestine de lutte contre le régime, le Comité de Défense des Ouvriers (K.O.R.), qui dans un premier temps s'occupa surtout de publier des textes interdits par la censure. Un prêtre faisait partie de la direction du K.O.R.: depuis 1945, l'**Église catholique** polonaise avait été l'un des rares espaces de résistance au communisme. L'identité nationale polonaise est très liée au catholicisme, par opposition à la Russie orthodoxe et à la Prusse protestante; l'Église avait été le fer de lance de la résistance à la russification au XIXe siècle. Elle reçut un renfort inattendu avec l'élection d'un Pape polonais, Jean-Paul II, ancien archevêque de Cracovie, en octobre 1978 (voyez le cours de Relations internationales, à la fiche R2); sa première visite de souverain pontife en Pologne, en mai-juin 1979, eut un immense retentissement.

En juillet 1980, une forte augmentation des prix mit à nouveau le feu aux poudres: la Pologne était écrasée par la dette qu'elle avait contractée auprès de l'Occident à l'époque du "socialisme du goulasch", et le gouvernement ne voyait plus d'autre solution que d'imposer des sacrifices à la population. Des **grèves** ouvrières éclatèrent dans tout le pays; Lech Walesa dirigeait celle des chantiers navals de Gdansk. Le régime choisit la négociation pour éviter une guerre civile, et fin août il signa avec les grévistes les **accords de Gdansk**, par lesquels il autorisait l'existence d'un syndicat indépendant en cours de formation, **Solidarité**, dirigé par Walesa. La médiation de l'Église joua un rôle essentiel dans le dénouement pacifique de la crise. On était dans le domaine syndical et non pas politique, le dogme du Parti unique n'était pas attaqué de front: l'existence de Solidarité était donc acceptable en principe par le régime et par Moscou — en principe seulement: évidemment, l'apparition d'une structure de défense des intérêts de la classe ouvrière remettait en cause les fictions de l'État "ouvrier" polonais et de la libération du prolétariat par le socialisme scientifique. Les prisonniers politiques furent libérés, les libertés fondamentales furent reconnues. Le régime entra rapidement en déliquescence: les équipes dirigeantes se succédaient à un rythme accéléré, tandis qu'un immense mouvement populaire soulevait toute la Pologne: les grèves se multiplièrent; Solidarité eut, à un moment, plus de dix millions de membres, tandis que le P.O.U.P., le Parti ouvrier unifié de Pologne, dépérissait.

Mais Walesa perdit le contrôle de ses troupes, dont une partie envisageait la transformation du syndicat en un parti politique d'opposition. Les bruits de bottes en provenance de la frontière orientale se faisaient de plus en plus insistants: on pouvait craindre quelque chose

d'encore plus terrible qu'en Hongrie en 1956 — la boucherie en Afghanistan battait son plein. Aussi l'armée polonaise choisit d'intervenir pour éviter une invasion soviétique: en décembre 1981, le général Wojciech **Jaruzelski** (né en 1923), qui occupait les fonctions de Premier ministre depuis l'été et de premier secrétaire du P.O.U.P. depuis octobre, proclama l'état de siège et interdit Solidarité. La dictature militairo-communiste parvint à reprendre le contrôle du pays sans trop de sang; mais elle ne parvint pas à faire redémarrer l'économie, car les Polonais, en une espèce de gigantesque grève générale larvée, refusaient toute collaboration; et puis on ne pouvait pas fermer les églises, qui étaient pleines (elles se vidèrent d'un coup après 1989) et où les prêches étaient ouvertement hostiles au régime. À partir de 1988, il fallut de nouveau négocier: ce fut le commencement de la fin, non seulement pour la Pologne, mais pour le bloc de l'est tout entier. Paradoxalement, aujourd'hui l'image de Jaruzelski n'est pas si négative que ça dans son pays: il est crédité d'avoir cédé le pouvoir sans effusion de sang, et d'avoir été au moins un patriote.

3) L'extension du communisme dans le tiers-monde.

Dans ces années post-moustachues les tensions croissantes avec les "pays frères" d'Europe centrale et balkanique contrastaient avec l'extension accélérée du marxisme-léninisme, sous des formes plus ou moins orthodoxes, dans le tiers-monde. La raison fondamentale de ce contraste est claire: les pays de l'est avaient l'expérience concrète du communisme; ceux du tiers-monde ne l'avaient pas, mais en revanche subissaient d'autres formes d'oppression, guère plus agréables.

Ce fut ainsi que progressivement, **le théâtre principal de la guerre froide se déplaça vers le tiers-monde**; c'est pourquoi, lorsque l'on parle de la "détente" des années 1960 et 1970, il faut essayer de ne pas oublier les souffrances des Cubains et des Éthiopiens, pour qui il n'y eut pas de répit. Jusqu'en 1979, nulle part l'U.R.S.S. ne prit le pouvoir directement, à la force des armes: elle profita des opportunités locales, proposa et accorda de l'aide. Cette évolution fut théorisée au XXIIIe Congrès du P.C.U.S., en mars 1966: selon la doctrine adoptée à cette occasion la coexistence pacifique continuait en Europe et avec les États-Unis, mais partout ailleurs "la compétition entre les deux camps restait plus vive que jamais". Ce fut **l'âge d'or des géopoliticiens**, car il y avait des tensions tout autour de la planète, pour le contrôle des caps, des détroits, des ressources naturelles; par ailleurs, **la plupart des conflits locaux se teignirent d'une coloration de guerre froide**, par exemple le conflit israélo-arabe et le conflit indo-pakistanais.

Dans la première moitié des années 1950 il n'y avait que trois pays socialistes dans ce que l'on commençait à appeler le tiers-monde: la Corée du nord (née en 1948), la Chine (apparue en 1949) et le nord-Vietnam (apparu en 1954). À la suite de l'affaire de Suez, l'**Égypte** de Nasser se rapprocha de l'U.R.S.S.: en 1958, Moscou accepta de financer le gigantesque barrage d'Assouan, dont les Occidentaux ne voulaient plus entendre parler. Lors de la décolonisation chaotique du Congo belge, l'U.R.S.S. patronna un certain nombre de chefs de guerre (certains par l'intermédiaire de l'Argentin "Che" Guevara, qui y fit un bref séjour), surtout Patrice **Lumumba** (1925-1961) mais celui-ci fut assassiné par la soldatesque de Joseph-Désiré Mobutu (le futur Mobutu Sese Seko, 1930-1997) — il n'en demeura que le nom de l'université qui, à Moscou, accueillait les étudiants du tiers-monde, une pépinière de révolutionnaires. La Guinée d'Ahmed Sékou Touré (1919 ou 1922 — 1984) et le Ghana de Kwane Nkrumah se rapprochèrent aussi de l'U.R.S.S. dès le début des années 1960[1]; mais la "construction du socialisme" dans ces pays était un processus des plus superficiels.

Surtout, en 1959-1961, l'U.R.S.S. reçut un fabuleux cadeau sans avoir rien fait pour cela: **Cuba**, île située à une encâblure des côtes américaines, et fort prestigieuse en Amérique latine par sa littérature et sa musique. Elle avait été un semi-protectorat américain jusqu'aux années 1930 (voyez le cours sur les États-Unis, aux chapitres 1 à 3); elle demeurait très liée économiquement au grand voisin du nord, et c'était une grande destination touristique, pour le tourisme sexuel notamment, ce dont la fierté des Cubains souffrait beaucoup. Elle était pauvre, mais c'était quand même le pays le moins pauvre d'Amérique latine; ce qui ne consolait pas ceux que chocaient des inégalités sociales très prononcées. Dans les années 1940 et 1950, elle était au mains d'une dictature sanglante (bien moins que celle qui suivit cependant) et corrompue, celle de Fulgencio **Batista** (1901-1973). Au début des années 1950, un jeune avocat, fils d'un planteur de canne de condition aisée, Fidel **Castro** (né en 1926, hélas toujours vivant) se lança dans l'activisme politique nationaliste: le 26 juillet 1953, il lança une attaque contre la caserne de la **Moncada**, à Santiago de Cuba, dans l'est de l'île. Arrêté et condamné, il fut amnistié en 1955 et s'exila au Mexique; l'année suivante, il débarqua sur les côtes de la province de l'Oriente, à la tête de quelques centaines de guérilleros organisés en un Mouvement du 26 juillet (M-26)[2]. En trois ans, avec le concours de quelques étrangers enthousiastes, dont l'Argentin Ernesto "Che" Guevara[3] (1928-1967), et d'une partie de la population cubaine, exaspérée par Batista et par les Américains, ils parvinrent à prendre le pouvoir: ils entrèrent triomphalement à La Havane en janvier 1959. Non seulement l'U.R.S.S. n'avait apporté aucune aide mais le P.C. cubain s'était montré très hostile à l'"aventurisme petit-bourgeois" du M-19: dans les premières années du

---

[1] Mobutu a dirigé son pays de 1965 à son renversement, quelques mois avant sa mort, par Laurent-Désiré Kabila (1941-2000), l'un des maquisards gauchistes des années 1960; Touré, de l'indépendance en 1958 à sa mort; N'krumah, de l'indépendance en 1957 à son renversement par les militaires en 1966.

[2] Le bateau qui les amenait s'appelait *Granma* ("Grand-maman"); c'est aujourd'hui le titre du principal quotidien de l'île.

[3] "Che" est une interjection dont les Argentins font grand usage, quelque chose comme "tiens" ou "ben ouais".

régime castriste il fut marginalisé et "phagocyté" — ses principaux leaders entrèrent au M-26, comme à Canossa (un nouveau P.C.C. à la botte de Castro apparut en 1965).

Au départ, le nouveau régime cubain ne s'affichait pas communiste: ce ne fut qu'en 1961 qu'il se rapprocha officiellement de l'U.R.S.S.[1]. Il existe de ce tournant deux interprétations diamétralement opposées. Pour les uns, pas forcément procastristes, Cuba n'eut pas le choix face aux provocations américaines, notamment la tentative de débarquement d'une force d'émigrés cubains anticastristes aidée par la C.I.A., en avril 1961, à **Playa Girón** (le lieu est connu aussi sous le nom de "Baie des cochons", je soupçonne qu'il a été rebaptisé ainsi par le régime après l'échec du débarquement). Il faut dire que les États-Unis n'avaient aucune raison d'être tendres avec un régime qui avait confisqué sans indemnités les biens des Américains, et faisait grand usage du *paredón* (le peloton d'exécution). Mais Carlos Franqui, le premier Premier ministre du régime castriste en 1959, parti en exil au début des années 1960, a donné des faits une version très différente: selon lui, dès cette époque il y avait à Cuba, doublant le gouvernement de coalition officiellement démocratique, un "cabinet de l'ombre" formé d'authentiques communistes (au M-19, pas du P.C.C.) et qui détenait le pouvoir réel. Ce qui est clair, c'est que l'U.R.S.S. ne joua aucun rôle là-dedans non plus![2] Communiste peut-être dès 1959, Castro était soucieux avant tout de son pouvoir absolu; s'il prit le risque en 1961 d'aligner officiellement son régime sur le bloc soviétique, c'était parce qu'il était indéboulonnable à cause de son prestige de guérillero. Mais au moment de la crise des fusées, en octobre 1962, il était bien plus excité que Khrouchtchev et réclamait à toute force le déclenchement d'un conflit nucléaire.

Dans les années 1960, le mouvement d'extension du communisme dans le tiers-monde marqua un temps d'arrêt: les Cubains échouèrent à exporter leur révolution (Che Guevara fut assassiné à l'issue d'une lamentable équipée bolivienne en 1967; il semble que Castro s'était plus ou moins débarrassé de lui vers 1964, en l'envoyant se faire liquider quelque part — il faisait de l'ombre à sa popularité, il était aussi incompétent que radical, et puis il n'était guère présentable, entre autres à cause de son homosexualité assez peu discrète); une tentative de coup d'État communiste en Indonésie en 1965 tourna à la catastrophe (la répression fut d'une sauvagerie exceptionnelle: il y eut cinq cent mille victimes). En revanche l'Inde se rapprocha diplomatiquement de l'U.R.S.S. à cause de sa rivalité avec la Chine et le Pakistan pro-américain, mais son économie ne devint jamais que très vaguement socialiste. En Algérie, à partir de 1965, le colonel Houari Boumédiène (vers 1932-1978) imposa un régime certes socialisant mais fort peu aligné sur l'U.R.S.S.; il en fut de même dans la Tanzanie de Julius Nyerere (né en 1921) à partir de l'indépendance en 1961, et dans la Birmanie du général Maung Shu Maung Ne Win

---

1 Après un premier accord économique en 1960: l'Amérique ne voulait plus acheter le sucre cubain. Ce fut en avril 1962 que l'U.R.S.S. reconnut officiellement le caractère "socialiste" du régime cubain.

2 Que le Parti comme institution ait tenté de garder le contrôle des événements ne signifie pas que certains communistes cubains n'avaient pas compris, dès 1959, qu'il fallait jouer une autre carte; l'U.R.S.S. en revanche mit plus de temps à comprendre l'opportunité qui lui était offerte.

(né en 1911) après le coup d'État de 1962. Il y eut même une brève parenthèse trotskiste au Sri Lanka en 1965-1966, sous la houlette de Sirimavo Bandaranaike (née en 1911), première femme à avoir été élue chef d'État (en 1960).

Dans les années 1970 le mouvement s'accéléra nettement: les États-Unis traversaient une crise grave et n'arrivaient plus à empêcher les révolutions ou coups d'État communistes ou socialisants, sauf en Amérique latine: au **Chili** en septembre 1973, le coup d'État sanglant d'Augusto Pinochet Ugarte (né en 1915), planifié en collaboration étroite avec la C.I.A., mit fin aux trois ans de présidence du socialiste Salvador Allende (1908-1973[1]) — Allende était un démocrate, il était arrivé au pouvoir par les urnes; son régime n'était pas spécialement prosoviétique, même si bien sûr il essayait d'obtenir de l'aide de l'U.R.S.S. (l'aide américaine s'était interrompue); mais à l'été 1973 la coalition des forces chiliennes de gauche était en voie de décomposition, l'anarchie gagnait et les extrémistes prospéraient. Cette affaire, en réalité, fit beaucoup plus de tort aux États-Unis, mis au pilori dans le monde entier (avec raison), qu'à l'U.R.S.S., pour qui ce n'était qu'un échec mineur, le Chili n'étant pas un pays très important d'un point de vue stratégique.

Sur les autres continents en revanche ce fut une véritable épidémie. Parmi les pays qui passèrent à diverses formes de socialisme ou de prosoviétisme dans les années 1970, je cite en vrac et sans prétention à l'exclusivité: le sud-**Vietnam**, le Laos et le Cambodge en 1975; la Somalie en 1971, puis l'Éthiopie en 1973 (mais les deux pays se firent la guerre en 1976, l'U.R.S.S. choisit l'Éthiopie et la Somalie regagna le camp occidental); les **anciennes colonies portugaises d'Afrique**, Angola, Mozambique, Guinée-Bissau et Cap-Vert, en 1974-1975 (mais les deux premiers pays, les seuls de taille notable, durent affronter des guérillas financées par l'Amérique et l'Afrique du sud[2]); le Congo-Brazzaville en 1979. En 1975, à la suite du coup d'État du capitaine Didier Ratsiraka, Madagascar vint s'ajouter à la liste des pays d'orientation socialiste mais guère alignés sur l'U.R.S.S. Au **Moyen-Orient**, surtout après la guerre des six jours, **l'U.R.S.S. épousa la cause arabe**, ce qui inquiéta beaucoup les Occidentaux à cause du pétrole et du canal de Suez, et lui valut de nouveaux alliés dont la Lybie (où en 1969 le colonel Muammar al-Khadafi, né en 1929, avait renversé le roi Idriss), la Syrie, le Yémen du sud, un moment l'Irak; mais à l'exception des Yéménites c'étaient des socialistes peu orthodoxes, turbulents et prompts aux retournements d'alliances (l'Égypte, stratégiquement bien plus importante que la Lybie et la Syrie, quitta le camp soviétique avec fracas en 1972): dans cette région du monde l'U.R.S.S. eut en fait plus de déboires que de satisfactions (voyez le cours de Relations internationales, à la fiche A3).

---

1 Allende s'est suicidé pendant le coup d'État.

2 Le bloc soviétique envoya des troupes; ce fut Cuba qui "s'y colla" par solidarité tiers-mondiste, et parce qu'une intervention de l'Armée rouge eût fait mauvais effet.

En **1979**, deux avancées décisives eurent lieu, dont il était difficile de deviner qu'elles allaient être les dernières. D'abord, pour la première fois, le bloc communiste étendit une tentacule sur le continent américain, lorsqu'au **Nicaragua** une guérilla de type castriste ("sandiniste" — voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 2) renversa l'antédiluvienne et sauvage dictature de la famille Somoza; elle établit un régime crypto-communiste, assez proche de celui de Cuba dans les premiers mois du castrisme, qui d'ailleurs fonctionna très mal, parce qu'il révulsait une bonne partie de la population et parce que les États-Unis ne lui firent aucun cadeau. Le Nicaragua est un misérable trou, mais il baigne deux océans, la frontière américaine n'est pas loin, et comme la situation sociale de toute la région était désastreuse l'U.R.S.S. pouvait espérer de nouveaux progrès. La même année, en décembre, l'Armée rouge envahit l'**Afghanistan** — c'était la première fois qu'elle intervenait ouvertement hors du glacis centre-européen. Ce pays, formé pour l'essentiel de montagnes impénétrables, fières et pelées qui avaient échappé à la double colonisation britannique et russe au XIXe siècle, avait glissé progressivement dans l'orbite soviétique depuis les années 1920, au fur et à mesure qu'Albion déclinait. La monarchie afghane, vaguement kémaliste et laïque, était tombée en 1973; en avril 1978 un nouveau putsch avait abouti à l'instauration d'une dictature "à orientation socialiste", mais ce régime autoritaire et franchement athée, déjà très aligné sur le bloc de l'est, était en train de s'effondrer face à la révolte de la population, et l'U.R.S.S. ne pouvait accepter un "recul du socialisme" dans cette région. En Occident cette agression fut interprétée comme un pas décisif de la Russie vers les mers chaudes, une rupture provocatrice des équilibres régionaux de la détente (d'autant que les États-Unis venaient de perdre l'Iran voisin), et un retour à une conception purement impériale des relations internationales. C'était en fait une erreur monumentale, liée à la méconnaissance du terrain et à des rivalités internes aux cercles du pouvoir: l'Afghanistan fut le Vietnam de l'U.R.S.S.

Bien entendu, pour l'U.R.S.S. **l'enjeu central demeurait toujours l'Europe** occidentale, berceau du communisme comme de la démocratie, et surtout région toujours demeurée plus puissante politiquement et économiquement que l'Afrique noire ou que Cuba — l'opinion publique européenne demeura donc toujours le champ de bataille idéologique privilégié de la guerre froide. **À l'époque stalinienne**, l'action dans le tiers-monde s'était limitée à la Chine et au Vietnam, dans le prolongement de l'espace continental eurasiatique contrôlé par l'U.R.S.S., et puis là où s'étaient présentées les occasions les plus faciles à saisir; mais il n'était pas encore question de rechercher systématiquement des alliances dans le tiers-monde: Staline se méfiait des "nationalistes bourgeois" du genre de Nehru, à cause en partie de l'expérience malheureuse de la coopération avec le Guomindang dans les années 1920. Même la neutralité affichée du mouvement des non-alignés ne convenait pas à la vision manichéenne du monde de l'époque de Jdanov; ce qui n'empêcha pas les Soviétiques de tenter de le noyauter, dès le début,

avec cet argument que le seul non-alignement qui valût était l'adhésion au camp de l'anticolonialisme[1].

Mais **après la mort de Staline** et les événements de 1956, il devint évident que **la bataille pour l'Europe occidentale était perdue**, pour l'instant tout au moins, aussi bien dans les opinions publiques qu'au point de vue de la rivalité militaire; et aussi que **l'espace soviétique et ses prolongements eurasiatiques étaient structurellement défavorisés**, de par leur caractère continental, **par rapport à la thalassocratie américaine**: dans des économies modernes, fondées sur les échanges qu'elles soient ou non libérales, le contrôle des océans, donc des transports les moins coûteux à longue distance, est fondamental. De telles analyses, qui n'avaient pas de pertinence en période révolutionnaire, lorsque l'avenir du monde se jouait en quelques mois, ni dans les phases de mobilisation de l'ensemble de la société comme en U.R.S.S. les années 1930-1945 (mais cette mobilisation ne pouvait durer très longtemps: voyez au chapitre 4), ne s'imposèrent à Moscou qu'au moment de la détente, lorsqu'il fut évident que la situation de coexistence entre les deux blocs allait durer longtemps — et encore, avec bien moins de netteté que ne le suggère l'exposé qui précède, lequel reprend des analyses occidentales de l'action de l'U.R.S.S. dans le tiers-monde; or la cohérence de celle-ci était souvent problématique.

Il n'empêche: ces analyses rendent compte de l'essentiel. Dans le tiers-monde, l'U.R.S.S. était à la recherche d'une assise territoriale plus diversifiée (par exemple, tout simplement, d'un réseau de bases militaires sur les différents océans, le plus près possible des caps et des détroits); elle cherchait à dépasser son échec dans les prolétariats du monde développé en jouant les anciens colonisés contre l'Occident. Cela dit, ce n'était que l'une des dimensions de sa stratégie internationale: il y eut toujours, parallèlement, une action destinée à "finlandiser" l'Europe occidentale, comme le montre bien la crise des euromissiles.

Bien sûr, on peut juger que cela reflétait l'évolution globale du capitalisme: les pays occidentaux s'étaient embourgeoisés, de plus en plus les prolétaires se trouvaient dans le tiers-monde — le prolétariat de l'économie mondialisée, ce sont les peuples pauvres… Mais les analyses que l'on faisait à Moscou n'allaient pas si loin. En réalité, pour l'U.R.S.S. brejnévienne, archaïquement attachée à des représentations vieilles d'un siècle où le continent révolutionnaire était l'Europe, cette extension tous azimuths représentait **un signe de faiblesse**: l'Empire socialo-moscovite ne s'étendait que parce qu'il n'était plus assez dynamique pour se développer par ses propres forces, et pour réaliser son objectif principal, la libération/vassalisation du continent européen; mais en même temps qu'il s'étendait démesurément, il s'affaiblissait, car **tous ces**

---

[1] Dans les années 1950, à la conférence de Bandoeng notamment (en avril 1955), ces tentatives d'entrisme se firent par l'intermédiaire de la Chine; puis dans les années 1960 il fallut s'en passer, mais le nombre d'affidés de l'U.R.S.S. dans le tiers-monde croissait sans cesse. Au début des années 1980, Fidel Castro parvint même à se faire élire à la présidence du Mouvement des Non-Alignés, lequel à cette date, il est vrai, ne représentait plus grand-chose: drôle de non-alignement!

nouveaux clients et alliés coûtaient cher à entretenir: leurs convictions socialistes évoluaient généralement au rythme de la consistance des plats de lentilles que leur mitonnait le coq moscovite, kombinats insdustriels coûteux, barrages aussi pharaoniques qu'antiécologiques et villas de luxe pour les dirigeants prolétariens — de plus, les Occidentaux avaient le mauvais goût de résister, par exemple en finançant des guérillas contre les régimes marxistes africains, un blocus des ports nicaraguayens (avec des mines): d'où d'autres dépenses en riposte.

Il y avait une autre raison pour laquelle cette expansion dans le tiers-monde affaiblissait l'U.R.S.S.: **les socialismes qui croissaient et se multipliaient dans ces régions étaient souvent des plus folkloriques**[1]; l'U.R.S.S. était bien obligée d'accepter cette diversité, laquelle contribuait à remettre en cause sa prééminence idéologique, car elle ne pouvait pas intervenir en Birmanie comme en Tchécoslovaquie, et certainement pas à la fois en Syrie, à Madagascar et en Corée du nord. Et puis ces "alliés" n'était pas toujours très disciplinés: pas fous, la plupart rechignaient notamment à accorder à l'U.R.S.S. des facilités militaires; ils se livraient à des marchandages sordides avec l'Occident (le régime de Didier Ratsiraka à Madagascar illustre bien ces deux points[2]). L'U.R.S.S. fut donc obligée de jouer la détente sur le terrain de la bataille des légitimités idéologiques[3], et d'élaborer progressivement une représentation du "camp du progrès" qui distinguait les **"pays frères"** (les plus dépendants et les plus proches dans leur conception du marxisme-léninisme et dans leur organisation économique), comme la Mongolie, Cuba, le Vietnam, l'Éthiopie; les **"alliés"**, dont certains d'ailleurs n'étaient que très vaguement socialistes (comme l'Inde); et la galaxie imprécise des **"pays amis"**, dits aussi "à orientation socialiste", parmi lesquels figuraient par exemple la Birmanie, la Syrie de Hafez el-Assad, l'Algérie de Boumédiène, le Congo-Brazzaville de Denis Sassou Nguesso[4]… sans parler des "renégats", socialistes mais ennemis de l'U.R.S.S., comme la Chine.

Cette géographie était évidemment des plus mouvantes[5]; elle permettait cependant de rendre compte de la sortie de certains pays de la "famille", comme l'Égypte et la Somalie dans les années 1970 — ces pays étaient censés ne jamais être passés

---

1 Dans la Corée du nord de Kim Il-Sung par exemple, dès les années 1960 le marxisme-léninisme céda la place à un produit de l'artisanat idéologique local, la théorie du *Djoutché* — un mot qui se laisse assez bien traduire par "autarcie". Il n'y avait pratiquement plus de références à Marx, et plus aucune à Lénine; en revanche, le "grand leader" fut pratiquement déifié, dans la tradition des anciens monarques confucéens (il paraît qu'il existe quinze mille statues à son effigie; à sa mort, il a été proclamé "leader éternel" du pays). L'économie en revanche restait gérée selon les plus stricts principes staliniens.

2 Ratsiraka a dirigé (et ruiné) son pays de 1975 à 1993. Les fournisseurs de lentilles ayant changé, il a dû céder le pouvoir à la suite d'élections; mais il l'a retrouvé (légalement encore) dès 1996, ses adversaires ayant fait encore pis; bien entendu, c'est aujourd'hui un démocrate impeccable et un libéral d'une force de conviction émouvante.

3 Furet fait remarquer que de toute façon la notion de "révisionnisme" était désormais d'un usage délicat, puisque depuis le rapport Khrouchtchev le stalinisme avait été rangé parmi les déviations, et non des moindres.

4 La biographie politique de Sassou Nguesso est très semblable à celle de Ratsiraka. Il a présidé son pays de 1979 à 1992, et a retrouvé son poste en 1997 (par la force). Pour Hafez el-Assad et Boumédiène, voyez le cours de Relations internationales, à la fiche R1.

5 Les exemples du paragraphe précédent correspondent à la situation du milieu des années 1970.

vraiment au socialisme; les "bourgeoisies nationales" y étaient demeurées au pouvoir, alliés naturelles mais fragiles du camp du socialisme.

Tout ce qui précède repose sur des analyses rétrospectives: sur le moment en Occident, cette expansion tous azimuths, ce redoublement d'agressivité ne fut pas perçu comme un indice d'affaiblissement, mais bien au contraire comme le signe d'un redoublement de dynamisme: tout ce qu'on retenait, c'était que les clients de Moscou poussaient comme champignons après la pluie.

B) L'image de l'U.R.S.S. à l'extérieur des frontières du bloc de l'est.

En Europe occidentale, la déstalinisation, puis l'effondrement progressif de l'image de l'U.R.S.S. au rythme de ses interventions en Europe centrale, des affaires d'espionnage plus ou moins crapoteuses et des révélations plus atterrantes les unes que les autres sur la réalité de la vie dans le Paradis socialiste, firent des millions de déçus. Certains, tout simplement, se désintéressèrent de la politique.

D'autres refusèrent d'accepter l'effondrement de leurs mythes, d'affronter la réalité: ils campèrent dans les **partis communistes** en déclin progressif, appliquant les nouvelles lignes avec la plus évidente mauvaise volonté dans les périodes d'ouverture, se réjouissant des retours à l'orthodoxie dans les périodes de reglaciation. Ils assuraient n'avoir jamais été staliniens, car c'était devenu un gros mot; ils se réfugièrent dans la défense de l'orthodoxie léniniste, modèle brejnévien finissant, et n'eurent très vite plus rien à dire à personne, car le caractère progressiste de l'intervention en Tchécoslovaquie ou du régime éthiopien était de plus en plus douteux. Ils sombrèrent dans un mélange d'autisme et d'anachronisme, hostiles à toutes les nouveautés de leur temps, sur la défensive face à leurs contradicteurs mais pas moins agressifs pour cela. Ils haïssaient tout particulièrement les extrême-gauches maoïstes ou autres, coupables d'avoir remis en cause l'orthodoxie.

D'autres, au sein des mêmes P.C. occidentaux, essayèrent d'évoluer avec leur temps. La fidélité des communistes à l'U.R.S.S. s'était greffée sur des objectifs et des combats sociaux plus respectables dans leurs principes et potentiellement plus populaires: certains, avec plus de panache que de réalisme, tentèrent de faire le grand écart entre leur fidélité "quand même" aux pays du socialisme réel, et la nécessité de s'adapter aux réalités du temps et aux mentalités, de moins en moins prosoviétiques même dans les gauches d'héritage marxiste. Le **parti communiste italien**, le plus populaire d'Occident, alors dirigé par par Luigi Longo (de 1963 à 1973), puis par Enrico Berlinguer (1922-1984, Premier secrétaire du P.C.I. de 1972 à sa mort),

fut celui qui alla le plus loin dans la voie de la critique des régimes du bloc de l'est, élaborant toute une théorie du **"polycentrisme"** nécessaire à la rénovation du socialisme[1]; dans les années 1970, rompant avec les bases même de l'orthodoxie, il élabora même une théorie du **"compromis historique"** avec la démocratie chrétienne (en d'autres termes, une reconnaissance officielle et sans arrière-pensées de la démocratie bourgeoise, une renonciation complète à l'ambition révolutionnaire violente); il y gagna de ne pas s'effondrer électoralement (dans les années 1980 il rassemblait toujours environ 30% des suffrages), mais cela ne lui permit pas de sortir de son isolement politique.

Les P.C. français et espagnol hésitèrent; dès les années 1960, certains signes de malaise étaient perceptibles (en 1966, Aragon protesta contre la condamnation de Daniel et Siniavski; en 1968, le Bureau politique du P.C.F. exprima "sa surprise et sa réprobation" de l'invasion de la Tchécoslovaquie). Un bref moment, de 1972 à 1977 environ, ils suivirent les Italiens dans leur aventure (ce fut l'épisode de l'**"eurocommunisme"**[2]), puis se ravisèrent, sans pour autant revenir à l'orthodoxie aveugle d'avant 1965: lorsqu'en 1979 Georges Marchais évoquait le "bilan positif" de l'U.R.S.S., ce qui fit scandale, il reconnaissait par cela même qu'il y avait des ombres au tableau (sur cet épisode et plus généralement sur le P.C.F., voyez le cours sur la France, au chapitre 16); alors qu'à la fin des années 1950, durant des années Thorez avait refusé d'admettre l'authenticité du rapport Khrouchtchev! (voyez au chapitre 4). Les communistes portugais, en revanche, demeurèrent jusqu'au bout dans la foi la plus béate: tout ceci était largement lié aux personalités des leaders nationaux, et aux conditions locales (les Espagnols et les Portugais avaient des dictatures de droite à combattre, jusqu'en 1975 et 1974 respectivement).

La plupart des déçus de l'U.R.S.S. allèrent grossir les rangs des anticommunistes, notamment parmi les **intellectuels** dont beaucoup ne pouvaient se résoudre à demeurer sans engagement. En France, l'historien François Furet (1927-1997), qui quitta le P.C.F. à la suite de l'affaire hongroise, est un bon exemple de ce type d'évolution; le livre que j'ai utilisé comme base au présent chapitre n'est rien d'autre qu'une longue réflexion sur le sens de sa vie. Le consensus bien-pensant des intellectuels progressistes prosoviétiques s'effrita peu à peu pour céder la place, vers 1975-1980, à un consensus anticommuniste tout aussi bien-pensant. En France, la foi des intellectuels résista assez bien à l'épisode hongrois[3], mais le gauchisme des années 1960 lui porta de rudes coups, comme l'invasion de la Tchécoslovaquie: il n'était pas possible de présenter les communistes pragois comme des contre-révolutionnaires bourgeois, comme on

---

1 Togliatti, la grande figure du communisme italien dans les années 1950, avait inventé ce concept en 1956, avant même la répression de la Révolution hongroise. Cela ne l'empêcha pas d'approuver l'intervention soviétique à Budapest, avec résignation: cet homme formé dans la Résistance à Mussolini était encore de la génération des révolutionnaires, et croyait au centralisme démocratique.

2 L'un des principaux épisodes de cette aventure, en France, fut la signature du programme commun de la gauche en 1972 — il fut dénoncé par le P.C.F. en cours de reprise en mains par Moscou, en 1977. L'hostilité de l'U.R.S.S. à l'eurocommunismme culmina en une tentative d'assassinat de Berlinguer à Sofia en 1973!

3 Celui-ci provoqua pourtant des manifestations anticommunistes passablement vigoureuses: une foule en furie tenta de prendre d'assaut le siège du P.C.F. Mais ces manifestants étaient de droite, donc méprisables: leur colère était une preuve qu'il fallait malgré tout serrer les rangs autour du camp du socialisme.

l'avait fait des Hongrois. En 1971, le film *L'aveu* sur les purges staliniennes en Tchécoslovaquie, que j'ai évoqué plus haut en note, fit l'effet d'une bombe, d'autant que la vedette en était le chanteur et acteur Yves Montand (Ivo Livi, 1921-1991), un repenti de 1956, mais qui demeurait un homme de gauche — il avait étrillé la dictature grecque dans *Z*, en 1968. Mais l'épisode qui marqua le retournement définitif de l'intelligentsia française fut la publication du monumental et bouleversant témoignage d'Alexandre Soljenitsyne sur les camps de concentration soviétique, ***L'Archipel du Goulag***, en décembre 1973 (l'ouvrage sortit d'abord en France): ce fut un choc pour l'ensemble de l'opinion, marquée depuis trente ans par le souvenir des camps nazis. À partir de cette date, les dissidents soviétiques et tchécoslovaques (les plus médiatisés de tous), les Polonais en révolte, etc., purent compter avec la sympathie des intellectuels français. Même le vieux Sartre entrevit une lueur dans sa cécité et accepta de participer à une réunion de soutien aux réfugiés vietnamiens, en 1979, quelques mois avant sa mort: ce fut un autre choc.

> Tous ces phénomènes étaient évidemment à mettre en relation avec le caractère de plus en plus individualiste et libertaire des sociétés occidentales (voyez le cours sur la France, notamment au chapitre 16 le passage sur Mai 68): la grande réhabilitation du libéralisme politique s'amorçait, en attendant celle du libéralisme économique qui se fit, partout sauf en France, dans les années 1980.

L'U.R.S.S. n'enthousiasmait plus; elle inquiétait encore, et de plus en plus, surtout quand la détente se révéla un leurre. Dans les années 1970, avec l'expansion du communisme dans le tiers-monde, la reprise en mains de l'Europe centrale, la crise économique en Occident et la crise du *leadership* américain (voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 4), toute une littérature extrêmement pessimiste fleurit, dont vous pouvez retenir, pour la France, les ouvrages du dissident en exil Alexandre Zinoviev (j'ai utilisé *Le communisme comme réalité* au chapitre 4) et les diatribes legèrement hystériques et paranoïaques de l'ineffable Marie-France Garaud, journaliste et conseillère politique de Jacques Chirac dans les années 1970. L'U.R.S.S., disaient ces pessimistes, était sur le point de gagner la guerre froide, car le régime soviétique, par la contrainte, mobilisait les énergies bien plus que les démocraties ne pouvaient le faire, et parce que l'Occident s'affaiblissait, rongé de l'intérieur par le cancer de la permissivité et de la contestation; le communisme correspondait à des passions présentes dans tout être humain, la paresse et le laisser-aller, le désir d'une vie quasi animale dans la misère et la déchéance morale mais avec la sécurité du lendemain, passions qui étaient aussi à l'œuvre en Occident (voyez tous ces chevelus!) et que rien ne pourrait arrêter. Ce fut très largement Ronald Reagan, premier cow-boy des États-Unis de 1980 à 1988, qui mit fin à cette culture du pessimisme en redonnant du dynamisme à l'Amérique, en affichant un optimisme inoxydable et permanenté, en imposant l'idée que la liberté n'est pas un facteur de faiblesse, mais la meilleure arme dans le combat pour la liberté.

Il restait toutefois des orphelins de la Révolution et de l'utopie, des femmes et des hommes qui jugeaient que ce n'était pas parce que le communisme s'était effondré que le capitalisme en était devenu meilleur. Une majorité, tirant de l'Histoire des leçons cohérente, rejoignit les rangs de la gauche réformiste. La minorité qui croyait encore aux mythes léninistes (quoi qu'ils entendissent par là), dut se rabattre sur des **mythes de rechange**: les socialismes du tiers-monde, dont à peu près tous furent élevés, à un moment ou à un autre, en modèles d'un socialisme rénové. À mesure que faiblissait le prestige des socialismes réels européens, que l'on connaissait de mieux en mieux, les derniers croyants se réfugiaient dans des rêves de plus en plus lointains, protégés par les brumes de la méconnaissance et de la désinformation — à vrai dire, ces réfugiés de l'imaginaire étaient de moins en moins nombreux, surtout dans la classe ouvrière; c'était aussi que l'information progressait à toute allure, seuls certains intellectuels furent assez aveugles et prisonniers de leurs œillères idéologiques, assez archaïsants dans leurs postures, pour y résister. Ces modèles de rechange étaient d'ailleurs d'une extrême diversité: certains, comme Cuba, étaient acceptables par les communistes orthodoxes; d'autres comme la Chine maoïste représentaient au contraire une manière de s'éloigner du Parti sans remettre en cause le léninisme et la Révolution, et même en reconstruisant une nouvelle orthodoxie encore plus raide, encore plus intolérante et puritaine, encore moins humaniste, encore plus délirante[1]; d'autres encore, comme la Tanzanie de Nyerere ou l'Algérie de Boumédiène, représentaient, moyennant quelques bricolages, l'espoir d'un socialisme "à visage humain", sans dictature et sans misère[2].

Tout cela reposait évidemment, non plus sur le philosoviétisme, mais sur l'**idéologie tiers-mondiste**, selon laquelle toute expérience de rupture avec le monde occidental colonialiste était par principe sympathique: on y retrouvait au moins confirmation des thèses de Lénine sur "l'impérialisme, stade suprême du capitalisme"; cela permettait de compenser l'affaiblissement de l'idéologie antifasciste avec l'éloignement chronologique de la seconde guerre mondiale (sauf en France où l'union de la gauche, dans les années 1970, vint brouiller le jeu). Cela reposait aussi sur la vieille passion de l'**antiaméricanisme**, forme contemporaine de la haine de la démocratie

---

[1] Sur les maoïstes français des années 1970, voyez absolument les pamphlets assassins de Simon Leys, surtout la première partie de *Ombres chinoises* (témoignageparu en 1974), qui porte sur les visiteurs-pèlerins et leur capacité à ignorer la Chine réelle pour s'esbaudir des villages Potemkine que le régime exhibait à leur béatitude. Voici un passage d'un autre essai, qui se trouve dans le recueil *Images brisées*. paru en 1976: « il y a trente ans, quand les mandarins de la gauche stalinienne furent confrontés aux preuves de l'existence des camps staliniens, ils eurent à affronter un cruel dilemme: à révéler la réalité, ne risquait-on pas de désespérer la classe ouvrière? Puis l'expérience soviétique fit banqueroute, et **les troupeaux d'idéologues reprirent leur transhumance: toujours plus à l'Est**! Qu'ils aient finalement réinvesti à Pékin ce capital d'enthousiasme que la faillite soviétique avait momentanément laissé sans emploi n'était que logique après tout (l'Albanie, étant donné ses dimensions modestes, n'aurait pu fournir de tréteaux suffisamment robustes pour leurs assez considérables égos) et qui d'autre, sinon Mao, avait explicitement revendiqué l'héritage de Staline?… ».

[2] L'Algérie de Boumédiène s'est révélée être une dictature corrompue, qui a achevé le travail de déstructuration de la société algérienne que les Français avaient bien commencé. En revanche le régime de Nyerere était acceptable en termes de démocratie, quoique totalement incompétent en matière d'économie. Il a laissé un pays pauvre, qui a raté le train du développement, mais aussi une société qui tient debout et l'habitude de ne pas recourir à la violence pour régler les problèmes; et il a été l'un des dirigeants les moins corrompus de l'Afrique d'après les décolonisations. Enfin, il a quitté le pouvoir tout seul!

et du capital, qui survivait (et survit encore) à l'effondrement du modèle bolchevik. Ce fut ainsi qu'en France *Le Monde diplomatique*, journal qui se prétend de gauche, soutint les dictatures les plus sinistres, pourvu qu'elles ne fussent pas trop ostensiblement sanglantes (et encore — je pense à la Guinée de Sékou Touré); les réformateurs les plus incompétents, pourvu qu'ils affichassent de bonnes intentions (comme Salvador Allende au Chili entre 1970 et 1973[1], ou Alan Garcia au Pérou dans les années 1980); les nationalistes les plus excités, pourvu qu'ils fussent antiaméricains. Même *Le Monde* se déshonora en refusant d'informer durant plus d'un an sur ce qui se passait au Cambodge, en 1975-1976: un régime qui avait vaincu l'Amérique ne pouvait être aussi monstrueux que les témoignages des réfugiées le laissaient supposer; la vérité n'avait qu'à s'incliner devant l'idéologie (il est vrai que dans ce cas précis elle était assez hallucinante). Je me rappelle aussi des reportages qui suivirent la prise de pouvoir par les communistes au sud-Vietnam en 1975: cela valait largement le voyage de Herriot en Ukraine.

De ces modèles exotiques, celui qui a le mieux survécu est **Cuba**, à cause de l'antiaméricanisme, du romantisme révolutionnaire[2], (l'icône du "Che" a été usée jusqu'à la corde[3]), à cause aussi de la sympathie que provoquent les victimes (Castro sait remarquablement jouer sur l'embargo américain), et enfin tout simplement parce que le régime castriste ne s'est pas encore effondré, que les archives ne sont pas encore ouvertes, que les Cubains ne peuvent pas encore parler et que les journalistes ne peuvent pas encore fouiner: il est encore possible d'aligner des saloperies sans être démenti — dans les années 1990 Danièle Mitterrand s'en est fait une spécialité: la vieillesse est un naufrage, disait de Gaulle. Pourtant il y a eu plusieurs alertes, comme lorsqu'en 1980 plusieurs centaines de milliers de Cubains s'embarquèrent du port de **Mariel** sur des embarcations de fortune, au péril de leur vie, pour fuir la misère et l'oppression et se réfugier aux États-Unis. La propagande castriste et ses relais en Occident assurèrent qu'il ne s'agissait que d'asociaux, de délinquants, d'homosexuels. Bizarrement, ce fut un épisode du même genre, en 1978-1979, qui provoqua d'un coup l'effondrement de l'image du Vietnam communiste, pourtant très forte: mais il est probable les "***boat-people***" vietnamiens, dont beaucoup se

---

[1] Il doit être clairement souligné que l'incompétence d'Allende n'excuse pas le coup d'État sanglant de Pinochet; mais ruiner son pays n'a jamais été la meilleure méthode pour y faire progresser la démocratie. Il est clair aussi qu'Allende n'a été aidé ni par la droite chilienne, ni par la C.I.A. qui fit tout ce qu'elle put pour le renverser; mais avec un minimum de jugeote politique et d'autorité, il n'aurait pas été si facile de l'attaquer.

[2] Cuba n'a pas eu de peine à apparaître plus sympathique que la Chine, un peu de propagande aidant, et beaucoup de complaisance de la part de Tartre et consorts. Selon Furet, Castro donna du dictateur communiste « une version moins hiératique, mieux adaptée à la dimension du théâtre cubain et à la douceur de la vie à l'Ouest. (…) Cuba sous Castro représente (…) le paradis latin de la chaleur communautaire. Comme on est loin des années 1930, et de l'enthouisasme provoqué par les plans quinquennaux soviétiques! L'idée de la croissance économique n'est rien, comparée à celle d'égalité ou à celle de communauté. L'Occident est riche, de plus en plus riche, emporté par le progrès économique et la société de consommation. (…) L'utopie communiste s'est repliée sur l'imagination de la pauvreté; mais celle-ci ne touche plus que les enfants des riches ».

[3] La fameuse photo en Messie révolutionnaire avec l'étoile sur le béret a été prise en mars 1960, à La Havane, par Alberto Korda (Alberto Díaz Guttiérez, 1928-2001); c'est un éditeur italien qui l'a diffusée à partir de 1968, sans verser un centime à l'auteur car Cuba n'était signataire d'aucune convention sur la propriété individuelle (des droits ont fini par être payés… en 2000!).

réfugièrent en France et ne firent pas de politique, étaient plus acceptables que ceux de Cuba, qui voulaient vivre en Floride et affichaient leur anticommunisme.

En revanche, l'image de l'U.R.S.S. et du communisme ne se dégrada absolument pas **dans le tiers-monde**, en tout cas dans la partie du tiers-monde qui n'était pas en contact direct avec la réalité des régimes socialistes — en Asie orientale non communiste, la cause était jugée depuis longtemps. Au contraire, **la fascination du communisme s'étendit** — toujours dans le cadre d'une critique de la démocratie au nom de la démocratie, dans le cadre d'un "progressisme" au moins affiché.

C'était d'abord parce que le communisme fournissait, clefs en main, **un corpus d'idées** généreuses en apparence, d'origine occidentale donc **compréhensibles par les Occidentaux** (interlocuteurs du débat idéologique, prestigieux même aux yeux de leurs victimes) et largement légitimes à leurs yeux après 1945. C'était aussi parce que le marxisme-léninisme offrait **une justification universaliste au pouvoir absolu**, par l'intermédiaire de la théorie de l'avant-garde révolutionaire menée d'une main de fer par un leader génial et inspiré. On vit ainsi fleurir une nouvelle génération de tyrans, les tyrans émancipateurs; ils étaient populaires, comme les tyrans populistes l'avaient été en Europe une génération auparavant (cela n'avait pas forcément à voir avec des héritages monarchiques locaux). L'idéologie marxiste-léniniste offrait aussi **des techniques sans égales de contrôle des sociétés** — en tout cas de celles du tiers-monde, peu formées au débat politique, largement par la faute des colonisateurs. Ces techniques étaient essentiellement le parti unique et l'étatisation de l'économie: depuis la guerre civile russe on savait bien qu'elles pouvaient assurer la survie de régimes totalement isolés de la population, ce qui était le cas de la plupart des cliques de semi-intellectuels que les indépendances, les coups d'État et les révolutions locales avaient amenés au pouvoir; si l'on tient à analyser ces phénomènes de manière un peu plus positive, on peut écrire que la vogue du marxisme-léninisme correspondait à un besoin réel, celui de "tenir" des pays souvent divers et désunis en l'absence des forces de répression coloniales, pour éviter l'anarchie et pour amorcer le développement[1].Il y avait aussi **la fascination de l'industrie lourde**, des aciéries géantes et des barrages mégalomanes, symboles de développement (comme aussi de la puissance des nouveaux pharaons et fils du ciel): elle fit des ravages de l'Algérie à l'Inde[2].

Surtout, le communisme se révéla capable d'**unifier** en un mélange explosif **les passions anticolonialistes et les passions sociales**. En période de décolonisation, ces passions se

---

[1] Ce qui précède explique du reste que les techniques léninistes de contrôle de la société furent utilisées même dans des pays très anticommunistes. Même le maréchal Mobutu Sese Seko (1930-1997), dans le Zaïre (l'actuel Congo-Kinshasa) pro-occidental des années 1970, bâtit un parti unique pour faire fonctionner sa dictature.

[2] De même, la fascination de l'industrie lourde dépassait largement les frontières du monde socialiste: même un pays aussi pro-occidental que le Brésil y succomba.

recoupaient, puisque l'oppression sociale se faisait au bénéfice du colonisateur: **le charme du communisme dans le tiers-monde, ce fut d'abord le charme du nationalisme**. L'U.R.S.S., puis la Chine après 1960, apparaissaient d'abord comme les seuls pays qui avaient réussi à se développer sans dépendre du monde des colonisateurs, qui était le monde capitaliste; elles semblaient avoir inventé une société d'un type nouveau, plus juste, égalitaire; elles proclamaient bien haut que sur leurs territoires les rapports entre peuples n'étaient pas d'ordre colonial, et beaucoup se laissaient prendre à ce discours; et puis elles aidaient les mouvements anticolonialistes, surtout l'U.R.S.S. Ce fut ainsi que le communisme, sous des formes plus ou moins philosoviétiques, mais plutôt plus que moins si l'on y regarde de près, se greffa sur tous les nationalismes extra-européens: à peu près toutes les forces nationalistes adoptèrent un discours socialisant. On ne comprend rien aux différents socialismes "exotiques" des années 1960 et 1970 si l'on ne tient pas compte du fait qu'ils recouvraient essentiellement ces courants nationalistes — la meilleure preuve de la justesse de cette analyse, c'est que de nombreux régimes politiques qui se proclamaient marxistes dans ces années évoluèrent en dictatures purement nationalistes après la déconsidération de l'idéologie communiste, comme le régime chinois, le régime angolais, etc.

À **Cuba**, le succès de Fidel Castro et son indéniable popularité dans les premières années, alors que le régime était extrêmement dur, ne s'expliquent que par le fait qu'il a expulsé les Américains; encore aujourd'hui, alors que l'île est redevenue le bordel des touristes européens et canadiens et que le niveau de vie est le plus bas du sous-continent à l'exception de Haïti[1], si l'on demande à des Latino-Américains ce qu'il y a de positif dans le castrisme, ils répondent: "quarante années d'indépendance". Dans le reste de l'**Amérique latine**, à partir surtout du milieu des années 1960, les intellectuels antiaméricains, parfois comme en Argentine mal remis (mais honteux) de leurs sympathies hitlériennes et mussoliniennes, découvrirent le marxisme-léninisme avec cinquante ans de retard et s'y jetèrent à corps perdu: l'orthodoxie fut encore plus massive et plus stricte qu'en Europe occidentale. Elle stérilisa le combat politique et culturel de toute une génération: les gauches latino-américaines en sont à peu près mortes (car la population, elle, ne partagea jamais ces illusions); certains pays perdirent vingt ans dans des affrontements armés où prétendait se rejouer le combat de Fidel Castro contre Batista (la Colombie n'en est pas encore sortie; le Nicaragua, où la guérilla prit le pouvoir en 1979 et ne le lâcha qu'en 1989, en est resté exsangue, tout comme le Guatemala et le Salvador où les maquisards ne parvinrent pas à prendre le dessus); une grande partie de la production littéraire

[1] En 1959, Cuba avait le niveau de vie le plus élevé d'Amérique latine. L'embargo américain, qui ne sert qu'à maintenir Castro au pouvoir en lui permettant de jouer sur le registre nationaliste (les Américains ont besoin d'un pouvoir fort pour éviter un afflux de boat-people faméliques sur les plages de Floride), n'a pas grand-chose à voir dans cet effondrement: mais l'étatisation de l'économie sur le modèle soviétique a eu à Cuba les mêmes conséquences qu'en U.R.S.S. (voyez le chapitre 4 pour la démonstration), plus trente ans de dépendance envers le bloc socialiste qui avaient fait de l'île une semi-colonie économique de l'U.R.S.S.: d'où, lorsque ce pays a disparu, de graves déséquilibres (des pans entiers de l'industrie avaient été démantelés puisque le bloc de l'est fournissait ces produits), et des conséquences dramatiques en termes sociaux.

de ces années est aujourd'hui à peu près illisible. Même l'Église catholique s'est largement déconsidérée par le soutien qu'une partie des prêtres a apporté au marxisme sous prétexte de "théologie de la libération"; c'est l'une de clefs de la progression rapide des Églises évangélistes dans cette partie du monde[1].

En **Éthiopie**, construction coloniale où les Sémites des hauts plateaux (Amhariques et Tigréens) dominent depuis le XIXe siècle les Bantous du sud et les Chamites (Somaliens surtout) de l'est, le communisme fut avant tout une rénovation de l'ancienne monarchie amharique au service de la survie de la domination amharique menacée par la révolte des peuples dominés, notamment les Somaliens aidés par la Somalie voisine. La continuité entre les deux régimes est illustrée par une anecdote fameuse, qui peut servir également à saisir à quel point le "socialisme scientifique" affiché dans ce genre de pays pouvait recouvrir de très anciennes pratiques traditionnelles de pouvoir: après avoir laissé mourir de faim dans un cachot l'ancien monarque, le Négus Haïlé Sélassié (1892-1975), le colonel marxiste qui avait pris le pouvoir en 1973, Mengistu Haïlé Mariam, le fit enterrer… sous son bureau présidentiel.

En **Birmanie** aussi, le communisme fournit une justification à la domination des ethnies minoritaires par les Birmans, domination que le colonisateur britannique avait remise en cause. Au **Vietnam**, le lien entre communisme et nationalisme est trop évident pour qu'il soit besoin d'y insister; pour la **Chine**, voyez le cours sur ce pays.

Les causes fondamentales de cet aveuglement collectif sont faciles à identifier: l'U.R.S.S. était loin, l'Amérique était proche — au moins par sa culture et ses entreprises —; elle se comportait (elle se comporte toujours) avec une arrogance stupéfiante, et jusqu'à ce que dans les années 1980 Ronald Reagan se décidât à faire le ménage pour améliorer l'image de l'Occident, sous prétexte de lutte contre le communisme elle soutenait les dictatures les plus répugnantes. Des pays comme Cuba, ou le Nicaragua à partir de 1979, représentaient un espoir — le seul pour tous ceux que la situation de leurs pays, à juste titre, révulsait, et qui ne croyaient pas en la démocratie, laquelle, encore une fois, soutenait leurs tortionnaires. Et puis, l'anticommunisme, c'était justement le fond de commerce de ces mêmes tortionnaires; dans ces conditions, n'importe qui serait devenu philosoviétique.

---

[1] L'autre étant évidemment que le reste des clergés catholiques latino-américaines, la majorité, s'est longtemps compromise avec les régimes en place. Il faut ajouter que la théologie de la libération, courant selon lequel, en gros, l'action des chrétiens doit se placer sur le plan social avant de se placer sur le plan spirituel car il n'est pas possible de ne promettre aux pauvres que le bonheur dans une autre vie, n'est pas seulement complaisance pour le communisme: elle est aussi, tout simplement, compassion envers les pauvres, désir d'agir pour soulager les souffrances du prochain autrement que par la seule charité qui ne résout rien à long terme, et indignation face à des relations sociales inacceptables. Je pointe ici ses dérives, sans juger ses principes.

Par quoi j'en arrive à, et conclus par, ces mots de Furet à propos des conservateurs brutanniques des années 1930, dont j'élargis ici le sens à tout le XXe siècle: **« la tristesse de toute cette histoire, dont nous n'avons pas épuisé l'amertume, est que [certains étaient anticommunistes] pour des raisons sans grandeur, alors que d'autres [étaient] aveugles pour des raisons généreuses »**.